

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION  
BOURSE

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13114 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beauve-Méry Directeur : André Fontaines SAMEDI 28 MARS 1987

La politique de normalisation entre Paris et Téhéran

## L'arrestation de terroristes pro-iraniens embarrasse le gouvernement

A double tranchant

Il n'est pas rare qu'un succès policier se transforme en un colossal embarras diplomatique. C'est ce que se disent depuis le début de la semaine plusieurs responsables français qui ont tout mis, dans l'affaire des otages, sur une éventuelle « normalisation » des relations franco-iraniennes puisque Téhéran cherche, pour reprendre l'euphémisme en vigueur, « une influence considérable sur les preneurs d'otages ».

Les arrestations effectuées à Paris et la révélation que le chef du réseau terroriste ainsi démantelé n'est autre qu'un des fondateurs du Hezbollah libanais - tout entier dévoué aux intérêts iraniens - conduisent une fois de plus à s'interroger sur la bien-fondé de la politique française. La normalisation des relations entre deux États suppose en effet de part et d'autre un minimum de bonne foi : la négociation doit être abordée comme un moyen de résoudre un contentieux, non comme un chantage à répétition dont le but serait d'humilier le partenaire.

Ces conditions élémentaires sont-elles remplies dans le cas de l'Iran ? On peut en douter, les dirigeants iraniens pratiquant à merveille l'art des négociations « pigroches » : la France ayant reconnu ses torts dans l'affaire du prêt Eurodif, Téhéran fait la sourde oreille lorsque Paris évoque les contrats signés avec des entreprises françaises et s'abaisse à négocier après la chute du chah ; la France ayant acquiescé à l'assassinat de M. Massoud Radjavi et ses Moudjahidines du peuple, Téhéran laisse entendre que M. Chépur Bakhtiar devrait lui aussi être déclaré indésirable. Régulièrement enfin, tandis que les preneurs d'otages réclament à partir du Liban la libération du commando qui a tenu d'assaut le siège de M. Bakhtiar, Téhéran laisse entendre que le processus de normalisation implique aussi un changement de la politique française dans la région et sinon un arrêt de l'aide à l'Irak du moins des livraisons d'armes à l'Iran.

Les interminables manœuvres iraniennes n'avaient pas jusqu'à présent découragé M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, qui faisait remarquer à l'appui de son obstination que cinq otages avaient « déjà » recouvré la liberté. Depuis plus de deux mois, cependant, l'étrange dialogue franco-iranien était dans l'impasse, et certains dirigeants - pas seulement à l'Elysée - s'interrogeaient sur la possibilité de le poursuivre efficacement.

La situation actuelle illustre les contradictions fondamentales de la politique française depuis sa mise en évidence lors du procès de Georges Ibrahim Abdallah. Comment concilier la lutte antiterroriste et la négociation avec des États qui ne réprouvent pas le terrorisme et en utilisent pour le moins les retombées ? A quoi bon mettre hors d'état de nuire des possesseurs de bombes si l'adversaire sait qu'il peut espérer les tirer de prison en recourant au chantage ?

La lutte contre le terrorisme est malheureusement une guerre. Elle ne peut pas se réduire à d'interminables conversations diplomatiques et diplomatiques. Quant à la pratique du double langage, les mésaventures de M. Raimond en ont montré les risques et la vanité.

M. MAZURIER en garde à vue (Lire page 32.)

L'inculpation de huit terroristes liés à Téhéran a placé dans l'embarras le gouvernement qui s'interroge sur la recherche d'une normalisation avec l'Iran. « L'arrestation n'a pour l'instant aucune conséquence sur les relations » avec ce pays, a déclaré, le vendredi 27 mars, M. Baudouin, porte-parole de M. Chirac. En fait le processus de normalisation est virtuellement dans l'impasse depuis deux mois du fait des exigences iraniennes.



(Lire nos informations page 8.)

La préparation de l'élection présidentielle

## M. Chirac esquisse les thèmes de sa campagne

M. Jacques Chirac a implicitement confirmé sa candidature à l'élection présidentielle et esquissé les thèmes de sa campagne électorale, le jeudi 26 mars, devant les parlementaires RPR réunis à Saint-Germain-en-Laye. Le premier ministre a longuement évoqué la politique étrangère de la France. Il devrait entamer dimanche une visite officielle aux Etats-Unis, où il devrait rencontrer notamment le président Reagan.

M. Jacques Chirac a, sans aucun doute, réussi, jeudi, devant les parlementaires RPR, l'oral de rattrapage de l'émission « L'heure de vérité » de la veille. Les élus de son parti lui ont accordé la mention « Très favorable » que les téléspectateurs lui avaient chipotée la veille. Les jurés, il est vrai, étaient différents et le candidat a pu s'exprimer sans entrave devant ses amis, sans risque d'être interrompu par des journalistes.

En mêlant quatre fonctions, celles de président du RPR, de premier ministre, de chef de la majorité et de candidat à l'Elysée, M. Chirac n'a pas surpris. Les

parlementaires RPR avaient bien compris qu'en déclarant à « L'heure de vérité » que « sa vocation et sa conviction » le conduisaient à éviter la « rupture » l'année prochaine, M. Chirac faisait quasi ouvertement acte de candidature à l'Elysée.

Le premier ministre - si l'on avait insisté - n'était pas prêt à abaisser son jeu plus clairement encore en disant qu'il n'avait aucune raison de faire des « cachotteries » à ce sujet ?

ANDRÉ PASSERON.  
(Lire la suite page 10.)

Nouvelle parenthèse ou fin du règne des milices ?

## La « pax syriana » à Beyrouth-Ouest

BEYROUTH  
de notre envoyé spécial

Une flaque de sang au pied d'un palmier. Les soldats syriens ont frappé fort, jeudi 26 mars, en fusillant en pleine ville trois Libanais qu'ils accusaient d'avoir tiré à la roquette sur l'une de leurs positions à Beyrouth-Ouest. En effectuant des perquisitions dans le quartier de l'université américaine où s'était produit l'incident, les soldats syriens affirmèrent avoir trouvé dans l'appartement des trois hommes une autre roquette du même type. Un exemple voulu, sans doute, au moment où les inci-

dents, jusque-là sans gravité, se multiplient.

Depuis l'entrée des troupes syriennes le 22 février, vingt-deux explosions de petites charges ou de bâtons de dynamite ont été dénombrées, sans compter les engins désamorcés. Certes, elles n'ont pas fait de gros dégâts, mais l'accélération du processus est nette. Rien jusqu'au 8 mars, mais onze explosions depuis le début de la semaine, qui commencent à ébranler la confiance encore très fragile de la population.

Largement plébiscitée par celle-ci, qui n'en pouvait mais, l'entrée de l'armée syrienne n'a

certes pas fait que des heureux parmi tous les groupuscules qui gravitaient à l'ombre des milices, et il serait hasardeux de déterminer avec certitude les responsables. Mais déjà les soldats syriens renforcent leurs contrôles à la tombée de la nuit et, dans certains quartiers, les fouilles se font plus insistantes. Beyrouth-Ouest n'est toutefois pas, jusqu'à maintenant, en état de siège. Les restaurants, même les plus « dangereusement » situés dans les fiefs hezbollah, font salle comble le week-end et, depuis longtemps, les serveurs ne s'étaient autant agités. Signe des temps aussi, on ne

remarque les quelques étrangers que pour se réjouir de leur retour.

C'est d'abord cela la paix syrienne, ce sentiment - précaire mais réel - de sécurité, qui autorise à nouveau les sorties nocturnes dans une ville pourtant largement privée d'électricité. Un problème qui n'a pas échappé au général Ghazi Kanaan, chef des services de renseignements militaires syriens au Liban et nouveau maître de Beyrouth-Ouest, qui souhaiterait que les autorités puissent rapidement remédier à cette carence.

FRANÇOISE CHIPAUX.  
(Lire la suite page 6.)

Un entretien avec M. Hervé Bourges, PDG de TF1

## « L'audiovisuel n'est pas un jouet »

M. Hervé Bourges connaît vers le 10 avril le nom de son successeur à la tête de TF1 privatisée. Il est PDG depuis juillet 1983 d'une chaîne qui, sous son impulsion, a réussi un redressement de son audience, de son image et de ses finances. La Une est redevenue la première chaîne de la télévision française. M. Bourges fait ici le bilan de son action.

« Sans vouloir revenir sur le principe de l'existence de télévisions privées en France, estimez-vous que la décision de privatiser TF1 était justifiée ?

« Je n'ai jamais caché mes opinions. Je crois à un service public renoué, fort et indépendant, à côté d'une télévision privée performante. Mais le mot service public n'est pas un talisman. Dès mon arrivée à TF1, en juillet 1983, bien avant les chambardements du paysage audiovisuel, je demandais que l'on se prépare à la concurrence des câbles et des satellites et proposais, dès la naissance de la 5 et de la 6, que les chaînes de service public s'unifient et se distinguent. Une compétition décevante, nécessitant un esprit d'initiative et des moyens d'action que l'organisation héritée de l'ORTF ne garantissait plus.

« On peut vouloir assouplir les contraintes étatiques, sans entrer

dans la querelle du tout-Etat et du moins d'Estat. La vente de la chaîne me semble être une fausse solution à un vrai problème : la transition de l'esprit du monopole à une politique moderne de la communication. La création d'une industrie de programmes de dimension internationale constitue un véritable défi. La privatisation de TF1 permettra-t-elle de le relever ? L'avenir nous le dira.

Pour l'instant, l'opinion publique n'en comprend ni les tenants ni les aboutissants. Même si la légitimité ne peut être remise en question puisque la représentation nationale l'a votée. Mais on a, par commodité, déguisé en sanction économique une mesure idéologique. Or, si nous poursuivions l'exécution du budget 1987 dans les conditions actuelles, TF1, qui était déficitaire il y a deux ans, pourrait dégager 200 millions de francs de bénéfice. TF1 est viable, même sans la redevance... Fallait-il obérer son avenir en grevant son budget du poids de la rémunération d'un capital de 4,5 milliards de francs sur dix ans ? Franchement, j'en doute.

« Pensez-vous, comme certains, que le prix fixé pour la reprise de TF1 est trop élevé ?

« Je me suis interdit de me prononcer sur ce point. J'ai simplement remarqué que TF1 valait

cher, très cher. Comme vous le savez, le prix de cession a été fixé par le ministre de l'économie et des finances, sur proposition de la commission de la privatisation, au terme d'une double expertise bancaire, et les audits ont pris en compte tous les éléments patrimoniaux et commerciaux à leur disposition.

« Personnellement, j'estime qu'il faut ajouter à ces estimations d'autres valeurs, incorporelles, qui font que TF1, en fait, n'a pas de prix, que ce dernier n'a dû être chiffré que pour les besoins de la cause. Quant aux candidats à la reprise de la chaîne, ce coût ne leur semble pas trop élevé si l'on en juge par l'appât du combat autour de la Une. Il demeure que le projet de récupérer la mise et de rembourser les 4,5 milliards d'investissement sur dix ans suppose beaucoup d'audace et de talents financiers !

« Que pensez-vous de la façon dont se déroule le processus de privatisation ? Comment le vivez-vous ?

« Sur le fil du rasoir. Comme tous ceux qui aiment TF1. C'est un instrument exceptionnel par son impact auprès des téléspectateurs, son image, son audience, son professionnalisme.

Propos recueillis par ANITA RIND.  
(Lire la suite page 23.)

### Les refuzniks en URSS

Discrètes négociations à Moscou du président du Congrès juif mondial.  
PAGE 32

### M. Barre et les euromissiles

L'ancien premier ministre met les Européens en garde contre les propositions de M. Gorbatchev.  
PAGE 3

### Jean-Paul II attendu au Chili

Première visite d'un souverain pontife.  
PAGE 5

### Un succès scientifique

Des chercheurs français ont mis au point le premier vaccin contre la bilharziose.  
PAGE 12

### Austérité à la RATP

Les investissements sont amputés de 150 millions de francs.  
PAGE 29

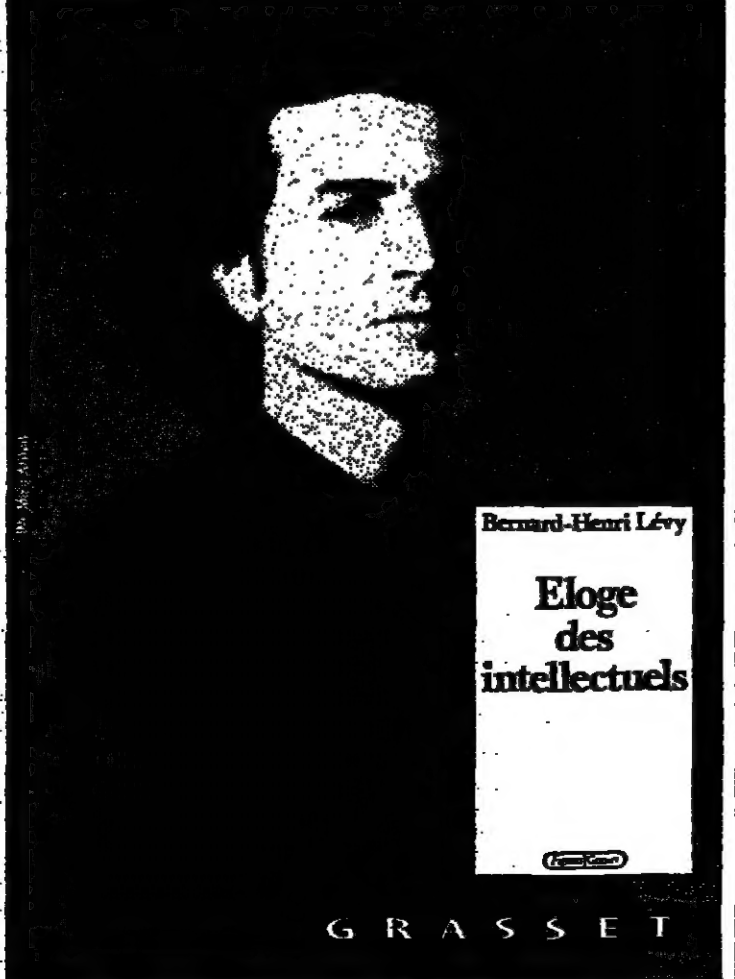
### Le Monde

SANS VISA

■ Le Japon tenté par l'Occident ■ La conservation de la photographie couleur ■ Oasis égyptienne ■ Escapes, gastronomie, jeux.  
Pages 13 à 19

Le sommaire complet se trouve page 32

aujourd'hui en librairie





# Débats

## DÉRIVES DE LA DÉMOCRATIE

Quelle difficile entreprise que de maintenir la démocratie dans l'exercice équilibré de ses composantes ! Pierre Lefranc s'élève de l'atmosphère ultrapolitique qui règne à l'approche de l'élection présidentielle et se prononce contre le mandat de cinq ans. Maurice Girodias s'irrite, de son côté, de la médiocrité des querelles partisans et du mauvais exercice du pouvoir personnel aux États-Unis et en France. Il demande à M. Mitterrand de sortir notre pays de l'ornière.

## Le retour du régime des partis

Les gaullistes qui ont tant œuvré pour une réforme des institutions considèrent avec une grande tristesse la revanche du système

LES Français seraient, paraît-il, déçus par la cohabitation après avoir attendu beaucoup. Leur espérance était fondée, en effet, sur leur volonté d'union nationale. Après avoir constaté que les objectifs du gouvernement socialiste deuxième mandat n'étaient guère éloignés de ceux des centristes et des chrétiens, ils souhaitaient que les institutions contraignent les uns et les autres à s'entendre pour le bien du pays. Il est vrai que, dans certains domaines, non des moindres, un accord tacite s'est réalisé — défense nationale et politique étrangère, — mais il est surtout évident que, au-delà des apparences, les grands responsables en présence ne jouaient pas tout à fait le jeu. On se surveille et on ne manque pas une occasion de marquer des points. Pour la France ? Hélas non, pour son clan.

La guérilla n'est pas entretenue par des divergences sur le fond, mais par des préoccupations électorales. C'est à l'échec présidentiel que chacun pense et pour laquelle chacun s'emploie à se bien placer. Voici revenue la toute-puissance des partis politiques, ce sont eux qui interviennent en toutes occasions, eux qui donnent son rythme à la vie politique. Ne voit-on pas sur nos écrans les visages de leurs secrétaires généraux aussi souvent, si ce n'est plus souvent, que ceux des véritables responsables devant le pays, ne lit-on pas leurs déclarations aux premières pages des hebdomadaires politiques, ne sommes-nous pas informés, heure par heure, de leur état d'âme, la République n'est-elle pas redevenue leur chose ?

Et pourtant, quel triste spectacle les partis ne nous offrent-ils pas ! Au sein d'eux-mêmes, ils sont divisés en multiples tendances, à l'intérieur des coalitions, ils ne cessent de se concurrencer et de s'affronter. Là aussi, dans ces querelles, il ne s'agit que du heurt des ambitions individuelles. Ce ne sont pas des choix politiques qui provoquent ces luttes intestines, mais des rivalités de personnes. Une formule telle que : « La cohésion de la majorité passe avant tout », administre la preuve de la

par PIERRE LEFRANC

prépondérance des préoccupations partisans sur tous les principes. Certes, les uns et les autres abordent les problèmes du chômage, de l'émigration, de l'inflation, etc., mais l'opinion éprouve l'impression que ce ne sont pas là les principales préoccupations des dirigeants, mais qu'ils s'efforcent seulement de rallier à leur cause le plus grand nombre possible d'adhérents pour les soutenir dans la course d'obstacles dont ils ont déjà pris le départ. Cette navrante constatation que le social de gagner l'épreuve engagée passe avant les graves problèmes de l'heure concerne aussi bien l'opposition que la majorité.

Voilà pourquoi, chez beaucoup, la déception est grande. Pour la première fois depuis le départ du général de Gaulle, l'occasion était donnée d'un rassemblement des énergies sur la France, le pays le souhaitait, ainsi en témoignaient les sondages depuis un an ; or cet espoir se voit détruit parce que la V<sup>e</sup> République fait place, épisode après épisode, à une République parlementaire.

Le coup de grâce serait porté par une diminution du mandat du président de la République. Le président invoqué est celui d'une durée trop longue de l'actuel mandat, mais fixer cette durée à cinq années donnera la possibilité d'effectuer deux mandats de cinq ans, ce qui permettrait à un président de demeurer dix ans en place, soit trois ans de plus que dans le cas présent. En réalité, la manœuvre vise surtout à obtenir la fusion de la majorité présidentielle et de la majorité parlementaire par une coïncidence des élections que l'on réalisera sans difficulté en invoquant la logique. Dès lors, cette simultanéité obtenue, le chef de l'État serait enfin placé, sous la totale dépendance de l'Assemblée, c'est-à-dire des partis, grands maîtres des élections législatives. Voici le but inavoué et qui relève, d'ailleurs, de la logique du régime d'assemblée tant regretté par les politiques.

## Qu'en pense le président ?

Il faut rendre à toute minorité humaine la plénitude de ses droits, y compris à l'ultime minorité : l'individu

LA déconfiture du malheureux Reagan n'était-elle pas prévisible dès le jour de son élection ? Et sans doute même dès l'entrée en politique de ce triste cowboy de série B, avec son sourire électronique et son charisme préfabriqué ?

Le monde (entendons par là non pas le « monde politique », mais bien le monde tout court, le genre humain, en somme) en est venu à dépendre pour sa survie de ce mélodrame dégradant du pouvoir personnel, et des rêves de puissance d'un personnage aussi peu inspiré, aussi peu intéressant que celui-là — qui n'existe qu'en tant que projection de la « silent majority » — c'est-à-dire de la masse laquaise la plus lourde, la plus immuablement matérialiste, la plus aveuglément égoïste du monde. De cet électoralisme conservateur des États-Unis qui a fait pour nous cette pantomime à trois personnages, Ron Reagan et son frère-valet Don Regan, avec entre les deux la sémiologie Nancy.

Depuis Wilson et son traité de Versailles, Roosevelt et son Yalta, Truman et son bombe, Kennedy et sa baie des Cochons, et Johnson, Nixon, Carter, on peut dire que Reagan apporte le point final à une expérience du pouvoir personnel qui n'a que trop duré.

par MAURICE GIRODIAS (\*)

Soyons honnêtes : la comédie dite de l'alternance « à la française » est tout aussi stérile et regrettable. Le fait que, dans ce dernier cas, le personnage central passe pour intelligent, ou malin, ne rend pas la formule plus ragoutante. Au contraire.

Les Américains, en 1787, voulaient une direction collégiale de l'exécutif, mais les menaces qui pesaient encore sur leur indépendance leur ont fait opter pour une direction unique et personnalisée. Les Français de 1789 qui s'étaient soulevés contre la tyrannie, et donc contre le pouvoir d'un seul, choisirent d'abord une solution fédéraliste et un directoire, puis trois consuls, et finalement, deux siècles plus tard, la république gaullienne, aujourd'hui cassée en deux.

Ces deux modèles présidentiels ayant été servilement imités depuis lors partout dans le monde, de l'Atlantique au Pacifique, l'état de confusion dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui, à l'échelle planétaire, justifie qu'on en débâte enfin globalement : en dehors et au-dessus de toute politique.

comme l'un des signes avant-coureurs de la réaction des anciens colonisés contre l'impérialisme occidental, et contre l'égoïsme forcé du monde industriel. Tout cela était éminemment prévisible.

La politique follement irresponsable de l'homme blanc depuis vingt ou trente siècles a finalement débouché sur cette conclusion inéluctable : une explosion démographique dans le tiers-monde, associée à une chute de puissance dramatique dans le nôtre, celui des blancs.

Or, dans ce monde qui déborde de moyens nouveaux, techniques et scientifiques, il est certain, il est évident, que ce qui apparaît comme une impasse absolue peut encore aujourd'hui être dominée, maîtrisée.

A condition de parler clairement, ouvertement, de la vraie nature du problème. Il faut redéfinir la démocratie, et cette fois-ci non plus à l'échelle nationale mais à l'échelle planétaire. Il faut rendre à toute minorité humaine la plénitude de ses droits — y compris à l'ultime minorité : l'individu. Il faut admettre qu'il ne s'agit pas seulement de droits alimentaires, mais de droits à la culture, à l'autonomie morale aussi bien. Là où les minorités sont divisées, séparées par les frontières nationales, rien n'empêche de constituer des unions culturelles transnationales superposées à ces frontières, et cela sans attenter au droit des États, mais, au contraire, en le complétant et en l'humanisant.

Utopies que tout cela, diront certains. Mais la Suisse est-elle une utopie ? Le voisinage pacifique de trois cultures aussi différentes que possible l'une de l'autre, au sein d'un État qui se passe fort bien de Reagan et de de Gaulle, cela ne nous donne-t-il pas la preuve que tout est possible — à condition de commencer par mettre en cage la politique ?

Ces discours volontairement (nécessairement) simplistes s'adressent à tous, mais singulièrement au président de la République française qui trône si prudemment dans sa tour d'ivoire élyséenne, à cet homme qui a fait carrière en donnant à une majorité de Français l'espoir (on peut être illusionniste) qu'il était l'homme du changement et l'inventeur d'un avenir libre et meilleur.

Plus de vains discours ! Plus de chrysanthèmes et de petites politiques sournoises ! Si un homme peut sortir la France de l'ornière, c'est lui, aujourd'hui encore, en mettant sa présidence sur la tapisserie. Et s'il est un pays qui peut sauver le monde entier du désastre, aujourd'hui encore, c'est la France, qui, la première, il y a deux siècles, a rêvé la liberté pour tous.

## « UNE ÉTHIQUE ÉCONOMIQUE », de Michael Novak

### Les « valeurs » du capitalisme

Il manquait aux libéraux la bédécaille d'un théologien. C'est chose faite avec la publication en français du livre du professeur américain Michael Novak. Sans doute parle-t-il surtout de la manière dont l'économie des États-Unis a réussi à soutenir des « valeurs » qui, pour lui, sont les moins mauvaises que la société puisse réchauffer aujourd'hui. Mais son message a une vocation beaucoup plus large. Le titre original de l'ouvrage, qui date de 1982, est celui-ci : *The Spirit of Democratic Capitalism*. On voit l'allusion à Max Weber et à son livre, *L'Esprit du capitalisme et l'éthique protestante*. C'est que notre auteur se pique de montrer que le catholicisme n'est pas moins bien armé pour soutenir le capitalisme démocratique.

La thèse sera, bien sûr, combattue, et déjà le Père Jean-Yves Calvez, dans la lettre-préface, n'a pas manqué de faire des réserves sur sa démonstration. En outre, la fameuse lettre pastorale des évêques catholiques des États-Unis de novembre dernier va à l'encontre des thèses soutenues quatre ans auparavant par Michael Novak puisque, s'il prenait acte que le système économique a permis d'élever le niveau de vie de millions d'Américains, il ajoute que « soulager le pauvre de dangers des changements fondamentaux dans les structures économiques et sociales qui perpétuent des inégalités avouées ».

Cette bagarre entre les catholiques conservateurs et les évêques américains ne doit pas enlever au livre de Michael Novak ce qu'il a de nouveau et

de précieux dans la mesure où, en plus de quatre cents pages, il analyse les valeurs de l'économie de marché sur le plan de la religion qu'il professe.

On peut compter sur les doigts d'une main les théologiens récents qui ont intégré l'économie dans leur vision (Paul Tillich, Moïmann, Niebuhr, Gutierrez) auxquels M. Novak fait explicitement référence, qu'il approuve ou qu'il combatte leurs thèses. Mais il est sûr que la hiérarchie catholique, si prodigue dans sa répartition des richesses, est beaucoup moins éloquent sur sa création, et même l'aggiornamento est long à venir sur la réhabilitation du profit, nerf de l'investissement, et de l'économie de marché. Peut-on sérieusement aujourd'hui tenir un discours social en négligeant la dimension économique ?

Ce rappel de Michael Novak est salutaire. Comme il était important que l'auteur se désolidarise du capitalisme échoué des États-Unis. La plus importante, en tout cas, est qu'un courant porte aujourd'hui vers le rapprochement de l'éthique et de l'économie. Les Français vont enfin pouvoir prendre connaissance dans leur langue de l'ouvrage fondamental de John Rawls, *Théorie de la justice* (1971). Ils verront que, déjà, ce philosophe politique plaide pour que les décisions du champ des métiers soient tempérées constamment par les considérations portant sur les droits des individus et la morale.

PIERRE DROUIN.

★ Éditions du Cerf. Institut La Boétie. 442 pages, 175 F. Préface de Jean-Yves Calvez.

## COURRIER DES LECTEURS

### Prévenir les « bavures »...

Je me suis demandé comment exercer le métier de policier sans avoir ces réactions sauvages que nous connaissons trop bien. Cela m'a amené à penser qu'il y aurait quelques métiers à réinventer, et peut-être plus nombreux qu'on ne le croit, qui ne devraient être exercés qu'à mi-temps.

Ainsi, pourquoi ne formerait-on pas les policiers à l'animation dans les jardins publics, auprès des enfants. En civil, bien entendu, ils leur apprendraient le judo, le karaté, organiseraient des jeux (...).

Les parents pourraient laisser sans crainte leurs enfants sans la protection de ces animateurs qui non seulement se détendraient, mais encore se feraient aimer.

Du coup, je parierais que ce ne serait plus les mêmes hommes au

cours de leur demi-journée en uniforme de police.

CATHERINE VALABRÈGUE (Paris).

### Robert Pandraud à l'AP

J'ai lu avec intérêt l'article que vos collaborateurs ont consacré à Robert Pandraud (*Le Monde* du 5 mars) ; il met en relief ses solides qualités et son « patron de la grande maison ». Il omet de mentionner son passage, remarqué, voici vingt ans, à l'Assistance publique de Paris en qualité de directeur du cabinet du préfet Pierre Demelon. Je fus au nombre des directeurs d'établissements qui ont pu apprécier ses qualités de bon sens, son pragmatisme, une pragmatisme mise au service de l'intérêt des malades et de cette grande administration parisienne.

R. BESSIERE (Paris).

**Plus vite, moins cher !**

**du 20 au 31 mars les véhicules en stock chez NEUBAUER ne subissent pas la hausse !**

**Rendez-nous visite avant de commander votre nouvelle voiture !**

**NEUBAUER**

**c'est la garantie du prix et du service !**

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-86-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. *Le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Benoit-Méty (1944-1969) Jacques Foccart (1969-1982) André Larroque (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprise, M.M. André Fontaine, gérant, et Robert Benoit-Méty, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Siles

**ABONNEMENTS**  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

**FRANCE**  
354 F 672 F 954 F 1 200 F

**TOUTS PAYS ÉTRANGERS**  
PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

**ÉTRANGER (par messagerie)**  
L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

**IL — SUISSE, TUNISIE**  
594 F 972 F 1 404 F 1 900 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs en prévision : vos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les nouveaux chèques en capital d'impératrice.

**Le Monde**

**TÉLÉMATIQUE**  
Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Impression 7, c. de l'Inde PARIS-12 (1985)

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437  
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde (USPS 785-910) is published daily, except Sundays for \$ 4.00 per year by Le Monde c/o Speedpost, 45-46 38th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpost U.S.A., P.O. Box 45-46 38th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

هنا من الأصل



# Etranger

• La Monde • Samedi 28 mars 1987 • 3

## Le débat sur le désarmement

### M. Raymond Barre met en garde aussi bien les Européens que la majorité contre les propositions soviétiques

LONDRES  
de notre correspondant

« Ce qui est en jeu, c'est d'abord la lucidité des responsables, leur capacité à ne pas prendre leurs désirs pour des réalités, le courage parfois nécessaire pour exprimer des vérités qui dérangent. » Invité, le jeudi 26 mars, à Londres, par l'Institut international pour les études stratégiques à prononcer un discours sur le thème de la sécurité en Europe, M. Raymond Barre ne pouvait mieux indiquer avec ce

### Deux alliés

LES propos de M. Barre sur les risques de l'« option zéro » en Europe rappellent davantage les réserves émises d'entrée de jeu par M. André Giscard, lorsque M. Gorbatchev fut avancé ses propositions, que les commentaires ultérieurs, plus conciliants, du chef de l'Etat et du premier ministre, quand l'un, puis l'autre, en conseil des ministres, voulurent parler d'une même voix pour désamorcer, en quelque sorte, la « bombe » du ministre de la défense.

A ce rapprochement d'idées, nul mystère : M. Giscard fait montre, au sein du gouvernement, d'une sensibilité « bariste » qu'il ne dissimule pas. Les deux hommes conservent toute leur méfiance envers les initiatives soviétiques, ce que l'un et l'autre, précisément, appellent « le chant des sirènes pacifistes » ou « l'esprit de renoncement » face à un pacte de Varsovie qui ne désarmerait pas.

Mais, dans cette affaire, M. Giscard n'est le seul allié naturel de l'ancien premier ministre. Aussi curieux que cela puisse paraître, on retrouve dans le discours de M. Barre des accents apparus récemment chez M. Michel Rocard. Comme le député socialiste des Yvelines, qui se confie au périodique Défense active (le Monde du 17 mars), le député du Rhône demande à la France de « ne pas baisser la garde » et de prendre toute sa part dans le concert des nations européennes désireuses d'assurer la sécurité du continent. Les mêmes mots y sont, et, avec eux, la même philosophie qu'ils expriment. A croire, mais on s'en doute déjà, que les problèmes de défense ont cette particularité de troubler la réflexion des hommes politiques, majorités et opposition confondues.

JACQUES ISNARD.

préambule qu'il entendait tenir le langage de la plus grande fermeté.

Dénouant la « stratégie indirecte » de l'Union soviétique qui « tend à assurer la victoire sans guerre en plaçant l'adversaire devant le choix entre la capitulation ou l'apocalypse », l'ancien premier ministre a clairement manifesté sa profonde méfiance à l'égard des récentes propositions de M. Gorbatchev. « Saluons les changements en URSS sans les minimiser, mais n'en surestimons pas la portée », a-t-il déclaré. Et de préciser, faisant allusion à une phrase du chancelier Kohl qu'il juge sans doute trop bienveillante : « Plutôt que de prendre M. Gorbatchev au mot, mieux vaut le prendre au fait. »

Refusant l'idée d'un accord préalable et distinct sur les euromissiles, M. Barre a affirmé qu'« il serait de beaucoup préférable de parvenir dans une première phase à une réduction substantielle de la fois des forces stratégiques et des missiles à moyenne portée », solution qui, à son avis, « éviterait le découplage de la défense de l'Europe de celle des Etats-Unis ».

M. Barre a ainsi confirmé sa position — très réticente — au sein d'une majorité à Paris quelque peu divisée dans ses réactions aux offres du Kremlin. Il a nettement montré qu'il ne partage pas l'« intérêt » même fort réservé, manifesté pour les propositions soviétiques par une partie du gouvernement français, à l'instar du président de la République (le Monde du 6 mars). Il a aussi critiqué l'attitude des Etats-Unis, soulignant notamment les dangers de « l'option zéro » et de l'initiative de défense stratégique émise par le président Reagan. « La crédibilité de nos forces ne doit pas être remise en cause par le développement de systèmes défensifs », a-t-il dit sur ce point.

M. Barre a prêté à la fois « le renforcement de la composante

Le point de vue de la Chine. — Prenant la parole, jeudi 26 mars, pour la première fois devant la conférence des Nations unies sur le désarmement à Genève, le ministre chinois des affaires étrangères, M. Wu Xueqian, a déclaré que les problèmes de désarmement ne sauraient être le monopole de quelques grandes puissances. Les Etats-Unis et l'URSS, a-t-il dit, « doivent respecter et accepter les propositions et suggestions raisonnables formulées par d'autres pays ». — (AFP.)

conventionnelle de la dissuasion » et « la modernisation des forces nucléaires britanniques et françaises ». A ce sujet, il a préconisé une « nouvelle entente cordiale », c'est-à-dire une concertation constante entre la Grande-Bretagne et la France qui permettrait par exemple une « coordination des tâches confiées à nos sous-marins lanceurs d'engins » et même « la construction en commun de nouveaux engins ».

L'ancien premier ministre a en outre indiqué que la France avait commis « une erreur » en renonçant à l'arme à neutrons et qu'il fallait en reprendre l'étude.

FRANCIS CORNU.

### Les négociations soviéto-américaines sur les euromissiles reprendront le 23 avril à Genève

Les négociations soviéto-américaines sur le désarmement des armes nucléaires de portée intermédiaire basées en Europe (FNI), interrompues provisoirement, le jeudi 26 mars, à Genève, reprendront le 23 avril.

Cette nouvelle session sur les euromissiles devrait démarrer en même temps que celles sur les armes stratégiques et les armes spatiales qui font l'objet de deux autres groupes de travail à Genève entre les Etats-Unis et l'URSS, a précisé le chef de la délégation américaine, M. Maynard Gilman. Celui-ci a toutefois souligné que la date du 23 avril pourrait être revue au cours de la prochaine visite à Moscou du secrétaire d'Etat américain, M. Shultz.

Le négociateur américain a rappelé que, au cours de la session qui

s'est achevée jeudi, les Etats-Unis avaient présenté à la délégation soviétique un projet de traité « complet » sur les FNI, incluant notamment le problème des missiles intermédiaires de courte portée (SRINF). Ce projet, a-t-il indiqué, était basé sur la proposition d'une « option zéro » en Europe faite lors du sommet de Reykjavik. Les Américains avaient alors annoncé qu'ils souhaitaient voir démanteler tous les FNI en Europe pour limiter leur nombre à cent ogives sur les territoires américain et soviétique.

A Washington, le directeur de l'agence américaine pour le contrôle des armements, M. Kenneth Adelman, a indiqué que les Etats-Unis avaient proposé de renoncer à certaines de leurs exigences en matière de vérification si l'URSS acceptait

l'élimination de la totalité des missiles de portée intermédiaire. Il a cependant ajouté que les Soviétiques avaient refusé cette offre, insistant pour conserver cent ogives sur la partie orientale de leur territoire.

Les deux principales questions en suspens dans les négociations sur les FNI sont celles des mesures de vérification mais aussi et surtout des missiles à plus courte portée (SRINF).

### Critiques soviétiques

A Moscou, l'un des principaux responsables soviétiques des problèmes du désarmement a sévèrement critiqué les Etats-Unis sur ce dernier point. Il a estimé, jeudi, au cours d'une conférence de presse, que Washington avait créé « un lien artificiel » entre les problèmes posés par ces deux types de fusées et tentait de reconstruire « un autre lien » après que l'URSS ait accepté le principe d'un accord séparé sur les FNI.

Pour le spécialiste soviétique, les Etats-Unis et l'URSS étaient convenus à Reykjavik que des négociations sur les missiles opérationnels et tactiques déployés en Europe s'engageraient six mois après la conclusion d'un accord sur les engins de portée intermédiaire.

M. Karpov s'est toutefois gardé de faire formellement dépendre tout accord sur les FNI d'un abandon de l'exigence américaine d'inclure les SRINF dans un accord sur les euromissiles. Cependant, a-t-il dit, « aussi tôt que ce lien aura disparu — et le plus rapidement sera le mieux — un accord pourra être conclu ».

M. Karpov a, d'autre part, dénoncé le fait que les Etats-Unis cherchent, selon lui, à conserver l'intégralité de leur potentiel en Europe en convertissant leurs fusées Pershing-2 en des missiles de plus courte portée ou en insistant « sur la nécessité de déployer leurs euromissiles sur des bâtiments de guerre américains ». « Si les Etats-Unis souhaitent se réserver le droit de convertir des Pershing-2 en Pershing-1-B facilement transformables à nouveau en Pershing-2, pourquoi l'URSS n'estimerait-elle pas avoir le droit de conserver ses SS-20 sous une autre forme ? », a-t-il averti.

F. C.

## La politique de défense des travaillistes britanniques

### M. Kinnock va au-devant d'un nouveau désaveu de Washington

LONDRES  
de notre correspondant

Alors que M. Thatcher s'apprête à partir samedi 28 mars pour Moscou, le leader de l'opposition travailliste, M. Kinnock, vient d'arriver à Washington, où il devait rencontrer vendredi le président Reagan.

C'est son deuxième voyage aux Etats-Unis en quatre mois. Or le premier, en novembre, avait été un véritable fiasco. Encore moins qu'un grand nombre de Britanniques, les Américains ne semblent ni comprendre ni admettre la politique de défense du Parti travailliste, fondée sur un désarmement nucléaire unilatéral, un choix qui implique non seulement l'abandon de la force de dissuasion du Royaume-Uni, mais encore la fermeture des bases nucléaires dont disposent les Etats-Unis en Grande-Bretagne.

En novembre, M. Kinnock n'avait rencontré aux Etats-Unis qu'indifférence ou hostilité, même de la part des démocrates les plus libéraux, bien qu'il eût précisé qu'un gouvernement travailliste ne renoncerait pas en cause l'engagement de la Grande-Bretagne au sein de l'OTAN et qu'il renforcerait les moyens conventionnels de l'armée britannique. Par la suite, différents dirigeants à Washington ont laissé clairement entendre qu'un retour des travaillistes au pouvoir, avec une telle politique, aurait pour conséquence de « déstabiliser » l'OTAN et de fournir des arguments au courant isolationniste aux Etats-Unis.

Ces réactions n'ont fait qu'accroître les appréhensions de beaucoup

de Britanniques lorsque dans l'électorat travailliste. Il s'est confirmé que l'unilatéralisme du Labour était pour cette formation un handicap majeur, peut-être insurmontable dans la perspective de nouvelles élections législatives — comme cela avait déjà été le cas lors du scrutin de 1983. Depuis le début de l'année, les travaillistes ont perdu dans les sondages l'avance qu'ils avaient prise sur les conservateurs, au point de laisser présager une décision prochaine de M. Thatcher pour des élections anticipées.

### Une concession sur les euromissiles

Un début de mars, M. Kinnock a subi un nouveau coup dur lorsque M. James Callaghan, ancien premier ministre travailliste, a publiquement dénoncé les options de son parti en matière de défense. Ce désaveu n'est pas sans doute pas étranger au fait que l'Alliance centriste, jusqu'à présent largement distancée par le Parti travailliste, est en train de rattraper celui-ci dans les sondages, voire de le dépasser (conservateurs 37 %, Alliance 31 %, travaillistes 29 %, selon le dernier sondage publié par le Daily Telegraph).

Dans ces conditions, aux Etats-Unis comme en Grande-Bretagne, beaucoup des amis de M. Kinnock craignent que le leader travailliste n'aille à Washington au-devant d'un échec supplémentaire. Certains lui ont même déconseillé le voyage. En partant, M. Kinnock s'est dit en mesure d'expliquer sa position de manière plus convaincante.

## La visite de M. Mitterrand à Alger

### Le chef de l'Etat appelle à une « réconciliation solennelle » entre Tchadiens

ALGER  
de notre correspondant

M. François Mitterrand a regagné Paris jeudi 26 mars dans la soirée, au terme d'une courte visite de travail à Alger. Cinq heures d'entretien en tête à tête avec le président Chadli lui ont permis de faire le point sur les relations bilatérales : l'immigration algérienne en France, les biens des Français restés en Algérie après l'indépendance, le douloureux problème des enfants de couples mixtes séparés et les échanges économiques, commerciaux et culturels.

Le Tchad a dominé le dialogue sur la situation internationale, mais les deux chefs d'Etat ont également parlé du Sahara occidental, du Proche-Orient et des crises africaines au Liban. La dernière M. Mitterrand est resté très discret, résumant : « J'espère à en parler, avant que ne se dénoue aussi heureusement que je l'espère cette situation dramatique. » Il a souligné que « l'Algérie se comporte en grand pays ami et responsable ».

Le président français s'est déclaré favorable à toutes initiatives pouvant conduire à la réconciliation des différentes fractions tchadiennes.

En évoquant les négociations qui se déroulent actuellement à Alger, où une délégation du « FNO-GUNT » de M. Achelk Ibn Omar est arrivée jeudi, vraisemblablement pour se joindre aux discussions de M. Goukouni Oueddei et des émissaires du président Hissène Habré, M. Mitterrand a souligné le rôle actif joué par l'Algérie. « L'essentiel a déjà été fait et rares sont les fractions qui échappent aujourd'hui à l'autorité du gouvernement légitime de N'Djamena », a-t-il rappelé.

Il voit dans l'organisation d'une « solennelle et évidente réconciliation » entre ceux qui se sont si longtemps combattus « un événement

d'une incalculable importance » pour le Tchad.

A plusieurs reprises, le président de la République a fait référence au droit international. Une première fois au sujet du Tchad, pour rappeler que chaque peuple se détermine lui-même à l'intérieur de frontières définies par des conventions reconnues par les Nations unies. Il a dit à tout pays « le droit d'user d'une quelconque supériorité souvent momentanée pour écraser l'un de ses voisins et s'emparer d'une partie de ses territoires ». « Si vous le faites, a-t-il ajouté, les conséquences risquent de vous dépasser. C'est ce qui est en train de se produire pour la Libye ».

Puis il a rappelé la position de la France — amie de l'Algérie et du Maroc — sur le conflit du Sahara occidental et sa fidélité au principe du « référendum d'autodétermination sous contrôle international ».

Interrogé sur la montée du racisme en France, M. Mitterrand a fait le distinguo entre « les travailleurs venus sous la protection de la loi, qui doivent être défendus avec fermeté par les pouvoirs publics », et les nombreux clandestins qui doivent pouvoir « quitter décemment notre territoire ». Tous devant bénéficier « des droits imprescriptibles du respect de la personne humaine ».

En rappelant qu'il avait reçu à Paris les mères d'enfants enlevés par leurs pères algériens, le président a indiqué que, comme lui, M. Chadli Bendjedid attachait à cette question « une attention personnelle considérable ». « Il ressort de notre conversation, a-t-il ajouté, que l'on peut penser raisonnablement résoudre ce problème à bref délai. »

FREDERIC FRITSCHER.

## Une intervention du président de la République

### Mourad ne sera pas expulsé

Le président de la République vient d'intervenir pour empêcher l'expulsion d'un Algérien de seize ans, élève au lycée Stéphane-Mallarmé, à Paris. M. François Mitterrand, alerté le mardi 24 mars par les parents d'élèves FCPE de cet établissement à propos de la situation du jeune Mourad, leur a adressé, le jeudi 26 mars, une lettre assurant qu'il avait obtenu de la préfecture de police la remise d'une « carte d'étudiant (...) permettant [au lycéen] de rester en France et d'y poursuivre normalement ses études ». En fait, il s'agit d'une carte de séjour avec mention « étudiant » qui doit être remise au jeune homme le 3 avril, à la préfecture de police. La situation de Mourad avait provoqué une vive émotion au lycée Mallarmé.

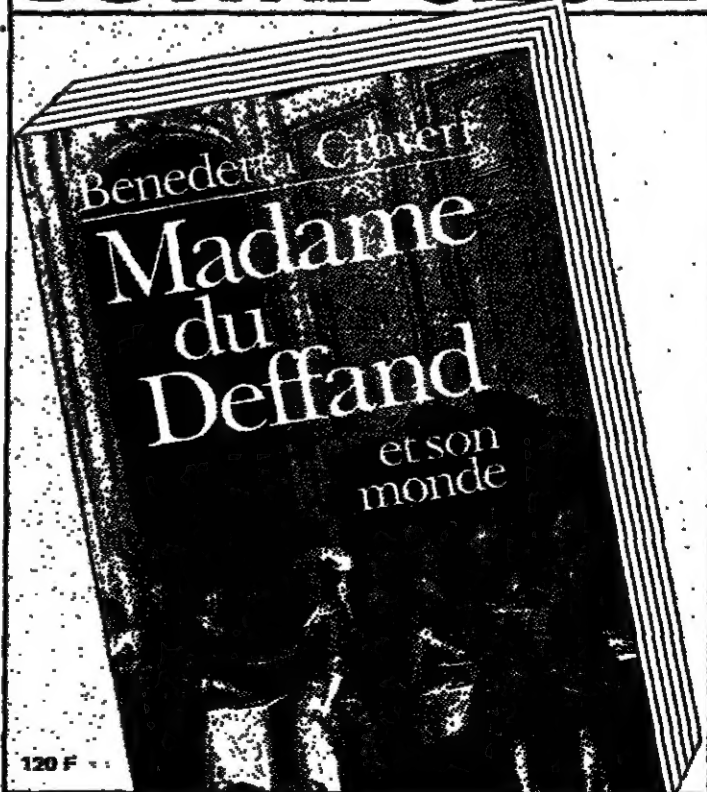
Le jeune homme était entré en France à l'âge de dix ans et neuf mois, alors que l'accord franco-algérien de 1985 fixe précisément à dix ans la limite pour l'obtention d'un certificat de résidence de dix ans. Il doit avoir dix ans, un simple passeport et non du certificat de logement nécessaire dans le cadre de la procédure de regroupement familial. Ces deux motifs avaient conduit des fonctionnaires zélés de la préfecture de police à lui ordonner de quitter le territoire dans les quinze jours sous peine de prison, lorsque son père a demandé pour lui un certificat de résidence afin de le mettre en règle avec la loi, le lendemain de son seizième anniversaire.

Mourad aurait donc été contraint d'interrompre ses études en cours d'année scolaire.

Son cas pose aussi un problème juridique puisque, comme le fait remarquer la Ligue des droits de l'homme, la loi du 9 septembre 1986 sur l'entrée et le séjour des étrangers en France est en l'occurrence plus favorable que l'accord franco-algérien au nom duquel Mourad devait être expulsé.

La loi Pandraud-Pasqua prévoit en effet que « les mineurs étrangers entrés en France avant le 7 décembre 1984, alors qu'ils n'avaient pas atteint l'âge de seize ans, et justifiant d'une scolarisation régulière en France depuis cette date jouissent de plein droit d'un titre de séjour de même nature que celui de leur père ou mère autorisés à séjourner en France ». Le père de Mourad vit et travaille dans notre pays depuis trente-deux ans.

## UNE GRANDE FIGURE DU XVIII<sup>e</sup> SIECLE



A travers le portrait d'une marquise, la peinture du dix-huitième siècle français : les fêtes du corps et de l'esprit. Un livre passionnant. François Bott / Le Monde

Subtile, bien traduite, la biographie de Benedetta Craveri rend parfaitement la drôlerie, la « prodigious quickness » et le pragmatisme d'une femme ayant toujours eu un ministre dans sa manche. Claude Arnaud / L'Express

S E U I L



# ERATO

P R E S E N T E

COLLECTION  
BONSAI

CHAQUE  
BONSAI  
EST UN  
CHEF-D'ŒUVRE



LA MUSIQUE  
EN  
COMPACT  
AU PRIX  
DU  
MICROSILLON

Eur  
mand  
YOU CO  
La publication  
d'une interv  
L'aventure d  
dans l'engr  
terrorisme et d  
La confe  
J.-P. M  
le livre de  
AGEN  
troupe dans  
univers sous  
am Greene  
ROBERT

مكتبة الامم المتحدة



## Europe

### GRÈCE

#### Des papes manifestent à Athènes

ATHÈNES  
de notre correspondant

La mobilisation de l'Eglise de Grèce contre le projet de loi sur le patrimoine ecclésiastique s'intensifie. Le 25 mars, fête nationale grecque, les évêques ont organisé une manifestation contre l'empire ottoman, les métropoles ont refusé de participer aux cérémonies officielles. La liturgie à la cathédrale d'Athènes a été célébrée par un simple prêtre, alors que les prêtres orthodoxes organisent leur propre liturgie dans une église de quartier. On y a prononcé des discours enflammés, un métropolitain a même appelé le peuple « aux armes ».

Joué, ce fut le tour du clergé de base. La Ligue sacrée des prêtres de Grèce, syndicat officiel des papes, a organisé une marche au centre de la capitale pour aller déposer une protestation auprès de l'Assemblée. La manifestation, comme la liturgie des métropoles, était encadrée par des civils, membres d'organisations religieuses et souvent de groupes d'extrême droite.

Le projet de loi sur le patrimoine de l'Eglise de Grèce sera discuté à l'Assemblée lundi 30 mars, a annoncé le gouvernement. C'est en quelque sorte un rejet de l'exigence du synode qui demandait que le projet soit retiré pour que les relations entre l'Eglise et le gouvernement reprennent normalement. Une dernière exigence concernait la personne du ministre de l'Éducation nationale et des cultes, M. Andonis Triada, dont la hiérarchie orthodoxe demandait le départ; or, selon le gouvernement, ce sera M. Triada qui défendra le projet devant la Chambre.

L'opinion semble, pour l'instant, distante. Les évêques, mercantile de l'Eglise n'est pas apprécié, et les métropoles en ont rajouté. D'autre part, les ont sorti de leur arsenal idéologique des arguments dignes de l'absolutisme le moins éclairé, surtout durant le débat télévisé qui a opposé deux d'entre eux au ministre de l'Éducation nationale. Ce dernier a fait pourtant tout ce qu'il pouvait pour démontrer son orthodoxie intrinsèque et militante. Mais il a rappelé à ses interlocuteurs qu'ils ont accédé à leur poste grâce aux colonels, qui avaient décidé que les métropoles seraient élus. Il leur a reproché de reprendre actuellement dans leurs prières la référence traditionnelle aux rois du pays, supprimée lors de l'avènement de la République, et qui pourrait être considérée comme une menace grave contre l'Etat.

Et comme si tout cela n'était pas suffisant, on apprenait jeudi que, sur ordre de la hiérarchie, le président du conseil municipal de Héraklion, banlieue proche d'Athènes, s'est vu refuser l'autorisation de prendre la parole dans l'église pour célébrer l'anniversaire du 25 mars. La raison invoquée est que l'intéressé est... une femme.

THEODORE MARANGOS.

### YUGOSLAVIE

#### La publication en Slovaquie d'une interview de Djilas est qualifiée de « provocation » à Belgrade

Belgrade. — Pour la première fois depuis sa mise à l'écart du pouvoir, il y a plus de trente ans, une revue yougoslave publie cette semaine une interview du plus célèbre des dissidents yougoslaves, Milovan Djilas, entré en dissidence en 1954.

L'interview, dont l'agence de Belgrade Tanjug signale, mercredi 25 mars, la publication sans en indiquer le contenu, est parue dans la revue slovaque *Katedra*, journal des étudiants de Bratislava (sud de la Slovaquie).

Selon les premières indications, Milovan Djilas évoque surtout son œuvre littéraire et déplore un passage que son nom n'apparaît dans la presse nationale que pour des attaques contre sa personne.

L'interview a été recueillie à Belgrade par un journaliste de la plus

importante quotidienn de la capitale yougoslave, *Politika*. Sa parution, qui coïncide avec le passage à Maribor de l'« estafette de la jeunesse », une manifestation rituelle d'hommage à Tito, très contestée en Slovaquie (le *Monde* du 18 mars), a été qualifiée par la rédaction de *Politika* de « provocation politique ».

La rédaction du journal a d'ores et déjà jugé l'attitude de son collaborateur, M. Dragan Antic, comme « inacceptable et politiquement nuisible » et pris d'urgence des mesures à son encontre, indique le quotidien belgrade dans son édition de jeudi. En revanche, le président de l'organisation de la jeunesse slovaque, M. Todor Anderjic, a estimé que Djilas avait « le droit d'exprimer ses opinions » et qu'il est un citoyen libre. — (AFP, Reuters.)

## Amériques

### CHILI : première visite d'un souverain pontife

#### L'organisation du séjour de Jean-Paul II a fait l'objet de difficiles négociations entre l'Eglise et le gouvernement

Pour le général Pinochet, le pape est d'abord « l'auguste médiateur ». Pour les catholiques, il est le défenseur des droits de l'homme...

A quelques jours de la visite du pape au Chili, l'Eglise catholique a dominé au quelque trois cents prisonniers politiques en grève de la faim depuis le 16 mars de cesser leur mouvement. L'un des grévistes serait dans un état grave. La question des droits de l'homme devrait être abordée par Jean-Paul II pendant son séjour à Santiago, où il est attendu le mercredi 1<sup>er</sup> avril, après une première escale en Uruguay. Le souverain pontife achèvera son voyage par une visite en Argentine, du 7 au 12 avril.

SANTIAGO  
de notre envoyé spécial

Jean-Paul II arbitre de la paix ou message de la vie ? Pour le gouvernement du général Pinochet, les choses sont claires. Le pape, attendu le 1<sup>er</sup> avril à Santiago pour une visite de six jours, est d'abord « l'auguste médiateur », ainsi que le proclament radios et télévision d'Etat, celui qui a réussi en 1978 à éviter un conflit armé entre l'Argentine et le Chili. Des papiers géants, disposés tout au long des quelques cinquante kilomètres que le cortège pontifical doit emprunter dans la capitale chilienne, le rappellent avec instance : Jean-Paul II, vêtu de blanc, prie sur fond de cordillère enneigée, surmontée du christ rédempteur, ce symbole d'une paix qui devait être éternelle entre les peuples argentin et chilien.

Le plan d'invasion argentin prévoyait l'occupation aussi rapide que possible de larges secteurs du territoire chilien et naturellement celle des trois îlots litigieux du canal de Beagle : Picton, Nueva et Lennox, dans cet extrême sud austral, battu par les vents et les pluies, où le pape doit se rendre le samedi 4 avril. Portes fermées par l'État-major argentin : vingt mille morts. Le 22 décembre 1978, les militaires argentins obéissent aux pressions du Vatican et annulent l'ordre d'intervention armée. « Nous avons une dette à l'égard du pape », dit le général Pinochet.

Prière  
dans le stade

Pour l'Eglise, qui ne conteste pas le rôle important joué par Jean-Paul II dans la préservation de la paix, le pape est d'abord le défenseur des droits de l'homme, des libertés, de la dignité des plus humbles. « Le message de la vie ». C'est le thème officiel choisi par la conférence épiscopale. Le slogan répété chaque jour par la télévision de l'université catholique, rival de la télévision d'Etat. Les négociations entre le gouvernement et la commission de l'Eglise chargée de l'organisation de la visite ont été difficiles. Le gouvernement a imposé, et obtenu, le contrôle de la diffusion des trois cérémonies protocolaires : l'arrivée à l'aéroport de Santiago le 1<sup>er</sup> avril, le départ d'Antofagasta, dans le Nord, le 6 avril et l'entretien entre le général Pinochet et le pape au palais de la Moneda, restauré et embelli, le 2 avril.

Le général Pinochet aurait souhaité une messe privée à l'issue de l'entretien de la Moneda. On lui a répondu que ce n'était pas l'usage et qu'il n'en était pas question. Le chef de l'Etat aurait préféré que le pape quitte le Chili pour l'Argentine à Santiago et non pas à 1 400 kilomètres de la capitale, après avoir symboliquement visité la prison d'Antofagasta. Les évêques ont rétorqué que le programme de Jean-Paul II était « très rigide » et ne pouvait être modifié.

### ÉQUATEUR

#### Eboulement dans une mine d'or : trente morts

Quito. — Trente mineurs au moins ont péri et une vingtaine d'autres ont été blessés dans un éboulement de terrain qui s'est produit jeudi 26 mars à l'Estuero dans la mine d'or de Nambija, à 700 km au sud de Quito, dans la province de Zamora, a annoncé le gouverneur de la province dans une dépêche parvenue à Quito jeudi soir. Les autorités équatoriennes avaient fait fermer cette mine située en pleine montagne et dans le territoire espagnol, mais des mineurs indépendants ont continué à l'exploiter depuis des années en dépit de l'interdiction. — (AFP, AP.)

Autre thème de controverse : les invitations pour la rencontre du pape avec les jeunes au stade de Santiago, le 2 avril dans la soirée. Le stade reste un symbole. Ses installations ont été utilisées par les militaires pour rassembler les prisonniers politiques après le coup d'Etat de septembre 1973. C'est un point « chaud » de la visite, redouté par le gouvernement, qui a réclamé et obtenu sept mille entrées pour les cadets des écoles militaires en dépit des observations des évêques. « Cela peut être pris comme une provocation et peut susciter des incidents », ont-ils dit. En vain. Les cadets seront dans le stade aux côtés de quelques quatre-vingt mille jeunes choisis par les différentes organisations religieuses. Selon un prêtre, Jean-Paul II aurait l'intention de prier dans le stade « pour tous ceux qui y sont morts ».

En revanche, le pape ne se rendra pas, sans modification très improbable, dans les locaux du vicariat de la solidarité, mis en place en 1977 par le cardinal archevêque de Santiago, Mgr Silva Henríquez. Le vicariat a joué un rôle décisif dans la défense des droits de l'homme et l'assistance à toutes les victimes de la répression. Il est aujourd'hui en perte de vitesse, moins soutenu par le successeur de Mgr Silva Henríquez, le timide cardinal Juan Francisco Fresno, plus provincial, moins à l'aise dans le chaudron politique de la capitale. En outre, deux médecins, membres du vicariat, sont actuellement détenus, soupçonnés de collaboration « avec la subversion ».

Le pape n'a pas non plus à la Victoria, l'un des faubourgs populaires les plus politisés du grand Santiago, théâtre de multiples affrontements entre policiers et manifestants, ancien fief du père Dubois, ce prêtre français expulsé en septembre 1986 avec deux autres religieux français.

La rencontre de Jean-Paul II avec les plus pauvres des Chiliens de la capitale doit avoir lieu à une dizaine de kilomètres de la Victoria, plus au sud, à la limite des faubourgs de Santa Rosa et de San Ramon. A cet endroit, l'avenue America-Vespucio est très large. Un million au moins de personnes, venant de tous les faubourgs populaires, est attendu sur cette vaste esplanade. « Tous a été prévu pour éviter des incidents », affirme un responsable de la sécurité. Mais comment contrôler une foule aussi importante ? Comment arrêter d'éventuels porteurs de pancartes ? « Nos souhaits que le peuple s'exprime librement, répond un membre de la commission épiscopale. Il doit pouvoir crier, chanter, réclamer le respect de la vie au Chili. Nous allons connaître six jours de fête après treize années de contrôle rigoureux. Ces rassemblements de masses seront bien plus importants que toutes les manifestations politiques. La question est de savoir comment les partis vont exploiter cette fête de la liberté... »

L'affaire  
Camus

Le ton est plus mesuré, plus prudent dans les hautes sphères de la hiérarchie catholique où l'accent est mis sur le caractère pastoral de la visite de Jean-Paul II. Les plus modérés des évêques redoutent manifestement, autant que le régime, d'éventuels débordements populaires. « Le peuple, répète Mgr Cox, qui dirige la commission d'organisation de la visite papale, doit aborder cette visite avec un esprit de sacrifice et de compréhension. Le pape est parfaitement informé des problèmes et des réalités du Chili. Il n'est donc pas nécessaire de le lui rappeler avec des cris intempestifs... »

Ce qu'on appelle à Santiago « l'affaire Camus » n'est pas close. Des déclarations explosives de l'évêque de Linares, critiquant vivement le régime et réclamant une nouvelle fois le départ de Pinochet, ont ravivé les tensions latentes entre le gouvernement et une Eglise puissante, organisée, résolue à favoriser une transition aussi rapide et aussi pacifique que possible vers un régime démocratique. La mine au point de la conférence épiscopale, attisant légèrement les attaques de Mgr Camus, a été jugée tout à fait insuffisante par le gouvernement qui a porté l'affaire jusqu'au Vatican. Mgr Camus, acclamé dans sa

paroisse de Linares, fait plus que jamais figure de chef de file des évêques libéraux. « Ils ne sont pas majoritaires au sein de la conférence épiscopale, environ 14 sur 41. Mais il s'en faut de peu, précise un sociologue, membre du vicariat de la solidarité ouvrière. Et même les évêques les plus disposés à temporiser sont sur le fond solidaires de l'évêque de Linares. »

« Le Chili que le pape va visiter, ajoute-t-il, est un pays malade. Psychologiquement malade. La peur, les déceptions, les frustrations, la dépolitisation après l'échec des grandes « protestas » de 1983 et de 1984, voilà les sentiments dominants dans les populations. »

« Aujourd'hui, les riches sont plus riches et le réveil économique n'est pas viable. Mais les pauvres sont plus pauvres. Une opinion partagée par des chercheurs universitaires comme Guillermo Campero de l'ILET (Institut latino-américain d'études transnationales) qui termine une étude sur les populations du Grand Santiago. « La majorité d'entre eux, dit-il, regrettent l'Allende mais souhaitent plutôt un gouvernement comme celui du démocrate chrétien Eduardo Frei... »

Rumeurs... des curés de banlieues ouvrières affirment que certains habitants des populations croyaient que le pape venait pour « amener Pinochet à l'étranger avec lui ». D'autres auraient préparé des banderoles en polonais (pour déjouer la surveillance policière). Selon un sondage réalisé par le Centre de recherches de l'Académie de l'Humanisme chrétien, « 70 % des Chiliens pensent que la visite du pape aura des conséquences positives ».

Le gouvernement espère encore marquer des points et sortir renforcé de cette visite, la première d'un souverain pontife au Chili. Il a publié cette semaine une nouvelle liste de cinq cent neuf Chiliens exilés autorisés à rentrer au pays. Mais il continue de dénoncer chaque jour les « manœuvres de l'étranger » et les « menaces du communisme international ». Le général Pinochet a lui-même fait état de la découverte de nouveaux dépôts d'armes destinées aux groupes insurgés de l'ultra-gauche.

L'opposition démocratique s'apprête à guetter la « petite phrase » de Jean-Paul II en faveur de la restauration des libertés. « Comme en Haïti », dit un optimiste. Un prêtre français, ancien compagnon de Pierre Dubois et qui vit depuis trente ans au Chili, confie sa préoccupation. « Ce peuple, dit-il, attend tellement de cette visite de Jean-Paul II que je redoute la déception qui risque de suivre... »

MARCEL NIEDERGAU.

## FOURRURES GEORGE V du vendredi 27 mars au 11 avril

## SUPER DÉMARQUES!

Manteaux LIONS DU SOUDAN		
Manteaux VISON blanc	45800F - 65%	15750F
Manteaux VISON fantaisie	52500F - 65%	18750F
Manteaux VISON dark	56800F - 65%	19250F
Manteaux VISON blanc et RENARD	58750F - 65%	24000F
Manteaux LYNX canadien	96000F - 65%	33250F
Capes RENARD BLEU	81850F - 65%	28650F
Vestes ASTRAKAN noir	14800F - 50%	2450F
Vestes MOUTON	52800F - 50%	2650F
Vestes OPOSSUM	9400F - 50%	4700F
Robes CHINCHILLA	18500F - 50%	9250F
Manteaux VISON pastel	28500F - 50%	14750F
Etoiles VISON blanc	52800F - 50%	26500F
Manteaux CASTOR et RENARD	58800F - 50%	29000F
Manteaux LYNX canadien	96000F - 50%	32500F
Manteaux ZIBELINE blonde	98000F - 50%	45000F
Manteaux ZIBELINE	158800F - 50%	75000F
Vestes RENARD noir	14800F - 40%	8750F
Manteaux OPOSSUM	15750F - 40%	9450F
Vestes MARMOTTE	18750F - 40%	11250F
Manteaux COYOTE	21750F - 40%	13000F
Manteaux MARMOTTE	22850F - 40%	14750F
Robes VISON dark	25800F - 40%	15000F
Manteaux VISON kumasi	28250F - 40%	16950F
Vestes VISON blanc	30750F - 40%	23250F
Vestes VISON fantaisie	38750F - 40%	23250F
Manteaux RENARD bleu silver	42750F - 40%	25650F
Manteaux VISON dark SAGA	46800F - 40%	27000F
Vestes VISON tourmaline	48850F - 40%	29100F
Manteaux VISON dark femme	55800F - 40%	33000F

## FOURRURES GEORGE V

Maison ouverte tous les jours du mardi au samedi de 10h à 13h.  
Mardi, mercredi et jeudi de 14h à 19h.

40, avenue George V  
Paris 8<sup>e</sup>

L'aventure d'un homme pris  
dans l'engrenage infernal  
du terrorisme et des Services secrets...

## La confession de M<sup>e</sup> J.-P. MAZURIER



dans le livre de LAURENT GALLY  
**L'AGENT NOIR**  
Une taupe dans l'affaire Abdallah

"L'univers sous-jacent est bien celui d'un  
Graham Greene, ou d'un Gilles Perrault..."  
Edwy Pleinel LE MONDE

ROBERT LAFFONT



## Proche-Orient

Des missiles de fabrication chinoise sur le détroit d'Ormuz

## La Chine est l'un des principaux fournisseurs d'armes à l'Iran

PÉKIN  
de notre correspondant

Plusieurs capitales occidentales ont récemment fait connaître leur préoccupation face à l'installation, par l'Iran, de fusées le long du détroit d'Ormuz. Selon des sources américaines, deux de ces batteries sont composées de missiles sol-air chinois HY-2, dérivés des Styr soviétiques. Elles sont installées à proximité des villes de Khabestak et de Bandar-Abbas. Le modèle HY-2, qui date des années soixante, peut propulser une charge d'une demi-tonne d'explosifs à une distance de 50 km à 80 km, ce qui serait suffisant pour rendre très dangereux le passage du détroit aux bâtiments de commerce qui ne sont pas dotés d'équipements de défense électroniques.

La Chine est un des principaux fournisseurs d'armes à l'Iran et permet aussi, sans doute, le transit

d'armement nord-coréen, mais Pékin à toujours démenti vendre des armes à l'Iran, ainsi qu'à l'Irak, avec qui elle entretient une importante coopération économique et technique et où travaillent de nombreux ouvriers chinois. C'est ce qu'ont répété à M. Shu, ses interlocuteurs chinois au début du mois, quand le secrétaire d'Etat américain, inquiet de la situation dans le Golfe, les a invités à cesser ces ventes. « La position chinoise de ne pas vendre d'armes à l'Iran est inchangée et connue de tous », a dit, le 19 mars, le porte-parole du ministère des affaires étrangères.

Il n'empêche que l'on peut voir depuis des années, à l'aéroport de Pékin, se poser régulièrement des avions-cargos iraniens et irakiens... parfois le même jour. Ils chargent généralement de nuit le matériel acheté sur place.

Pendant longtemps Pékin avait pour principe de ne pas vendre

d'armes, mais de les donner. Depuis l'instauration de la politique d'« ouverture » et des « quatre modernisations », les choses ont graduellement changé : afin d'obtenir les devises indispensables à l'importation de matériel moderne, l'armée populaire de libération a développé ses ventes d'armes, au point que la Chine est devenue un des plus gros exportateurs du monde dans ce secteur. Certains estiment que ses ventes à l'Iran pourraient atteindre 1 milliard de dollars.

On ne sait pas si les fusées HY-2 ont été vendues directement par la Chine à l'Iran ou si elles lui sont parvenues par un pays tiers. Mais en permettant à Téhéran de couler des superpétroliers dans le golfe d'Ormuz, les chinois courent le risque d'être impliqués dans une possible crise internationale, même pour de simples raisons commerciales.

PATRICE DE BEER.

Avant la réunion du Conseil national

## Six organisations palestiniennes demandent l'abrogation de l'accord de 1985 entre le roi Hussein et M. Arafat

Tripoli. — Six organisations palestiniennes ont élaboré une « plateforme de dialogue », dans un « document » rendu public, mercredi 25 mars dans la soirée, à Tripoli, par M. Khaled Al-Fahoum, président de la coalition proislamique du Front de salut national palestinien (FSNP).

Les dirigeants de ces six organisations palestiniennes, qui ont été reçus à quatre reprises par le colonel Kadhafi, sont les secrétaires généraux du FPLP, M. Georges Habbache, du FPLP-Commandement général, M. Ahmed Ibrahîm, du Front de lutte populaire palestinien (FLPP), M. Samir Ghoché, ainsi

que MM. Taleat Yacoub, un des chefs du Front de libération palestinien (FLP), et MM. Ataf Abou Bakr et Jamal Fahmi, du Fatah-Consell révolutionnaire (d'Abon Nidal).

Selon ce « document de Tripoli pour la réunification de l'Olp », ces organisations insistent sur « l'arrêt des relations politiques avec le régime égyptien, l'abrogation publique et officielle de l'accord d'Amman (conclu en février 1985 entre le roi Hussein de Jordanie et le chef de l'Olp, M. Yasser Arafat) et le refus des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité ». Le FPLP-CG et le FLPP

réclament l'abrogation de l'accord d'Amman et la rupture des relations entre l'Olp et l'Égypte « avant le début du dialogue » palestinien préparatoire à la tenue du Conseil national palestinien (CNP-Parlement en exil), prévu pour le 20 avril prochain à Alger.

En revanche, les FPLP, FLPP, FLP et le Fatah-Consell révolutionnaire se déclarent « prêts à accepter l'annonce de la rupture des relations égypto-palestiniennes et de l'abrogation de l'accord d'Amman au sein du cours de la première séance du dialogue », tout en réclament des « garanties arabes ». — (AFP.)

## La « pax syriana » à Beyrouth-Ouest

(Suite de la première page.)

Depuis l'entrée des troupes syriennes il y a un mois, les réglementations se succèdent à un rythme accéléré. Interdiction de circuler à moto (moyen très prisé par les lanceurs d'engins), de 18 heures à 6 heures; fermeture des casinos — soixante-dix à ce jour — et des cabarets sans licence; renvoi de tous les petits marchands qui avaient pris possession des trottoirs. Dix-huit personnes, mêlées à des affaires de drogue, ont aussi été arrêtées. Des mesures populaires ont été adoptées, comme la baisse autoritaire du prix de l'essence puisque les taxes imposées par les milices ne sont plus justifiées. Celle-ci a baissé d'un tiers, une économie appréciable. La remise à leurs propriétaires des appartements réquisitionnés par les milices pour en faire le siège de leurs permanences — une première à Beyrouth — est signalée partout.

La campagne de nettoyage des murs, menée deux dimanches consécutifs, s'est en revanche assez vite essouffée, et les officiers de l'imam Khomeiny ou de l'imam Moussa Sadr, chef de la communauté chiite libanaise disparu en Libye en août 1978, sont encore très nombreuses. De plus en plus de commerçants préfèrent cependant afficher le portrait en couleurs du président syrien Hafez El Assad, largement distribué. Déjà aussi, les barbes, bâtonnets rasés sur ordre syrien, repoussent.

Abrités dans leurs guérites formées de sacs de sable et installées au centre des principaux carrefours, les soldats syriens qui épaulent les forces de sécurité intérieures (FSI, police libanaise)

n'effectuent, en règle générale, que des contrôles routiers. Leurs critères de sélection pour arrêter les automobilistes sont simples : « Les voitures sans plaque d'immatriculation, les jeunes un peu trop barbus, les détenteurs d'armes ». Pour le reste, le général Kanaan conseille à tous de faciliter au maximum la circulation et de ne pas heurter inutilement les gens. Une majorité de Libanais, selon un sondage publié par l'hebdomadaire *Nouvelles Magazines*, se prononcent en effet en faveur du déploiement de l'armée syrienne et le général Kanaan n'a pas l'intention de contrarier ce satisfaction par des mesures provocantes.

## Pour combien de temps ?

D'ailleurs, les Beyrouthins de l'ouest sont unanimes sur un point : l'armée syrienne, malgré des bavures, se comporte beaucoup mieux qu'en 1976. Sa présence, en dépit du nombre de ses soldats (dix mille environ), est discrète. Ni chars ni trop de camions ne circulent en ville. Les soldats syriens sont particulièrement aimables et polis aux barrières et, comme le souligne une commerçante qui a guisé de mauvais souvenirs de leur précédent passage, ils payent généralement leurs achats. Certains Beyrouthins craignent plutôt aujourd'hui de voir s'affaiblir la poigne syrienne qui a débarrassé la ville de toute présence visible des milices.

« Les gens ont peur que notre déploiement ne soit éphémère », confiait récemment un lieutenant syrien au général Kanaan, lors

d'une de ses tournées improvisées dans la ville. « Ils ne nous donnent pas beaucoup de renseignements de crainte qu'on retourne des milices celles-ci ne se vengent ». Crainte superflue pour le général Kanaan, qui, lui, affirme : « Cette fois, ce n'est pas la même chose. Le régime des milices a été banni à jamais ».

L'armée syrienne, cependant, ne « chôme » pas. Chaque jour, les journaux annoncent des découvertes d'armes, des perquisitions et le passage de quartiers entiers au peigne fin. Mais comment imaginer que les miliciens qui ont réintégré leurs familles aient pu se séparer de leurs armes ? Les républicains ont été regroupés dans leurs casernes avec leurs armes lourdes, à la périphérie de la ville pour Amal, et dans la montagne pour le Parti socialiste progressiste (PSP) à majorité druze de M. Walid Joumblatt). Les services de sécurité de la milice chiite collaborent très étroitement avec l'armée syrienne, ce qui entraîne bien évidemment quelques règlements de comptes. Mais aux dires des victimes, les soldats syriens n'insistent pas si l'intéressé peut faire preuve de sa bonne foi. Amal est intervenu aussi à quelques reprises dans la banlieue sud pour arrêter des « suspects » réclamés par les Syriens. Selon le général Kanaan, seize cinquante personnes ont été déclarées *persona non grata* dans la ville.

Mais combien de temps peut durer ce simple accord de sécurité ? Nul ne s'aventure à le prédire. Les explosions sont là pour montrer que celui-ci demeure précaire et que l'armée syrienne pourrait être amenée soit à renforcer ses effectifs, soit à durcir son comportement.

Et au-delà de la sécurité, personne ne croit ici que le temps d'un règlement global de la crise libanaise soit venu. Les pourparlers de Damas sont qualifiés tour à tour, suivant les interlocuteurs, de « passe-temps », de « comédie », ou « d'aimable plaisanterie ». Or, sans un minimum d'accord politique au moins pour consolider la trêve, comment celle-ci peut-elle perdurer ? Certes les Beyrouthins, qui savent trop que le pire est toujours à venir, en profitent, mais avec un formidable sentiment de vivre sur une nouvelle parenthèse sans savoir sur quoi elle peut déboucher. La crise économique, elle, reste bien réelle. Le dollar, baromètre de la confiance, monte régulièrement et s'échangeait jeudi à 115 livres.

Pour l'instant au moins, la polémique entre les parties se limite à des échanges de communiqués plutôt que d'obus. C'est toujours cela de gagné.

FRANÇOISE CHIPPAUX.

## Afrique

La guerre du Tchad

## La reconquête de Faya-Largeau ne semble plus être qu'une question de jours

« Aujourd'hui, l'unité nationale tchadienne s'est reformée autour du président Hissène Habré. Je souhaite naturellement que le colonel Kadhafi en tire les conséquences », a déclaré, jeudi 26 mars, M. Jacques Chirac, qui a estimé que le chef de la Jamahiriya libyenne « n'a plus aucune raison particulière de rester dans le territoire tchadien ». Ce propos du premier ministre, qui s'exprimait lors de la journée parlementaire du RPR à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), reflète une profonde satisfaction après la victoire des troupes tchadiennes à Ouadi Doum qui, selon Paris, a été rendue possible grâce à un fort soutien logistique français.

Ainsi, samedi et dimanche derniers, près de deux cents missiles Milan auraient été acheminés sur N'Djamena. Ces missiles antichars, ainsi que les automitrailleuses AML, ont, en effet, largement contribué aux victoires des troupes gouvernementales dans le BET (Borkou, Ennedi, Tibesti, nord du Tchad) depuis que N'Djamena en a entrepris la reconquête.

A Paris, on semble convaincu que la grande palmeraie de Faya-Largeau va être reprise dans les prochains jours par l'armée gouvernementale. Selon certaines informations, un fort vent de sable dans cette région retarderait actuellement cet assaut, ainsi qu'une éventuelle évacuation de la garnison libyenne. N'Djamena parle.

aujourd'hui de la reconquête totale du BET : « L'objectif prioritaire reste la fin de la mainmise libyenne sur Aouzou et les autres localités tchadiennes occupées », a indiqué, jeudi, Radio-Tchad.

Les autorités tchadiennes ont, d'autre part, fait état de violents bombardements, depuis jeudi matin, sur la localité de Zouar, dans le Tibesti. A Paris, le ministère de la défense a indiqué que le gouvernement français ne possédait aucune information « selon laquelle des soldats libyens fassent prisonniers par les troupes du président Habré auraient été forcés à mettre en œuvre du matériel de guerre contre d'autres soldats libyens ». A la suite de ces informations, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) avait fait part de sa « surprise ». En réalité, il est avéré, selon des sources dignes de foi, que des prisonniers de guerre libyens ont bien été utilisés par l'armée gouvernementale pour servir d'instructeurs et de conducteurs sur les chars lourds de fabrication soviétique T-54 et T-55, notamment à Faya.

Les forces du « séo-GUNT » pro-libyen de M. Achikh Ibrahim ont revendiqué une attaque contre les forces gouvernementales, dans la région d'Adré, localité située à l'extrême est du Tchad, à la frontière soudanaise. L'agence libyenne de presse Jana, qui annonce cette attaque, n'en précise pas la date. — (AFP, Reuters.)

● **AFRIQUE DU SUD :** Paris a décidé de faire libérer Pierre-André Albertini. — Dans une lettre adressée à M. Georges Marchais, qui l'interrogeait sur le sort du jeune cooptant français condamné à quatre ans de prison par la Cour suprême du Tchad (soudanais sud-africain), M. Jacques Chirac écrit notamment : « Je puis vous assurer que le gouvernement ne considère nullement le jugement intervenu le 20 mars contre M. Albertini comme un point d'aboutissement à cette affaire, mais que, bien au contraire, il est déterminé à poursuivre ses efforts afin que M. Albertini soit libéré et puisse retourner en France le plus rapidement possible. » Dans sa réponse, le secrétaire général du PCF déclare que la lettre du premier ministre ne le satisfait nullement, parle de la « mollesse insupportable » du gouvernement et demande, une nouvelle fois, l'expulsion de l'ambassadeur d'Afrique du Sud en France.

● **Manifestation internationale contre l'apartheid.** — Le Mouvement de la jeunesse communiste de France (MJCF), la fédération mondiale de la jeunesse démocratique et le Congrès national africain (ANC) organisent, le 9 mai, à Paris, une manifestation internationale contre l'apartheid. « Des jeunes de plus de soixante pays ont déjà annoncé leur participation », a indiqué Mme Joazeur Voyant, secrétaire internationale du MJCF, en présentant cette initiative, le 26 mars. Après un meeting sur la parvis des Droits de l'homme, au Trocadéro, cette manifestation se conclura par un concert à Bobigny (Seine Saint-Denis), avec notamment les groupes Carte de séjour et Autograph, numéro un du rock soviétique. Le MJCF organisera du jeudi 2 au samedi 4 avril « un week-end d'urgence dans les universités », à l'appel de pour dire à Mitterrand et Chirac de faire un geste pour obtenir la libération de Pierre-André Albertini.

## ISRAËL

## Quand M. Pérés répond en direct aux auditeurs du monde arabe

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le département en langue arabe de la radio israélienne a célébré à sa manière, jeudi 26 mars, le huitième anniversaire du traité de paix entre l'Égypte et l'État juif (1). Pendant tout d'une heure et demie, M. Shimon Pérés, ministre des affaires étrangères, a répondu en direct aux questions des auditeurs du monde arabe. En tout, une centaine d'appels venus d'Égypte, de Jordanie, du Liban, des pays du Golfe, des territoires occupés et d'Israël même.

Le délégué travailliste qui s'entretient ainsi avec l'ancien premier ministre égyptien, M. Moustapha Khallaf et avec un membre du Parlement jordanien. La quasi-totalité des pays arabes n'ayant pas de relations téléphoniques avec Israël, un studio-relais avait été installé à Cologne. Cette émission sans précédent a touché des millions d'auditeurs, estime-t-on à Jérusalem.

Selon les indices d'écoute régulièrement publiés par la BBC, la radio israélienne en arabe vient en deuxième position parmi les chaînes étrangères, après Radio-Monte-Carlo. Certains interlocuteurs de M. Pérés ont préféré ne pas déclarer leur identité à l'antenne. Plusieurs communications arrivées à Cologne ont été coupées après quelques secondes. On suppose qu'elles venaient de Syrie.

J.-P.L.

## Grève de la faim dans les prisons israéliennes

Plus d'un millier de détenus palestiniens ont déclenché une grève de la faim pour l'amélioration de leurs conditions de détention, a-t-on appris jeudi 26 mars de sources palestiniennes. Les détenus, emprisonnés pour raisons de sécurité, réclament une amélioration de la nourriture et des conditions d'hygiène, la prolongation de leur temps de promenade, la possibilité de passer dans des sections des prisons de leur choix, davantage de livres et de journaux, ajoutent-ils de même source. La grève s'est étendue à six prisons. Le porte-parole de l'administration pénitentiaire israélienne, le commandant Shimon Malka, a précisé que « la grève de la faim n'est que partielle ».

Par ailleurs, un porte-parole militaire de Tel-Aviv a annoncé, jeudi 26 mars, la fermeture des universités palestiniennes d'Al-Najah et de Bethléem pour des périodes respectives de deux semaines et cinq jours afin de « prévenir des troubles ». — (AFP.)

## M. Charles Jeantelot ambassadeur en Oman

Le Quai d'Orsay a annoncé mercredi 25 mars, la nomination d'un nouvel ambassadeur auprès du sultanat d'Oman. Il s'agit de M. Charles Jeantelot, qui succède à M. Jacques Homot.

[Né le 12 janvier 1925, licencié en droit, diplômé de l'Institut des hautes études marocaines, M. Jeantelot a été intégré dans le corps des affaires étrangères en 1963; il a occupé les fonctions de second puis de premier secrétaire à Djeddah de 1965 à 1967. A l'administration centrale, M. Jeantelot a été affecté aux affaires économiques et financières de 1967 à 1970. Deuxième conseiller à Tripoli de 1970 à 1974, il rejoint de nouveau l'administration centrale aux affaires économiques et financières de 1974 à 1976, puis est nommé conseiller général de France à Tananarive de 1976 à 1979. Ambassadeur de France à Adén de 1979 à 1983, M. Jeantelot a ensuite été nommé à Khartoum de 1984 à 1986.]

## A TRAVERS LE MONDE

## Laos

## Les négociations avec Bangkok sont au point mort

Bangkok. — La visite officielle qu'effectuait, depuis le 24 mars, en Thaïlande, une délégation laotienne conduite par le vice-ministre des affaires étrangères, M. Soukharb Sarthit, n'a pas consacré le rapprochement tant attendu il y a plusieurs mois.

Dès son arrivée, M. Soukharb a dénoncé en termes très vifs l'aide accordée, selon lui, par Bangkok aux « contre-révolutionnaires » du Laos — une accusation rituellement jetée par la Thaïlande — et insisté sur la nécessité de résoudre une fois pour toutes un grave différend frontalier concernant trois villages. Deux jours de discussions et franchises s'entre les Laotiens et la délégation thaïlandaise conduite par M. Aroun Panoupong, conseiller spécial du premier ministre, n'ont permis aucun progrès réel. Le projet de visite à Vientiane du ministre thaïlandais des affaires étrangères, M. Siddhi Savetsila, a été remis en question. — (Corresp.)

## Philippines

## Assassinat d'un candidat aux prochaines élections

Manille (AFP). — Un candidat du Parti libéral, favorable à la présidente Cory Aquino, aux prochaines élections à la Chambre des représentants, Tito Abao, a été tué, dimanche 22 mars, à coups de revolver à son domicile, à Navidad, dans le province méridionale de Mindanao, a annoncé, jeudi 26 mars, la police. M. Abao a été tué à bout portant, sous les yeux de sa femme et de ses enfants, par un inconnu qui a réussi à prendre la fuite.

Le meurtre de M. Abao est le premier grave incident depuis le début de la campagne électorale. Plusieurs commentateurs politiques ont déjà exprimé la crainte qu'elle soit particulièrement violente.

D'autre part, un tribunal de

Manille qui instruit le nouveau procès intenté par les autorités contre les auteurs du meurtre de Benigno Aquino, en 1983, a émis, mardi 24 mars, des mandats d'arrêt contre trois anciens membres de l'armée révolutionnaire Marcos, pour complicité dans l'assassinat. Il s'agit de MM. Jose Aspiras, ancien ministre du tourisme; Gregorio Cendana, ancien ministre de l'information; et Jesus Singson, ancien responsable de l'Office des transports aériens.

## Pologne

## Révision à la baisse des hausses de prix envisagées

Le gouvernement polonais a décidé de limiter à 9,6 %, au lieu des 13 % initialement prévus, les hausses moyennes des prix alimentaires qui entreront en vigueur lundi 30 mars. Les syndicats officiels (OPZZ) avaient averti les autorités des risques de conflits sociaux, menaçant même d'entreprendre des actions, sans en préciser autrement la nature (le Monde du 21 mars). Cette révision des hausses des prix alimentaires, annoncée jeudi 26 mars par la presse, est une concession limitée car elle ne concerne pas les hausses prévues, notamment pour les transports et l'énergie; celles-ci pourraient atteindre 26 %.

L'OPZZ a, d'autre part, indiqué que les autorités avaient également accepté certaines revendications relatives à la protection des plus bas revenus. Un relèvement des salaires de l'ordre de 420 zlotys (2 dollars américains) serait accordé aux employés gagnant moins de 14 000 zlotys par mois (70 dollars).

● Six militants de l'opposition, interpellés mardi 24 mars à Varsovie pour diffusion de publications clandestines, ont été condamnés le lendemain à des amendes de 50 000 zlotys, sur décision d'un tribunal de simple police. Un septième militant, M. Jaroslaw Kiedziński, membre du mouvement pacifiste indépendant Liberté et paix, n'avait toujours pas été relâché jeudi 26 mars. — (AFP.)

PEUGEOT 309, 19 VERSIONS 3 ET 5 PORTES, LA GTI EN TÊTE



Darl'mat

DARL'MAT  
CONCESSIONNAIRE  
PEUGEOT TALBOT  
146 Bd DE GRENELLE  
75015 PARIS ☎ 45 75 62 80



السلامة العامة



# L'EVENEMENT

## BRAVO CHERS CONCURRENTS!

**LE NOUVEL OBSERVATEUR** affirme qu'en janvier et février il a fait, sur Paris, les meilleures ventes des grands hebdos d'actualité. *C'est exact.* Bravo!

**L'Événement du jeudi**, lui, bien que premier dans la plupart des grandes villes de province, ne fut en tête à Paris, et de très peu, que pour la période octobre-novembre-décembre: il ne recommencera plus, promis!

**L'EXPRESS** affirme qu'il est le seul à offrir à ses lecteurs trois journaux pour le prix d'un seul (18 F). *C'est exact.* Bravo!

**L'Événement du jeudi**, lui, ne leur propose qu'un fascicule pour le prix hors concours de 20 F.

**LE POINT** affirme que tous les hommes politiques et décideurs le lisent. *C'est exact.* Bravo! Et nous le lisons nous-mêmes avec intérêt.

**L'Événement du jeudi**, lui, déplaît à un certain nombre de politiciens et décideurs.

Nous félicitons donc nos trois confrères.

Et vive le pluralisme!

**L'EVENEMENT DU JEUDI**

Cette semaine, dans «L'Événement du jeudi»,  
LE POUVOIR PIEGÉ PAR LA FESSE  
et un dossier explosif:  
FAUT-IL SUPPRIMER L'HERITAGE?



# La lutte contre le terrorisme

## Les suites de l'arrestation à Paris d'un réseau pro-iranien

M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, a déclaré, vendredi matin 27 mars, que « l'arrestation d'un groupe de terroristes n'avait pour l'instant aucune conséquence sur les relations entre la France et l'Iran ». Le porte-parole de M. Chirac a également indiqué que, en ce qui concerne les négociations financières entre Paris et Téhéran, « rien n'était stoppé pour le moment ». A propos des arrestations, il a souligné qu'il s'agissait « d'une affaire extrêmement importante » qui marque « la volonté du gouvernement de mener la lutte antiterroriste avec le maximum d'efficacité et qui s'inscrit dans un bilan très positif enregistré depuis quelques

semaines ». Il a estimé également que « le gouvernement s'il a des positions à prendre et des décisions à annoncer ne le fera que lorsque la justice aura pris elle-même ses décisions ».

Les huit personnes arrêtées samedi par la DST ont été inculpées, le jeudi 26 mars, par le juge Gilles Bouloque, d'association de malfaiteurs et d'infractions à la législation sur les armes et les explosifs, ces délits étant en relation avec « des entreprises individuelles ou collectives ayant pour but de troubler l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ».

Le réseau démantelé semblait lié par ses convictions religieuses intégristes. Mohamed

Mouhajer serait aussi l'un des fondateurs du Hezbollah au Liban (Parti de Dieu, chiite intégriste pro-iranien). Il aurait entretenu des relations régulières avec l'ambassade d'Iran à Paris.

Les armes, les explosifs, les piles et les réveille-matin découverts lors des perquisitions donnent à penser que le groupe s'apprêtait à commettre des attentats en France. Des renseignements et des écoutes téléphoniques auraient incité la DST à passer à l'action pour éviter d'être prise de vitesse comme cela s'était produit lors de l'attentat d'Orly commis en juillet 1983 par l'ASALA.

Certaines sources affirment que les inculpés visaient des personnalités politiques françaises, parmi lesquelles MM. Mitterrand et Chirac, mais aucun élément, pour l'instant, ne confirme cette rumeur.

« Cette affaire est sujette à d'autres prolongements », a déclaré, jeudi, M. Charles Pasqua. Le ministre, qui participait à la Journée parlementaire du RPR à Saint-Germain-en-Laye, répondait à une question des journalistes qui lui demandaient son avis sur les possibles rapports de cette affaire avec les attentats de septembre revendiqués par le CSPPA.

### Mohamed Mouhajer un des responsables de la branche « action » en Europe

L'arrestation de Mohamed Mouhajer est l'une des plus importantes réalisées dans ce domaine par la police française. C'est un « gros poisson ». L'étudiant en philosophie à la Sorbonne, section sciences religieuses, âgé de trente-trois ans, n'est pas un individu ordinaire. Il serait même un des responsables, sinon le responsable, de la branche « action » en Europe.

Issu d'une famille très religieuse venue du Liban sud pour s'établir dans la Bekaa, il est le fils d'un haut dignitaire chiite très respecté, Cheikh Habib Ali Ibrahim Al Mouhajer, mort dans les années 60 et enterré en Irak. La religion et la famille ne font qu'un puisque Mohamed a un frère cheikh et deux nouveaux frères religieux. L'un d'eux est membre du Conseil supérieur chiite.

Mohamed Mouhajer a commencé des études à Najaf, haut lieu du chiisme en Irak où l'imam Khomeiny passa quatre ans de sa vie en exil, pour devenir à son tour cheikh, mais il revint à Babel où il eut, dans les années 75, comme professeur de littérature arabe, Hussein Mousawi, fondateur d'Amel islamique. C'est en 1980 environ qu'il s'inscrit à la Sorbonne et, de là, fait de fréquentes navettes entre la France et le Liban. Il épouse une Française qui s'est convertie à l'islam et vit en « vraie » musulmane, portant le tchador et respectant à la lettre, mieux que lui paraît-il, les préceptes intégristes. Sans doute par le mariage, il obtient la nationalité française.

Au départ des Palestiniens en 1982, il participe à la fondation du Hezbollah avec Cheikh Sobhi Toufaily, responsable du Hezbollah de la Bekaa, et Ibrahim Al Amine, ancien représentant d'Amel à Téhéran, aujourd'hui porte-parole du Hezbollah au Liban.

Mouhajer serait le nouveau d'Ibrahim Al Amine, qui ne passe pas pour un modéré et qui pourrait être tenté de faire quelque chose pour lui.

## Beaucoup de rumeurs, peu de certitudes

Qui sont réellement les huit personnes arrêtées pendant la nuit du 21 au 22 mars par la DST et inculpées, jeudi 26, par le juge d'instruction parisien Gilles Bouloque ? Qu'ont-elles exactement fait ? Que s'apprêtaient-elles à commettre ? Près d'une semaine après leur arrestation, les rumeurs abondent, mais les certitudes demeurent peu nombreuses. Si, dans cette affaire, l'impact politique — renforcement de l'image du ministre de l'Intérieur — et diplomatique — rupture des relations entre l'Iran et la Tunisie — est manifeste, ses tenants et aboutissants restent encore flous. Au point qu'un sentiment de malaise est perceptible dans certains milieux judiciaires, notamment à la police judiciaire, laissée totalement à l'écart d'une opération menée de bout en bout par la contre-espionnage.

Les certitudes sont au nombre de trois. Matérielle d'abord : 12 litres d'un explosif liquide, le nitrate de méthyle ; deux pistolets mitrailleurs Sten, leurs munitions et leurs chargeurs ; six réveille-matin neufs et cinquante et une piles électriques. Un attirail qui, à lui seul, justifiait une opération de police préventive.

Humaine ensuite : les huit interpellés semblent tous des musulmans pratiquants, militants d'une stricte orthodoxie chiite. Ce profil, qui renvoie au Hezbollah pro-iranien, paraît surtout celui des deux personnages principaux : Foued Ali Saleh

et Mohamed Mouhajer, tous deux étudiants en sciences religieuses à Paris. Le premier est tunisien, le second français, par mariage en 1983, mais né à Babel, fief libanais du Hezbollah, dont il serait l'un des fondateurs. Les six autres personnes interpellées seraient plutôt des comparses.

Troisième certitude, l'arrestation, parmi les huit, de six Tunisiens résidant en France a provoqué la rupture des relations diplomatiques entre la Tunisie et l'Iran. Reçu au ministère de l'Intérieur par MM. Pasqua et Pandraud, l'ambassadeur de Tunisie, M. Moustapha Zazouni, devait déclarer que les terroristes arrêtés étaient bien des « Tunisiens qui avaient des liens avec l'Iran depuis longtemps ». Etait-ce suffisant pour provoquer une crise entre les deux pays ? Il n'existe pas encore de réponse à cette question. Tout juste peut-on rappeler que M. Pasqua, mardi 24 mars, a reçu M. Hedi Mahrouk, ministre tunisien des affaires étrangères de passage à Paris, pour s'entretenir avec lui des arrestations des terroristes. Le même jour, M. Habib Bourguiba lui-même condamnait à Tunis « les agissements répréhensibles d'une minorité infime de Tunisiens entraînés dans des courants criminels et subversifs durant leur séjour en dehors du territoire national ».

### Super-terroristes ?

Le rumeur relève d'une réalité plus insaisissable. « Les recherches se poursuivent en vue de déterminer la responsabilité de ce réseau dans des attentats commis en France au cours des mois précédents », déclarait, mercredi soir, un communiqué du ministère de l'Intérieur. Faut-il en conclure que les terroristes arrêtés auraient participé aux attentats commis à Paris en septembre 1986 et revendiqués par le Comité de soutien aux prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA) ? Selon quelques indications, l'un des interpellés, chauffeur de taxi de son métier, se « serait mis à table », reconnaissant des « transports d'explosifs » ; un autre aurait avoué avoir été mis au courant de préparatifs d'attentats quelque temps avant qu'ils ne soient commis par ceux qui réclamaient la libération de Georges Ibrahim Abdallah, chef des Fraternités armées révolutionnaires libanaises (FARL), condamné depuis, en

février dernier, à la réclusion criminelle à perpétuité. « Rien n'est à exclure, reconnaît prudemment un magistrat, mais nous n'avons pour le moment aucun indice matériel pour étayer cette thèse. Nous vérifions les renseignements fournis par la DST ».

Restent les questions. Si les huit inculpés semblent bien relever idéologiquement de l'intégrisme à la mode iranienne, leur profil de « super-terroristes » laisse en revanche à désirer. « Tout cela fait terriblement amateur », déclarait, jeudi, un spécialiste de la lutte antiterroriste. De fait, tant les armes que les explosifs découverts lors des perquisitions ne font pas partie du paquetage habituel des terroristes professionnels. Les deux armes saisies par les enquêteurs sont de robustes pistolets-mitrailleurs Sten — et non des WZ 63 polonais, comme le laisse entendre certains sources policières au début de l'enquête. Or le PM Sten est un modèle qui a connu ses heures de gloire (...) dans les années 40, lors des combats de la seconde guerre mondiale, et qui équipe rarement les terroristes modernes.

Quant aux explosifs, du nitrate de méthyle stocké dans des bouteilles marquées Kasrak et Cantons Abou Raad, venues directement du Liban, ils rendent perplexes les policiers du laboratoire scientifique de la préfecture de police. Des explosifs identiques avaient été découverts par la police allemande lors de l'arrestation à Francfort et en Sarre, en janvier dernier, de deux Libanais dont l'un, Mohamed Ali Hamadi, est impliqué dans le détournement du Boeing de la TWA sur l'aéroport de Beyrouth en juin 1985.

### La PJ à l'écart

Isolée et volatile, sensible au choc et à la chaleur, ce produit dégage une forte odeur d'acide nitrique et laisse des traces jaunes facilement décelables lorsqu'on le manipule. Surtout, son instabilité en rend l'usage incertain, voire dangereux, alors qu'il existe sur le marché des explosifs autrement plus pratiques à manier. Certains policiers et des chimistes en conviennent que l'utilité de ce produit tient surtout à la facilité avec laquelle des terroristes démunis peuvent en fabriquer. Jeudi, cependant, les enquêteurs recherchaient toujours d'autres caches où, selon leurs renseignements, pourraient encore se trouver

une quarantaine de litres de nitrate de méthyle.

La procédure suivie souligne encore les zones d'ombre de cette affaire. Du début à la fin, la direction centrale de la police judiciaire comme la direction de la police judiciaire parisienne ont été laissées à l'écart d'une procédure menée exclusivement par la DST. Le secret y a sans doute gagné, mais les fonctionnaires de la police judiciaire semblent en manifester une pointe d'amertume.

Faut-il y voir la cause de quelques remarques sceptiques sur la portée véritable des dernières arrestations ? Ces fonctionnaires rappellent les éléments matériels qui les avaient amenés à conclure à la culpabilité du clan Abdallah dans les attentats de l'automne dernier. Ils remarquent que le juge en charge du dossier des attentats de l'automne dernier, M. Michel Legrand, n'est pas le magistrat instructeur qui a reçu à traiter le dossier des Tunisiens qui viennent d'être arrêtés.

Ces policiers soulignent que M. Alain Marsaud, chef de la 14<sup>e</sup> section du parquet chargé du terrorisme, était absent de Paris pendant les deux tiers de garde à vue des Tunisiens. Une absence qui étonne pour une affaire aussi importante qu'on le dit. La « disparition » de M. Marsaud avait été commentée, certains affirmant même que le magistrat s'était rendu à Beyrouth pour y mener des négociations secrètes. Or, plus prosaïquement, M. Marsaud, qui n'a pas jugé nécessaire de remettre ce voyage prévu de longue date, était en réalité en Corse, où il a rencontré, pour des réunions de travail, les fonctionnaires de police qui traitent du terrorisme insulaire.

GEORGES MARION  
ET EDWY PLENEL



### Une déclaration de M. Chalandon

#### Allonger la garde à vue ?

M. Alain Chalandon veut allonger la garde à vue applicable aux terroristes. Il l'a dit le jeudi 26 mars à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), où il s'adressait aux parlementaires du RPR. Le garde des sceaux se demande si les succès remportés récemment contre les terroristes ne seraient pas plus éclatants si la garde à vue à laquelle ils sont astreints était portée de quatre jours maximum à six ou huit jours.

Peu après, la chancellerie commentait cette déclaration en faisant remarquer que certains Tunisiens tombés il y a quelques jours entre les mains de la DST n'avaient commencé à parler que dans les dernières heures de leur garde à vue de quatre jours. De là à penser qu'il faut un délai supplémentaire pour faire avouer les plus récalcitrants...

La chancellerie voit dans cette affaire de Tunisiens une justification de sa politique. L'état dernier, M. Chalandon a fait voter au Parlement une loi sur le terrorisme portant la garde à vue de quarante-huit heures maximum à quatre jours. Il avait été critiqué pour cela par l'opposition. Il trouve l'occasion aujourd'hui de montrer que les faits lui ont donné raison.

Pour autant, M. Chalandon n'aurait pas de soumettre au Parlement un projet de loi prolongeant la garde à vue. Même s'il a cette tentation, il sait bien qu'il risque de se heurter au Conseil constitutionnel.

#### No man's land

La garde à vue est le moment pendant lequel un suspect est interrogé par la police. Privé de sa liberté, il ne bénéficie pas, pendant ce laps de temps, des garanties offertes aux personnes arrêtées. C'est-à-dire la comparution devant un juge du siège ou *habeas corpus*. Il ne bénéficie pas non plus de l'assistance d'un avocat.

Ce no man's land judiciaire est nécessaire à la police pour parfaire son enquête. Mais ces facilités deviennent anormales lorsqu'elles se prolongent démesurément. Pour cette raison, le garde des sceaux a lui-même assorti, l'état dernier, la prolongation à quatre jours de la garde à vue de précautions qui figurent aujourd'hui dans le code de procédure pénale. Cette prolongation est autorisée par le président du tribunal ou le juge d'instruction, et le suspect peut exiger un examen médical. Cette précaution dit assez les risques encourus, celui d'un interrogatoire « musclé » en particulier.

B. L. G.

### En Tunisie

## Des arrestations d'islamistes accompagnent la rupture avec Téhéran

TUNIS  
de notre correspondant

En raison des « activités subversives » auxquelles se livrait l'ambassade iranienne à Tunis, le gouvernement tunisien a décidé, le jeudi 26 mars, de rompre ses relations diplomatiques avec Téhéran.

Selon un communiqué diffusé par le ministère des affaires étrangères, l'ambassade d'Iran avait établi « des relations suivies entre des organismes iraniens et un groupe d'extrémistes infidèles à la révolution iranienne et quelques marginaux recrutés par divers moyens de séduction et de propagande ou par de l'argent ». Ces divers éléments avaient pour mission « de commettre à l'intérieur du pays des actes visant à semer la confusion idéologique, l'anarchie et la sédition confessionnelle ».

L'ambassade est aussi accusée d'avoir fait procéder à une surveillance des chancelleries de « certains pays frères et amis » et au recrutement de Tunisiens à l'étranger pour se livrer à des opérations terroristes.

Depuis l'avènement du régime de l'imam Khomeiny, les relations entre Tunis et Téhéran ont toujours été empreintes de la plus grande méfiance. L'ambassade de Tunisie à Téhéran est fermée depuis plus de six ans et la représentation iranienne à Tunis ne comprend qu'un chargé

d'affaires et quatre diplomates. Tout séparé, en effet, la Tunisie de la révolution islamique. Aussi, au lieu de cette rupture finalement purement formelle, se précise surtout la grande opération de démantèlement des différents courants intégristes tunisiens engagés depuis quelques semaines.

On ne cache pas dans les cercles politiques que le gouvernement est décidé « à aller jusqu'au bout » pour mettre définitivement un terme « aux menées des tenants de l'obscurantisme et des propagateurs des doctrines sclérosées et rétrogrades ». Le président Bourguiba en ferait une affaire personnelle.

L'agitation, dont l'université a été le théâtre ces trois derniers mois, avait déjà incité le pouvoir à sévir. L'arrestation de l'un des auteurs de l'attentat de Djibouti, qui s'est révélé être effectivement tunisien, et des six détenteurs de passeports tunisiens à Paris, n'a fait que renforcer dans sa détermination et l'a convaincu de la nécessité de rompre officiellement avec Téhéran.

Du début mars à ces tout derniers jours, arrestations et perquisitions se sont multipliées à Tunis et dans l'intérieur du pays. En dépit du mutisme absolu des autorités, on croit savoir que plusieurs dizaines de personnes — une centaine selon certaines sources — auraient été interpellées. La plupart appartiennent au

Mouvement de la tendance islamique (MTI), dont le secrétaire général est M. Rachid Ghannouchi (Le Monde daté 15-16 mars) et à l'Union générale tunisienne des étudiants (UGTE), qui lui est étroitement liée.

### Divers courants intégristes

Bien que n'étant pas officiellement reconnu, le MTI est le seul mouvement islamique à avoir mené ses activités, ou du moins certaines d'entre elles, au grand jour. Ses dirigeants ont toujours nié « être un produit de la révolution iranienne ». Mais il existe dans le pays d'autres courants intégristes qui se maintiennent dans la clandestinité, tels le Parti de la libération islamique, dont l'existence a été révélée voici trois ans à l'occasion d'un procès.

En outre, l'état dernier, un Tunisien jugé devant le tribunal militaire et condamné à mort, avait proclamé son appartenance au Djihad islamique. Il est douteux qu'il ait été seul à militer dans cette organisation.

Les autorités doivent, en principe, rendre publiques dans les jours qui viennent les charges retenues contre les personnes arrêtées, et, assure-on, produire des preuves de leur collusion avec Téhéran.

MICHEL DEURÉ.

### Le sort des otages au Liban

## Le Djihad islamique tente d'obliger les Etats-Unis et Israël à accepter ses exigences

M. Nagib Abou Haidar, médecin à l'hôpital américain de Beyrouth, qui était aux côtés de M<sup>me</sup> Virginia Rose Steen, épouse de l'otage, au moment de la projection de la cassette vidéo dans les locaux du Saïra, a affirmé que la déclaration de M. Turner était « très convaincante » et que, si le diagnostic qu'il a présenté était juste, alors l'état de M. Steen « était critique » et qu'il devait être « immédiatement hospitalisé ».

L'administration américaine doit répondre de façon positive à notre appel humanitaire », poursuit M. Turner, qui ajoute : « Washington doit prouver son respect de la vie humaine et donner quelque chose à nos ravisseurs qui promettent de libérer notre ami malade. Mais tout semble indiquer que l'administration Reagan veut notre mort » et c'est pour cela, poursuit M. Turner, que « nous appelons nos familles et nos femmes à se rendre en Israël et aux Etats-Unis pour y faire pression, parce que c'est là où se trouve la clé du problème, et que rien ne sert d'agir au Liban ».

Au Koweït, Abou Iyad, un des principaux adjoints de M. Yasser Arafat, a affirmé jeudi que le Hezbollah avait transmis à la Syrie, par l'intermédiaire de l'Iran, trois conditions pour libérer les otages détenus au Liban. Il a précisé que la première condition concernait la libération de Georges Ibrahim Abdallah et Anis Naccache, détenus en

France, contre celle des otages français. La deuxième condition porte, selon lui, sur la libération par Bonn des frères Hamedel contre celle des otages ouest-allemands. La troisième condition est, toujours selon Abou Iyad, la libération des prisonniers détenus au Koweït, auteurs de plusieurs attentats, contre celles des otages américains.

Le Djihad islamique pour la libération de la Palestine (DILP) poursuit ses tentatives en vue de forcer les Etats-Unis et Israël à faire un pas en sa direction. Lundi dernier, le DILP avait proposé d'échanger son otage malade — Alann Steen — contre cent prisonniers palestiniens détenus en Israël. Mardi, les Etats-Unis avaient répondu en réaffirmant leur volonté « de ne pas traiter avec les terroristes », alors qu'Israël s'était déclaré le même jour « désolé pour les otages américains car il ne pouvait rien faire pour eux ».

Pour maintenir sa pression, le DILP a fait parvenir, jeudi soir, au journal beyrothain *Al Saïra* une cassette vidéo enregistrée par le professeur américain Jesse Turner, qui partage la détention d'Alann Steen. Selon ce message, ce dernier, captif depuis le 24 janvier, « a une tension de 23-18, souffre de maux de tête, d'angoisses, de difficultés respiratoires et d'hémiparésie ». (Après paralysie affectant une moitié du corps). M. Turner, qui est apparu en bonne santé, vêtu d'un T-shirt jaune

et portant la barbe, a indiqué qu'« un médecin » avait rendu ce diagnostic et que l'état de M. Steen était « dé à un manque d'oxygène causé par les câbles ». Selon le message enregistré, « le patient a affirmé avoir reçu un coup alors qu'il jouait au baseball quand il était enfant et qu'il avait perdu connaissance ». Maintenant, M. Steen « se tape le crâne contre les murs quand il souffre de maux de tête même après avoir pris des calmants », affirme encore M. Turner. « On lui a fait une piqûre de Serpaxil pour faire baisser sa tension et on lui a donné du Corgard, du Moduretic, de l'Hydralin, mais le docteur a dit qu'il lui faut des examens et des radios ».

Parlant lors d'une conférence de presse, Abou Iyad a estimé que ces conditions étaient « réalistes et difficiles à satisfaire » et que la question des otages faisait l'objet d'un « différend » entre Damas et Téhéran. Il a ajouté que « l'entrée, il y a plus d'un mois, des forces syriennes dans Beyrouth-Ouest, s'était faite en accord avec les Européens et les Américains pour libérer les otages détenus par les mouvements islamiques extrémistes, décamer les camps palestiniens et limiter l'influence du Hezbollah ». Il a indiqué que le déplacement des forces syriennes dans la banlieue chiite de Beyrouth faisait l'objet de négociations entre la Syrie et l'Iran. (AFP.)

Paris  
Cleef & Ar  
Paris

هناك احوال



هكذا من الأصل

Le Monde • Samedi 28 mars 1987 • 9

**Gem**, le nouveau parfum de Van Cleef & Arpels :  
comme une émotion forte qui justifie toutes les folies.



*Parfums*  
**Van Cleef & Arpels**  
Paris

parfum

Du 30 Mars au 6 Avril, en exclusivité mondiale aux

**GALERIES LAFAYETTE**  
**HAUSSMANN**



# Politique

## L'échéance de 1988 dans la ligne de mire des parlementaires RPR

### Démonstration unitaire

De travail, point, mais une belle démonstration d'unité et un début de présentation des principaux thèmes de campagne pour l'année à venir. En décidant de réunir ses parlementaires à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), le jeudi 26 mars, le RPR ne voulait pas tant leur donner l'occasion de s'exprimer que démontrer une fois encore qu'il était bien le pivot de la majorité parlementaire et gouvernementale. Démonstration réussie.

Il y avait donc tous venus : M. Alain Poirer, ex-concurrend de Georges Pompidou, salué debout par les députés de la majorité sénatoriale ; les « patrons » des régions, comme le ministre des relations avec le Parlement ou le président du groupe UDF de l'Assemblée, qui ont profité du « charter de Chamalières », affrété par M. Jacques Chaban-Delmas (au terme d'une réunion avec M. Valéry Giscard d'Estaing, afin de venir écouter M. Jacques Chirac.

Prétextes réels à de beaux appels à l'unité, cette « unité » que le président du Sénat souhaite voir préservée « le plus longtemps possible » et notamment « pour le deuxième tour du scrutin présidentiel ». Car, comme le dit M. Roger Romani, président du groupe sénatorial, « sur les vrais problèmes, nos solutions sont identiques, à des nuances près ». Mais attention danger, prévient M. Pierre Messmer, président du groupe de l'Assemblée nationale : si les parlementaires ont en avoir « une attitude exemplaire », le gouvernement « gagnerait à l'imiter », du moins « certains ministres qui ne sont pas présents ici ». En clair, ceux qui n'appartiennent pas au RPR.

Unité, peut-être, mais tant pis pour les responsables de l'UDF pré-

sents : ici elle est mise au service du candidat Chirac. Le seul slogan décorant la tribune l'affiche ouvertement : « L'action, c'est Jacques Chirac ». Heureusement, car, dans la salle, c'est plutôt l'apathie. On ne se bouscule pas pour prendre la parole, comme si chacun pensait que sa seule présence suffit. Ainsi M. Romani affirme-t-il : « Le peuple français est tout sauf un peuple sans mémoire ». Il aura, déclare M. Péricard, maire de Saint-Germain « reconnaître le courage et l'intérêt de la France ». Certains s'inquiètent pourtant. M. Jean-Claude Dalbos, député de la Gironde, déclare : « Jacques Chirac est un cavalier ; choisissant son heure, il doit remonter à cheval ; nous savons que sa position lui impose la diplomatie ; mais un diplomate ça rassure ; un cavalier ça entraîne ».

Les standards du « cavalier » ont déjà été brandis : la sécurité et la participation. Deux thèmes qui n'ont pas été choisis au hasard pour être présentés au cours de cette journée. Ils permettent à la fois de dresser un bilan satisfaisant de ce qui a été fait et de proposer un programme pour l'avenir. Ni M. Charles Pasqua, ni M. Alain Chalon, ni M. Philippe Séguin, ni M. Alain Juppé n'y ont manqué.

Le ministre de l'Intérieur a mis l'accent sur la nécessité d'empêcher que « l'opinion publique soit influencée par une conjonction de la renouveau qui, sous couvert de grands idéaux et de bonnes intentions, vise en fait à affaiblir le pays ». Le garde des sceaux s'est demandé si, devant le succès de la lutte contre le terrorisme, il ne fallait pas allonger à nouveau le délai de garde à vue jusqu'à six ou huit jours. Le ministre des affaires sociales a voulu convaincre patrons

et salariés que « la participation est aujourd'hui l'un des fondements de la compétitivité des entreprises dont notre pays a besoin s'il veut surmonter la crise de l'emploi ». Le ministre délégué au budget a constaté que, si « d'une certaine façon la crise économique était finie », la nouvelle « phase de la vie économique mondiale » engendrait des « déséquilibres tout aussi inquiétants ».

91, 93, 95...

Comment concilier rythme économique et équilibre électoral ? Le dilemme n'est pas nouveau, ni pour une majorité ni pour un candidat. M. Jacques Toubon s'est efforcé de le résoudre : le grand marché européen, c'est pour le début de 1993, « la fin de la législature, c'est pour Jacques Chirac, c'est pour 1995 ; c'est dans cette durée qu'il faut s'inscrire ».

L'avenir immédiat, c'est aussi la prochaine session. M. Messmer souhaite que le gouvernement « ne présente que des textes au Parlement que lorsqu'ils auront été bien étudiés et éventuellement réduits ». Il en est ainsi du dossier des prisons privées, pour lequel M. Pierre Messmer, député de la Haute-Savoie, a sa propre solution : distinguer les prévenus des condamnés en réservant aux premiers les éventuels établissements privés, suggestion repoussée par M. Chalon.

Les privatisations doivent aussi être réduites. C'est un succès certes, mais M. Raymond Bourquin, sénateur de Paris, s'inquiète de la possible fragilité des banques redynamisées. MM. Etienne Frits, député des Yvelines, et Jacques Toubon souhaitent que les petits actionnaires aient leur mot à dire et qu'ils ne soient pas une masse de

manœuvre pour les directions générales. Le secrétaire général du RPR n'est pas particulièrement satisfait du déroulement de l'assemblée générale de Saint-Gobain.

Le produit est bon, mais il faut savoir le vendre soi-même. M. Péricard, ancien journaliste, a exhorté ses confrères en politique : « Les hommes politiques ont du mal à supporter que la presse joue son rôle, qu'il n'est ni de nous ménager ni même toujours de nous comprendre. Il faut l'accepter, même si cela fait parfois mal. La vraie démocratie, le vrai pluralisme, sont à ce prix (...). Bref, ayons une communication offensive plutôt que défensive ». Ce message-ci sera-t-il entendu ?

ANNE CHAUSSEBOURG  
et THIERRY BRÉHER.

### Le premier ministre esquisse les thèmes de sa campagne

(Suite de la première page.)

Ses auditeurs, députés et sénateurs du RPR et des partis alliés, n'ont pas eu besoin de cette précision pour évoquer ouvertement, comme M. Toubon, « la fin du septennat de Jacques Chirac en 1995 » ; pour lancer avec lyrisme, comme M. Romani : « N'en déplaise aux esprits chagrins, vous êtes l'espoir de la France » ; ou pour souhaiter plus concrètement avec M. Messmer « le succès de Jacques Chirac à la grande échéance de 1988 ».

Treize mois presque jour pour jour avant cette échéance, la cause est donc entendue pour les gaullistes qui se sont donné un candidat d'estoffe. Car, à aucun moment, M. Chirac n'a tenté de détourner ses

partisans de leur conviction ni de leur conseiller la patience comme il le faisait récemment encore. Bien au contraire.

La longue intervention faite devant eux — regroupant les thèmes divers exposés de-ci-de-là depuis quelque temps — constituait en réalité un véritable discours-programme, un rodage des thèmes de campagne présidentielle. La majorité, affirme-t-il donc, a entrepris en 1986 une œuvre de redressement du pays si importante qu'elle doit, pour porter ses effets, se prolonger au-delà de 1988. Son action doit s'exercer sur trois plans : l'affirmation de l'indépendance et de l'unité nationales, la construction d'une économie forte et le développement d'un nouveau dialogue social.

S'il insiste toujours sur les deux domaines où le gouvernement est crédité d'un réel succès — la sécurité et la participation aux travaux de privatisation — M. Chirac développe désormais largement ses conceptions dans les deux domaines réputés appartenir au secteur réservé du président de la République, les affaires étrangères et la défense nationale. Il a donc délibérément voulu montrer qu'il était prêt à exercer les compétences que la coexistence le contraint pour le moment à partager avec l'Elysée en fractions inégales. Il a même « osé » s'adresser au colonel Khadafi et avancer des propositions pour vérifier la bonne foi des Soviétiques en matière de désarmement, parlant en somme « de Grand à Grand » avec M. Gorbatchev comme il le fera réellement avec M. Reagan à partir de dimanche.

« Lorsque la borne est franchie... »

M. Chirac est allé un peu plus loin encore dans la préparation de l'échéance présidentielle en évoquant déjà les conditions du deuxième tour de scrutin pour s'assurer du bon report des voix. Car, pour lui, seule l'union peut garantir la victoire. Il le promet à cette seule condition, sinon la « bêtise » de la désunion serait fatale tout comme le disait, en septembre 1970, M. Peyrefitte en promettant — déjà — aux parlementaires de l'UDF réunis à Chamalières : « Nous sommes au pouvoir pour trente ans si nous ne faisons pas de bêtises ».

L'appel à la discipline majoritaire lancé sous forme de mise en garde solennelle par un premier ministre se comportant en chef de la coalition visait naturellement tant, à la fois, les déclarations faites par certains ministres que les positions prises par les parlementaires « barbares ». Promettant l'occultisme, M. Chirac les place ainsi a priori en position de faiseurs de divisions. Comment ceux-ci vont-ils pouvoir concilier la solidarité gouvernementale et majoritaire avec leurs préférences propres pour un candidat différent ? M. Chirac ne leur a offert qu'une liberté limitée, celle de s'entretenir avec lui dans son bureau. Il serait d'autant qu'ils s'en contentassent.

Il est vrai que, pour M. Chirac, selon une boutade que Georges Pompidou attribuait au sapeur Camembert mais dont l'auteur est le tragédien Ponsard, « lorsque les bornes sont franchies, il n'y a plus de limites ».

ANDRÉ PASSERON.

● M. Méhaignerie : M. Lottard ne sera pas candidat. — Le président du CDS « ne croit pas » que M. François Lottard sera candidat à l'élection présidentielle de 1988. « Sa candidature, a-t-il déclaré le jeudi 26 mars sur RFO Paris, diviserait profondément l'UDF et François Lottard le sait. Etre président de la République exige une très longue expérience politique, une sagesse. Je suis de ceux qui pensent qu'il est la différence d'un premier ministre un président de la République qui a un certain âge n'est pas un obstacle, loin de là. » En revanche, M. Méhaignerie se verrait très bien premier ministre de M. Barre. « On ne refuse pas, a-t-il commenté, des propositions qui sont faites par le président... »

### M. Chirac : la désunion serait une « bêtise »

M. Chirac a adressé, le jeudi 26 mars, devant les parlementaires RPR réunis à Saint-Germain-en-Laye, une mise en garde à la majorité qui ne doit pas se diviser dans la perspective de l'élection présidentielle. « Nous devons gagner et nous gagnerons », a-t-il affirmé, à condition de ne pas faire de « bêtises ». Or, la seule « erreur » qui gâche la majorité, selon lui, est d'ordre « politique » : c'est « la désunion » qui « pourrait conduire à une mauvaise surprise ».

Après avoir exclu un tel comportement, le chef du gouvernement a souligné que « la proximité de l'échéance présidentielle et le système de la cohabitation impliquent des contraintes de solidarité ». « Je ne conteste à personne le droit de parler, de proposer ou de critiquer, mais j'appelle chacun au sens des responsabilités », a-t-il déclaré, car

« chacun doit comprendre que l'appartenance à la majorité et la nécessité d'une union qui permette de faire passer les lois sont au-dessus de tout. Chaque député ou sénateur a une parfaite solidarité et exclut tout ce qui n'est pas tout à fait l'essentiel ». « Je souhaite, a-t-il conclu, que l'on vienne me faire des critiques ou des propositions dans mon bureau. Autre chose est de les faire sur les fils de l'agence France Presse ».

Après avoir affirmé que M. Chirac avait affirmé que « le monde est confronté à trois défis » : la violence, la misère et l'écologie, le ministre de l'Intérieur a insisté sur la nécessité de maîtriser leur développement. Les trois objectifs qui en découlent touchent, a-t-il expliqué, à l'indépendance et à l'unité nationale, à la nécessité d'une économie forte et au développement d'un dialogue social nouveau.

### Intronisation inattendue à Clermont-Ferrand

### M. Giscard d'Estaing sacré champion de la France régionale!

CLERMONT-FERRAND  
de notre envoyé spécial

Quand le vieux Valéry Giscard d'Estaing avait annoncé son intention de réunir à son tour sur un terrain neutre les autres présidents des conseils régionaux de France et de Navarre pour célébrer « l'An I » des régions (à l'occasion du premier anniversaire des élections régionales au suffrage universel), cette initiative avait suscité ravissements et sous-entendus. Mais, à son tour, le président de la République a été surpris par la rapidité avec laquelle les régions ont répondu à son appel. Le ton avait été donné par le grand chambellan provincial de l'UDF, Jean-Claude Guiguet, qui avait paru s'amoindrir de la convocation de ces élus généraux des régions chez le « Grand Comtable », selon son expression.

Il faut bien dire que le jeudi 26 mars la première « conférence des présidents de conseils régionaux » ainsi organisée à Clermont-Ferrand dans l'auguste salle de l'hôtel du département présentait de prime abord un fort côté rétro.

Tous les « Grands » du Royaume avaient en effet répondu à l'invitation de l'ancien président de la République. Par égard pour lui, le président de la Région Auvergne, Jacques Chaban-Delmas, le secrétaire baron des Pays de la Loire, Olivier Guichard, le sévère duc de Bretagne, Yvon Bourges, avaient tenu à se rallier.

● L'élection présidentielle : les parlementaires du 24 avril et 8 mai 1988. — M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, a annoncé, le mercredi 25 mars, que l'élection présidentielle aura « probablement » lieu les 24 avril et 8 mai 1988. M. François Lottard, député socialiste de l'Eure, a immédiatement protesté, car la date du second tour coïncide avec l'anniversaire de la capitulation allemande du 8 mai 1945. Selon M. Lottard, le ministre de l'Intérieur « aurait dû, pour le moins, consulter les associations d'anciens combattants ». « La droite française », a ajouté M. Lottard, ne semble décidément pas tenir à la célébration de la fin de la seconde guerre mondiale. »

● M. Mitterrand reçoit les élus de Nouvelle-Calédonie. — M. Mitterrand recevra les 3 et 10 avril prochains les élus de Nouvelle-Calédonie. Le 3 avril, M. Jean-Marie Tibo, chef de file des indépendantistes du FLNKS, se rendra à l'Elysée en compagnie de deux autres présidents (indépendantistes) — de région. Le 10 avril, ce sera au tour de MM. Jacques Lefèvre député du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RCRP) et Dick Ukeiwé, sénateur RPR et président du Congrès du territoire.

lier en personne au panache de leur ancien suzerain, de même que le seigneur d'Ile-de-France, Michel Girard, l'imposant tuteur de la région Rhône-Alpes, Charles Béraudier, et le séduisant comte de Toulouse, Dominique Baudis.

Bref, toute la fine fleur du pouvoir régional français était là, y compris le vieux Bernard d'Edgar, porte-drapeau de la Franche-Comté, et bien entendu Jacques Blanc, le hardi président du Languedoc-Roussillon qui avait semblé, il y a quelques mois, faire une mauvaise manière à son ancien patron en prenant la présidence de la région Languedoc-Roussillon.

Unanimes

Il y avait même le brave Bernard Stasi, peu rancunier après sa mise à l'écart dans la compétition pour la prochaine présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Décidément, pour le chef du gouvernement, le chef de file de la campagne d'Edgar était même comble, un autre événement quand, soudain éjecté du grand escalier où tout ce beau monde avait pris place pour une photo souvenir, on le vit presque s'élever au pied des photographes.

Si ce rassemblement de têtes couronnées s'était tenu à ces retranchements médiatiques, son intérêt serait resté fort limité. Mais les sceptiques durent bien admettre qu'ils avaient eu tort d'ironiser quand chacun put constater que les seigneurs régionaux du camp de l'opposition étaient, eux aussi, présents.

Non seulement il y avait là les deux témoins socialistes métropolitains Noël Joseph, champion du Nord-Pas-de-Calais, et Robert Savy, président de l'Assemblée régionale de Limousin, mais aussi les chefs de file des conseils régionaux de l'outre-mer, Félix Proto au nom de la Guadeloupe, Georges Othily au nom de la Guyane et Camille Danes pour la Martinique, tous socialistes ou apparentés. Le président du conseil régional de la Réunion contrainct, épaté par l'opposition, s'était fait représenter.

Dès lors, cette conférence inédite regroupant pour la première fois, au-delà des clivages partisanes, tous les seigneurs de la France régionale, devenait un véritable événement politique à porter au crédit de son promoteur.

Le déroulement à huis clos des échanges de vues consacrés au fonctionnement, aux problèmes et aux perspectives des conseils régionaux prouve qu'il s'agissait d'une « pre-

mière » susceptible d'avoir des suites importantes, puisque les uns et les autres aboutissent à plusieurs conclusions unanimes présentées par M. Giscard d'Estaing au cours d'une conférence de presse.

Le président de la région Auvergne et ses pairs se feront un plaisir de faire savoir à M. Chirac, à l'occasion d'un rendez-vous qui est déjà pris pour le mois de juin par l'entremise de M. Chaban-Delmas, qu'ils souhaitent vivement que les prochaines élections régionales au suffrage universel se déroulent dans le cadre de circonscriptions régionales, et non plus par listes départementales ; que l'Etat donne aux régions davantage de moyens financiers pour l'équipement et le fonctionnement des lycées ; que les procédures des contrats de plan entre les régions et l'Etat soient maintenues.

Les demandeurs en outre que soient déconcentrés les « campagnes » accusant de « gauchisme » les assemblées régionales, alors que les budgets de celles-ci ne représentent au total que 3 % (25,7 milliards de francs en 1987) de l'ensemble des dépenses des collectivités locales. Ils soulignent enfin que l'Etat doit aider les conseils régionaux avec « autant de détermination que l'Etat pour la région est la plus porteuse d'avenir parce qu'elle s'inscrit naturellement, selon M. Giscard d'Estaing dans le futur espace unique européen ».

Les plus ravis de cette unanimité étaient les représentants de l'outre-mer qui avaient été très émus d'entendre le premier ministre parler l'hiver dernier à la Réunion, de brider les assemblées régionales. Soudain, ils découvraient qu'ils n'avaient pas meilleurs alliés que Valéry Giscard d'Estaing et ses compères métropolitains. « Tout cela est absolument positif », s'exclamaient, joyeux, Camille Danes, le fidèle lieutenant du maire de Fort-de-France, Aimé Césaire.

Au nom de l'opposition, Noël Joseph et Robert Savy (venus avec l'aval de l'Elysée) purent ainsi se féliciter sans aucune réserve du bilan de cette réunion éminemment cohabitationniste, en soulignant qu'il ne fallait donc y voir de la part des socialistes « aucune caution politique » ni « une quelconque concession à une quelconque tentation centriste ».

Spectaculairement conforté dans sa démarche occupée, M. Valéry Giscard d'Estaing était aux anges. C'est pourtant à M. Edgar Faure que revient une fois de plus le mot de la fin : « Entre tous les présents, il y avait un animal. Nous avons senti cette âme commune qui manque si souvent à la France ».

ALAIN ROLLAT.

### Les élections cantonales partielles

### Meurthe-et-Moselle : un test pour les « rénovateurs » du PCF

NANCY  
de notre correspondant

Cinq candidats seront en lice, le dimanche 29 mars, pour le remplacement du conseiller général de Dieulouard (Meurthe-et-Moselle), Michel Bertelle (PCF), décédé subitement au début de l'année (le Monde du 8 janvier). « Michel » n'était pas n'importe qui dans son canton et dans son parti. Ralliant sur son nom beaucoup plus que la seule audience communiste, lors que le score du PCF a oscillé entre 11 % et 13 % aux régionales et législatives de 1986, il avait été le premier maire communiste à faire valoir ses désaccords avec la direction de son parti en demandant la convocation d'un congrès extraordinaire.

En bonne logique, son ami, le « rénovateur » Alain Amicabille brigue sa succession sans avoir le soutien de la hiérarchie du parti. M. Christian Leclercq, successeur de Michel Bertelle à la mairie de Blénod-lès-Pont-à-Mousson, présent par la direction fédérale pour être candidat, a non seulement refusé l'offre mais se retrouve aujourd'hui dans le comité de soutien de M. Amicabille. Ainsi le PCF n'a aucun candidat dans cette cantonale partielle qui prend inévitablement l'allure d'un test pour les « rénovateurs ».

Absente du scrutin, la fédération communiste prêche, sans le dire ouvertement, l'abstention. Elle a réagi vigoureusement aux convergences locales qui sont apparues

entre les « rénovateurs » et la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), qui soutient M. Amicabille. « A la LCR, déclarait ce dernier le 21 mars, je rencontre des communistes ayant la même volonté de bannir le sectarisme et l'intolérance qui ont pu nous séparer ». Le lendemain, la fédération répliquait qu'il n'y a aucun compromis possible entre le PCF et une organisation groupusculaire dont une des motivations essentielles est l'anticommunisme ». Elle réaffirmait que voter Amicabille conduirait à une « confusion sans nom entre la porte à toutes les combinaisons politiciennes ».

Cette caricature électorale n'est pas la seule. A part M. Daniel Reichert (Front national) et M. Hubert Dardaine, maire sans étiquette de Jézainville, candidat soutenu par le RPR et l'UDF, le socialiste Yvon Tondou, souvent donné comme favori, voit sa route entravée par un ancien du PS, M. Charles Guerné, maire de Dieulouard, qui fut exclu de son parti pour avoir refusé des communistes sur sa liste municipale au temps de l'union de la gauche. M. Guerné puisera sans doute une partie de ses voix dans l'électorat de M. Tondou.

Cette compétition Tondou-Guerné pourrait être favorable à M. Amicabille qui part, malgré tout, avec un handicap électoral. Les résultats de dimanche seront riches d'enseignement pour le PS local, le PCF et les « rénovateurs ».

J.-L. B.

### Val-de-Marne : la majorité du conseil général en jeu

Après l'annulation, le 28 janvier, pour « irrégularités » par le Conseil d'Etat de l'élection de trois conseillers généraux communistes dans le Val-de-Marne (le Monde du 5 février), trois élections cantonales partielles auront lieu le dimanche 29 mars à Champigny-sur-Marne (centre), Fontenay-sous-Bois et Ivry-sur-Seine (Ouest).

Les trois conseillers, dont l'élection avait été invalidée le 5 avril, dépend un hypothétique changement de majorité au conseil général. Avant les annulations, la gauche détenait la majorité (26 sièges dont 19 au PCF et 7 au PS) face à huit élus de l'UDF, 8 pour le RPR, 6

divers droite et 1 membre du Front national.

Après les annulations, droite et gauche disposaient de 23 sièges, la voix du président M. Michel Germa (PCF) étant prépondérante.

M. Michel Girard, président du conseil régional d'Ile-de-France, a dénoncé, le jeudi 26 mars, ce qu'il estime être une « tentative de fraude » à Champigny. Selon M. Girard, « un nombre très important de faux bulletins portant le nom de la candidate RPR [NDLR : Mme Isabelle Cuiney] qui, au nom de l'union de la majorité, a décidé de se retirer, ont été adressés à la mairie de Champigny ».

M. Girard, qui lance « un appel à la vigilance des électeurs », indique qu'il a demandé au président de la commission de contrôle électoral la destruction de ces bulletins.



## Politique

### La préparation du congrès de Lille

#### L'avenir délicat du couple Rocard-Jospin

Avant même que le congrès socialiste de Lille ne se soit réuni, il apparaît que deux des principaux acteurs de ce sommet — MM. Lionel Jospin et Michel Rocard — entretiennent, dans les mois qui suivront Lille, des relations qui risquent d'être délicates. Pour deux raisons principales, qui tiennent au choc de la logique collective du PS et de la logique individuelle de M. Rocard.

Pour le moment, le premier secrétaire du PS a fait savoir que, grosso modo, il n'avait pas d'objections à émettre à l'égard de la présidence présidentielle que mène l'ancien ministre de l'Agriculture, pourvu que celui-ci respecte certaines limites. M. Rocard, quant à lui, a multiplié, ces derniers mois, les preuves d'attachement au parti, et s'est engagé, en signant la motion de synthèse, à en respecter les règles.

Le problème est que l'État-major de l'ancien ministre juge que l'après-congrès de Lille marque l'ouverture d'une nouvelle phase de la campagne : une phase plus soignée sur l'opinion, pendant laquelle M. Rocard devra revêtir le costume d'un candidat potentiel pour tous les

Français et donc prendre, selon la logique qui l'inspire, certaines distances avec le PS.

Seconde difficulté, liée à la première : M. Jospin devra veiller à ce que son parti élabore les propositions qu'il entend faire aux Français. Celles-ci devraient être prêtes pour une convention programmatique qui se tiendrait avant la fin de l'année.

Or, si M. Jospin veut que ce travail programmatique soit pris au sérieux et ait un impact sur l'opinion, il doit y associer les principales figures du PS et, d'abord, les présidentiables. C'est là que le bât blesse.

Du côté de M. Rocard, on n'a pas tout fait la même vision des choses : ce qu'on prépare, c'est la pleine forme du candidat Rocard. Il n'est pas question d'en faire profiter les autres, et on imagine mal M. Rocard faire cadeau au PS des précieuses idées que ses experts concoctent, à son intention exclusive, dans le secret de leurs groupes de travail.

Ces deux logiques, pour différentes qu'elles soient, ne sont pas totalement antagonistes. Aucun des deux protagonistes ne peut prendre le risque d'une rupture.

J.-L. A.

#### M. Mauroy : Farmistice idéologique n'a pas de sens

Invité, le jeudi 26 mars, de l'émission « Questions à domicile » de TF1, M. Pierre Mauroy a affirmé : « Nous allons nous mobiliser pour donner son congé [au gouvernement] (...). Nous partons en campagne. » Interrogé sur l'affirmation de M. Jacques Chirac selon laquelle la France sera la première puissance économique européenne dans cinq ans, l'ancien premier ministre l'a jugée « surréaliste ». Pour lui, les Français n'attendent pas que, « ils attendent du gouvernement, qui est, à la mi-temps, [qu'il] organise la prochaine année différemment de celle que nous venons de vivre ». Pour M. Mauroy, « la droite a voulu la réussite économique en négligeant complètement la nécessité d'une politique sociale ». Quant au projet de code de la nationalité, il le trouve « vraiment insupportable ».

Le maire de Lille a déclaré que « ce n'est pas de la démocratie » l'idéologie, allusion à M. Jacques Delors, qui avait souhaité un tel armistice pour une durée de cinq années.

Le maire de Lille a avoué qu'il s'était senti un peu isolé lorsqu'il a sorti son livre *A gauche* (en avril 1985). Il estime que l'ensemble du PS est à présent venu sur ses positions. Son parti a maintenant, selon lui, « le ton juste » pour critiquer le gouvernement.

#### Le PS ne révisera pas sa déclaration de principes

Les tensions qui étaient apparues entre rocardiens et jospiniens à propos de la représentation des amis de M. Rocard dans l'Indre et de la rédaction de la déclaration de principes du PS (le *Monde* du 25 mars) semblent en voie de s'apaiser.

Les rocardiens ont finalement pu acte du degré d'adhésion de la rédaction de la déclaration de principes du PS, un dossier devenu un « bête noir », selon l'expression de l'un d'eux. Ils ont accepté, compte tenu des multiples résistances rencontrées, que ce problème — auquel ils accordent pourtant une importance particulière — ne soit pas abordé par le congrès.

Bien que les rocardiens réfutent toute idée de « troc », M. Lionel Jospin, le premier secrétaire du PS, s'est engagé, de son côté, à régler dans le sens qu'ils souhaitent, la question de l'Indre.

Une lettre de M. Popereau à M. Jospin. M. Jean Popereau, numéro deux du PS, a écrit, le jeudi 26 mars, à M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, pour déplorer la situation qui est faite aux membres de sa sensibilité dans le département du Rhône, dont il est le député, et pour s'inquiéter de la composition du comité directeur national du PS (qui doit être constitué dimanche), où il craint que sa représentation ne soit réduite.

### JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

Le gouvernement ne se contente pas d'avoir de mauvaises idées, il y renonce. Non parce qu'il en reconnaît la caractère pernicieux, mais parce qu'il cède, à la rue ou à une poignée d'articles et de pétitions. Ce gouvernement vit à l'heure militaire. La contre-ordre suit l'ordre. Il suffit d'attendre.

Comme le disait une jeune femme : « Il n'y a qu'une explication. Ces ministres de droite sont entourés de conseillers de gauche qui leur soufflent les gaffes qu'ils commettent. » Faudrait-il passer au détecteur de mensonge les cabinets ministériels ?

Sans qu'il soit besoin de les énumérer tous, on ne compte plus les projets, grandes ou petites, que le gouvernement a dû retirer avec autant de précipitation qu'il en faisait auparavant un critère de son génie.

Quand ce n'est pas le gouvernement dans son ensemble qui officiellement se ravise, ce sont certains de ses membres qui s'emploient, non sans succès, à ruiner l'action de leurs collègues. Pas toujours à tort, d'ailleurs.

Parmi d'autres, M. Barzuch s'oppose à M. Chalandon, M. Létord désavoue M. Pasqua et M. Balladur, M. Mathurin pleure sur un peu tout le monde au gré de ce qui l'inspire.

C'est perdre deux fois : en prenant des décisions critiques, irréfutables ou dangereuses, d'abord ; ensuite, en les retirant ; s'ensuit, en effet, de mauvaises idées dont il faut confesser publiquement qu'elles le sont.

Bien sûr, à ce jeu, la France possède un gouvernement du réflexe conditionné, donnant des instructions afin de mieux les annuler, pour ainsi dire de lui-même. Gouvernement du hoquet. Gouvernement du hoquet.

Mais, puisqu'il y a vents, le meilleur, le plus légitime des censeurs, c'est l'acheteur, qui fait le succès d'un livre ou condamne une publication. Non pas on ne sait quel chef de bureau emporté dans sa poudrière ; on ne sait quel parlementaire caché dans son placard et disant ne pas acheter chez lui ce qu'il acquiesce ailleurs ou sous d'autres formes. Application sans gloire du principe de Talleyrand lorsqu'il était évêque d'Autun : « Jamais dans le diocèse ! » Laissons là ces jocosités cherchant dans l'interdiction des satisfactions qu'ils n'osent demander à la liberté.

IMITE. Laquelle, et définie par qui ? Depuis le temps que la censure d'État ne casse les dents sur ce terrain, l'État aurait dû comprendre qu'il ne lui appartient guère de juger du bon et du mauvais goût. Il n'y a que le public pour en décider, aidé du temps, qui voue aux oubliettes, ou les en tire, l'œuvre et l'événement.

C'est dire aussi que lorsque la loi s'en mêle, même pour les faits de discrimination, elle ne peut dire son mot qu'avec la plus extrême des prudenances. La loi n'est pas par nature bienfaisante et l'administration son contraire. Ce qui est au centre du débat actuel n'est pas autre chose qu'une loi, promulguée le 16 juillet 1949, au temps d'un parlementarisme triomphant. (Puisqu'il est question d'elle, notons que l'usage qui en est fait aujourd'hui est juridiquement incertain puisqu'elle vise, dans son article premier, les publications « principalement » destinées à la jeunesse.) Il faut se méfier de la caverne aux bons sentiments quand c'est l'État qui l'occupe.

## Hoquet

Cette fois-ci, les écrits en cause ont été de trois ordres : création, distraction et information. Pour ce qui touche au premier, les dégâts n'ont été que judiciaires, et il paraît que dans ce cas il n'y a rien à redire.

Au deuxième chapitre, ce que l'on peut appeler, faute de mieux, la distraction, et dont les publications qui en font le négoce ne sont encore à l'abri de rien. Qu'on laisse donc en paix ces *Privé Madame* et autres *Newlook* qui permettent, en restant dans sa chambre, de réconcilier Blaise Pascal et le divertissement.

Reste le troisième chapitre, celui de l'information, représenté aujourd'hui par l'hebdomadaire *Gai Pied*, à présent théoriquement égaré. Encore faudrait-il savoir ce qu'on lui reproche vraiment.

Des petites annonces ? Sans chercher beaucoup, il s'en trouve du même genre dans des publications très convenables. Des photos ? Il n'y a pas de quoi fouetter... un chat. Un vestiaire de stade n'en montre pas moins. Alors ? Son peu de sympathie pour la majorité actuelle et qui se manifeste par des éditoriaux « gauchistes humanistes » clairement écrits ? On n'oserait croire cela, venant d'un directeur des *Libertés publiques*.

Qu'est-ce donc que *Gai Pied* ? Ce qu'il dit. Un hebdomadaire homosexuel d'information politique et générale, sachant, sur son

sujet, donner les mauvaises nouvelles comme les bonnes ; informant sur elle-même une communauté qui, sans cela, serait souvent bien en peine de savoir ce qui la concerne ; apportant aussi, pour qui ne connaît pas les facilités de vie réservées aux habitants des grandes villes, un souffle d'air sans lequel l'existence serait parfois proche de l'insupportable. *Gai Pied*, c'est un journal. Un journal, c'est la vie.

ES mésaventures auront eu au moins le mérite de rappeler une règle essentielle : la loi ne meurt pas en France. Contrairement à l'usage anglo-saxon qui tient compte de sa désuétude, dans l'Hexagone, tant qu'un texte n'est pas formellement aboli, il peut à tout moment être ressorti des cartons. Qu'il s'agisse du traité d'Union de la Bretagne avec la France (1532) ou de l'édit de Villers-Corotiers sur la langue française dans les actes officiels (1539).

Or il y a plus aléatoire que le temps, c'est l'application des lois. Et Dieu sait que la France en regorge. Aussi longue que soit l'hibernation, le réveil peut toujours se produire, plus souvent pour le pire que pour le meilleur.

CORRESPONDANCE et post-scriptum. M. Henri Temerson, de Paris, est très marié qu'il ait été reprise (sciemment) dans « *Légalité* » (14 mars) une médiane sur Raymond Poincaré. Aussi écrit-il : « Inauguration d'un monument aux morts en 1922, M. Poincaré, alors président du conseil, eut, un moment, le soleil dans les yeux. Le Parti communiste et l'Humanité falsifièrent la photographie et lancèrent des milliers de cartes postales intitulées « Poincaré la Guerre, l'homme qui rit dans les cimetières. »

Plus... riant, M. J. Dentzer, de Paris, souhaiterait, elle aussi, qu'on filme le Polytechnique que donne en ce moment le Comédie-Française. Elle demande : « Est-ce vraiment au-dessus des moyens financiers et culturels d'un pays comme le nôtre ? »

Pour faire suite aux conversations (réconfortantes) tenues lors de l'assemblée générale de la Société des lecteurs du *Monde* :

1) François Mitterrand n'était pas au stade Charléty le 27 mai 1968.

2) En fin de carrière, au musée du Louvre, un conservateur de 1<sup>re</sup> classe (classe exceptionnelle) gagna 13 328 F, plus 458,63 F d'indemnité de résidence ; un conservateur en chef, respectivement 15 750,68 et 539,71 F.

Une note de vie quotidienne. Une jeune femme française, née de parents français, et accessoirement magistrat, s'est vu récemment demander par un policier sa carte de séjour. Son permis de conduire mentionnait qu'elle était née à Tunis, où son père était en poste.

Une note de politique. M. Létord veut que le Grand Louvre soit mené à bien et M. Balladur ne le veut pas. M. Juppé non plus. Il suffit donc d'attendre. Car qui peut croire que M. Balladur sera encore ministre après 1988 si M. Chirac n'est pas élu président ? Et M. Juppé ?

Il appartient d'ici là à M. Chirac d'exercer sa fonction de premier ministre pour dire ce qu'il importe : le Grand Louvre, ou les conventions de logement du ministre d'État. On ne peut pas dire qu'il se soit prononcé à « l'heure de vérité ». Ou s'il l'a fait, la jubilation qu'effluait M. Juppé, en l'absence de M. Balladur, montre en faveur de lui.

### A la commission de la défense

#### Les députés socialistes ont voté le projet de loi de programmation militaire

Les députés socialistes membres de la commission de la défense à l'Assemblée nationale ont approuvé, mercredi 25 mars, le rapport que le président de la commission, M. François Fillon, député RPR de la Sarthe, a rédigé sur le projet de loi de programmation militaire 1987-1991 et qui concernait l'adoption de ce texte gouvernemental lors de sa présentation au Palais-Bourbon, les 8 et 9 avril, par le ministre de la Défense, M. André Girard. En revanche, ils se sont abstenus sur les trois amendements que le rapporteur voudrait voir adopter par l'Assemblée.

Ce projet de loi de programmation militaire fixe à 474 milliards de francs (valeur 1986) le montant total des dépenses d'équipement, classique, spatial et nucléaire, pour les cinq années 1987-1991. Il ne se rapporte pas aux dépenses de fonctionnement, qui s'ajoutent, chaque année, au montant du budget d'équipement tel qu'il est établi par la loi de programmation.

M. Fillon a proposé à la commission de la défense trois amendements au projet de loi. Le premier demande au gouvernement d'inclure dans son texte de loi une référence à l'indice des prix du PIB (produit intérieur brut marchand) en cas de révision de la valeur des francs constants 1986.

Le deuxième amendement précise l'origine des fonds (un montant total de 4,7 milliards de francs) qui reviendront au ministre de la Défense en cas de ventes d'actions de sociétés relevant de la tutelle administrative du ministère de la Défense, ou en cas de cession d'immeubles appartenant aux armées. Le troisième amendement, enfin, fait obligation au gouvernement de déposer, devant le Parlement, en 1988, un projet de loi (et non, comme d'habitude, un simple rapport d'information) qui modifierait la répartition des crédits s'il fallait ajuster le budget militaire à des circonstances aujourd'hui imprévisibles. M. Fillon a expliqué que tous ces amendements visaient, en fait, à rendre au Parlement un pouvoir de contrôle accru sur les dépenses allouées aux armées.

Si les députés socialistes présents se sont abstenus sur ces trois amendements, les représentants du PCF, en revanche, ont voté contre, à l'exception du troisième amendement pour lequel ils ont préféré s'abstenir. Mais, sur l'ensemble du rapport et sur le projet de loi de programmation militaire, tel qu'il est présenté par le gouvernement, sans, donc, les amendements apportés par la commission de l'Assemblée, les socialistes ont voté avec les députés de la majorité, y compris le Front national.

## JE VOYAGE COMME JE VEUX AVEC NOUVELLES FRONTIÈRES



**LE VOL.**  
PARIS NEW YORK  
ALLER RETOUR  
A PARTIR DE 1980 F  
7 BD VOLTAIRE 75011 PARIS 02 73 10 64

**NOUVELLES FRONTIÈRES**



## JUSTICE

Réunis en congrès à Paris

## Les conciliateurs « au pied du mur »

« Il n'est agréable d'assister à un congrès sous le signe du rassemblement », a déclaré, le 26 mars, à Paris, M. Alain Chalandon, ministre de la justice devant les conciliateurs réunis à Paris. Confirmant son vif intérêt pour la conciliation extrajudiciaire (instituée en 1978), le garde des sceaux a expliqué qu'elle représente pour lui l'une des facettes de la « société négociée » qu'il appelle de ses vœux et la nécessité pour le service public de la justice de faire de plus en plus appel au bénévolat.

Regrettant « le déclin, si ce n'est la dégringolade », de l'institution, il a confirmé son objectif ambitieux : accélérer les nominations de conciliateurs (soit en améliorant leur qualité) pour qu'en 1989 ils soient 4 000 au lieu de 400 aujourd'hui (le Monde du 10 mars).

Comme ils en conviennent eux-mêmes, les conciliateurs sont maintenant « au pied du mur » et il leur faut apporter la preuve de leur compétence.

## A Salon-de-Provence l'ultime recours de la détresse

SALON-DE-PROVENCE de notre envoyé spécial

Qui écoute bénévolement les petites et grandes souffrances de nos semblables ? Dans une modeste salle de la mairie de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), M. Gérard Gleize, conciliateur judiciaire, reçoit tous les samedis, de 8 heures à 12 heures. Cet ancien VRP de soixante-cinq ans fait bénéficier de ses connaissances juridiques (parfois avec l'aide d'amis avocats ou notaires) ceux qui sont impliqués dans des conflits, dits « mineurs ».

Sa qualité d'écoute est réelle. Les histoires de famille sont légions à lui être contées. M. Gleize concilie une grande part de son temps à des divorces. Les deux parties s'expliquent devant lui, à son domicile. Ce type de conciliation est le plus direct. En cas de succès, il rédige un constat d'accord transmis au greffe du tribunal d'instance de Salon. C'est gratuit... d'où la colère de certains avocats qui l'accusent de « concurrence déloyale ».

Dans la mairie de Salon, M. Gleize est le confident de détreffes qui ne s'expriment souvent qu'accompagnées de sanglots : il est alors l'ultime recours de ceux qui ne peuvent payer un avocat. Témoin, cette veuve d'un fonctionnaire d'une poudrerie du ministère de la défense, elle doit quitter son appartement de fonction dans les trois jours, sans proposition de logement. Même menace pour cet homme de cinquante-huit ans, mais lui ne paye pas son loyer, il n'a ni eau ni électricité et se nourrit... aux Restos du cœur. Le conciliateur promet de procéder rapidement contact avec leur propriétaire, mais le second cas lui paraît désespéré.

## Médiateur

Son action ne vise, en effet, à aider que les victimes d'abus de droit. Que faire pour ce couple modestes, dont une handicapée, qui montre une reconnaissance de dettes de 10 000 F, la personne à qui ils ont naïvement prêté cette somme s'étant rendue insolvable ?

Impuissant devant les « injustices faites légalement ». Comme pour cet immigré (une femme et quatre enfants à charge) licencié après onze ans et quatre mois d'ancienneté (après la loi supprimant l'autorisation administrative de licenciement) pour « laisser la place » à un ami du patron : « Je préfère vous dire qu'il n'y a rien à faire plutôt que de vous envoyer vous faire plumer par un avocat ».

Lorsqu'il estime que l'affaire est « jouable », il n'hésite pas à prendre le taureau par les cornes. Pour aider un légionnaire à quitter l'armée, il a réussi à obtenir un entretien avec son général.

## Avec succès

A Salon, les HLM ont les murs qui saignent, mais le directeur départemental, auprès de qui il s'est étonné, lui a racroché au nez : « Comme je n'ai pas de pouvoir, je dois m'imposer, employer un ton impressionnant, vis-à-vis de mes conciliateurs ».

## ÉDUCATION

Education  
stabilité électorale  
dans les écoles primaires

L'audience des principales fédérations de parents d'élèves reste stable dans l'enseignement primaire. Les résultats des élections aux conseils d'écoles, que publie le ministère de l'éducation nationale, donnent 44,48 % des voix à la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), soit 0,06 % de plus que l'année précédente, tandis que la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FPEP) obtient 10,91 % des voix (-0,44 %). Les associations locales et les listes diverses obtiennent 34,08 % (+1,20 %) et les deux autres fédérations plafonnent : 1,32 % pour l'UNAPEP et 0,13 % pour la FNAPE.

La participation à ce scrutin reste faible : 42,85 % (+0,80 %). Dans le secondaire, la FCPE, chez les parents et surtout la FEN, chez les personnels progressent assez sensiblement (le Monde date 22-23 mars).

interlocuteurs », explique M. Gleize. Pour faire bonne mesure, il dit souvent : « Je suis nommé par le ministre de la justice ! » (en fait par un premier président de cour d'appel), ou : « Je vais faire publier l'information dans la presse ! ». C'est efficace. Il n'hésite pas à appeler les ministères à Paris ou le préfet. « Je suis une sorte de médiateur », lance d'une famille de magistrats et d'avocats, M. Gleize dénonce avec passion tous les abus. « Mais je ne suis pas un père out-out », affirme-t-il. Particulièrement agacé par la mesquinerie des conflits de voisinage, il lance parfois : « Allez donc habiter au sommet du mont Ventoux ! ». Et ne supporte pas les pères qui ne paient pas la pension de leurs enfants.

Pourquoi, en 1981, M. Gleize a-t-il demandé à devenir conciliateur ? « J'ai eu beaucoup de chance dans la vie, beaucoup d'argent, six Jaguar... Donc je trouve normal de me consacrer à ceux qui n'en ont pas. » Il dépense environ 15 000 F par an pour sa fonction (bénévole), dont 12 000 F en téléphone. « Ma généralité comporte une part d'égotisme. Bien que je ne reçoive de ceux que j'aide aucune reconnaissance (exception faite de ce marchand de primeurs de Cavaillon qui m'a offert un panier de légumes), si je ne le faisais pas, je me sentirais mal dans ma peau. » Cinq cents personnes viennent se confier à lui chaque année (au grand dam de son épouse) : il apporte son concours à trois cents d'entre elles, avec 70 % de succès.

Pour accroître l'efficacité de son action, il revendique pour les conciliateurs plus de considération, « des lettres de noblesse », répète-t-il. Vu le nombre de personnes qu'il ne peut aider, faute de temps, M. Gleize estime que, dans les Bouches-du-Rhône, trente conciliateurs actifs (au lieu de trois aujourd'hui) ne manqueraient pas de « clients ». Il l'a d'ailleurs écrit sans détour au ministre de la justice.

FRANÇOIS KOCH.

## Au tribunal de Paris

M. Alexandre Rutly est débouté  
de son action contre « le Monde »

La première chambre du tribunal civil de Paris a débouté, mercredi 25 mars, M. Alexandre Rutly de l'action qu'il avait intentée contre le Monde à propos d'un article publié le 10 juillet 1986 sous le titre « La naissance d'une nouvelle génération de bandits corses ».

Dans cet article, Danièle Rosard évoquait plusieurs procédures judiciaires en citant le cas de M. Rutly, gérant de la SARL Forum, propriétaire du night club Le Challenger à L'Île-Rousse. Condamné le 1<sup>er</sup> décembre 1984 à 15 000 francs d'amende et à la fermeture définitive de son établissement pour ouverture d'un débit de boisson sans avoir fait de déclaration préalable, M. Rutly avait été relaxé le 26 juin 1985 par la cour d'appel de Bastia. Devant cette juridiction, il avait produit un récépissé de déclaration à la mairie de L'Île-Rousse, daté du 23 décembre 1985, et l'article notait que si la cour d'appel ni le parquet n'avaient cherché à s'informer sur la validité du document fourni ainsi tardivement.

Pour M. Rutly, la relation de ces faits constituait de graves imputations diffamatoires, mais le tribunal, présidé par M. Jean-Michel Gauthier, dans son jugement : « La cour d'appel ne mentionne pas dans sa décision les explications qu'aurait dû fournir le prévenu si elles lui avaient été demandées. Sur l'opposition au moins apparente entre la thèse du prévenu devant le tribunal correctionnel et celle développée devant la cour [...] il est constant qu'aucun supplément d'information n'a été ordonné ». Les juges concluent en déclarant : « Les défendeurs ont apporté la preuve des faits relatés à l'encontre du demandeur dans les colonnes de l'article qui se présente d'ailleurs comme un compte rendu fait de bonne foi des débats devant le tribunal correctionnel et la cour d'appel en 1984 et 1985 ».

M. P.

Un pharmacien-conseil  
n'est pas un pharmacien

Même diplômé, un « pharmacien-conseil » n'est pas un pharmacien. Le terme de « pharmacien » ne peut s'appliquer qu'aux personnes diplômées régulièrement inscrites à l'ordre des pharmaciens et qui exercent la profession pharmaceutique.

S'appuyant sur cette définition, la première chambre du tribunal civil de Paris a condamné, mercredi 25 mars, la société Paridoc, à verser le franc symbolique de dommages et intérêts à l'ordre des pharmaciens, en réparation du préjudice causé par une opération publicitaire fondée sur les conseils offerts par un « pharmacien-conseil » attaché aux magasins Mammouth.

Au début de l'année 1986, les magasins Mammouth se lancent dans la commercialisation des laits pour nourrissons, laits jusqu'alors uniquement distribués dans le réseau pharmaceutique. Aussi, pour rassurer la clientèle, une campagne publicitaire était mise en place avec pour slogan « une première en hypermarché ». Un pharmacien-conseil au bout du fil répond à vos questions. Pour le conseil de l'ordre des pharmaciens, il s'agissait d'une atteinte à l'honneur de la profession et à ses règles d'exercice », car M. Fabien Dumas, docteur en pharmacie, engagé par les hypermarchés Mammouth pour conseiller la clientèle n'était pas inscrit à l'ordre et se livrait à une activité non pharmaceutique en facilitant la vente de lait dit « maternité », mais surtout l'ordre insinuait sur le caractère limité des conseils qui pouvaient être délivrés dans le cadre d'une

MARC PORTEY.

## MÉDECINE

Grâce à la fabrication d'un vaccin français

## Vers l'éradication de la bilharziose

Après plus de vingt années d'efforts, l'équipe du professeur André Capron (Institut Pasteur de Lille, unité INSERM 167 CNRS 624) touche enfin au but. En collaboration avec la société de génie génétique Transgène (Strasbourg), elle vient, en effet, de réussir à isoler et à cloner un antigène assurant une bonne immunité contre la bilharziose. Il s'agit de la première

étape, capitale, devant mener à la mise au point d'un vaccin contre cette maladie parasitaire qui touche environ 200 millions de personnes de par le monde, et qui en tue environ 800 000 chaque année. En outre, preuve est donc ainsi faite qu'il est possible de vacciner contre une maladie parasitaire.

La bilharziose est-elle en passe d'être vaincue ? S'il est encore prématuré de l'affirmer, il apparaît, en revanche, certain que les résultats, publiés par l'équipe du professeur André Capron dans l'édition scientifique Nature (1) et présentés à la presse le 27 mars, constituent une avancée majeure dans la lutte contre cette maladie parasitaire.

La bilharziose, découverte en 1851 par Théodore Bilharz, est une maladie présente essentiellement dans les régions tropicales et subtropicales. Elle est causée par un petit ver plat, le schistosome dont on connaît cinq types pathogènes pour l'homme. Le plus répandu, Schistosoma mansoni, infecte l'Afrique et l'Amérique du Sud. Environ 200 millions de personnes, pour la plupart des enfants et des adolescents, vivent en Afrique, en Amérique du sud et en Asie sont aujourd'hui atteints de bilharziose. Environ 800 000 d'entre eux meurent chaque année de cette maladie. En général, l'homme contracte le parasite au contact de l'eau — lorsqu'elle est infectée de larves — ou encore en absorbant des aliments contaminés (par exemple de la chair de poisson mal cuite). A ce propos, on a pu observer que tout ce qui per-

met de lutter contre la sécheresse (barrages, réseaux d'irrigation) favorise le développement de la maladie.

Mais certains types de schistosomes peuvent aussi dans certaines régions d'Afrique, infecter le bétail. Il en résulte de graves pertes économiques du fait de l'important retard de croissance et de la perte pondérale considérable dont souffrent les animaux.

Une fois dans l'organisme, le parasite subit un cycle assez complexe qui se termine au niveau du foie. Il s'agit de troubles divers affectant les intestins, l'arbre urinaire, le sang et se traduisant par des diarrhées, une fibrose hépatique et une altération importante de l'état général.

Les babouins  
d'abord

Il existe des médicaments efficaces contre la bilharziose, par exemple le Praziquantel, mais son usage est limité par la nécessité d'une surveillance médicale dans les zones endémiques. En outre, le Praziquantel, en empêchant pas la réinfection, ne peut servir à l'éradication de la maladie.

Tous les sept ans, cependant, on a la mise au point d'un vaccin qui

puisse être administré dès la première enfance. Pour cela, il fallait isoler des antigènes présents à la surface des schistosomes et susceptibles d'induire l'apparition d'une immunité protectrice. Après un long et minutieux travail, M. Jean-Marc Baillet, en 1985, à l'Institut Pasteur de Lille, isolait une protéine, la P-28, qui semblait dotée de ces propriétés. Pour la produire et la purifier à l'échelle industrielle, l'équipe du professeur Capron fit appel au savoir-faire de Transgène en matière de génie génétique. Après avoir déterminé la séquence de cette protéine, l'équipe de M. Jean-Pierre Lecocq réussit à la produire par génie génétique. Cet antigène présent sur tous les types de schistosomes est capable d'induire une immunité protectrice sur divers animaux de laboratoire (rongeurs, babouins).

A Lille, dans le laboratoire du professeur Capron, huit babouins ont été immunisés avec ce vaccin puis infectés. Les taux de protection obtenus ont été très importants. Une étude préliminaire a été faite au Soudan sur quelques vaches. Là encore, le vaccin s'est révélé efficace. « Nous allons maintenant entreprendre, toujours au Soudan, une étude similaire, mais sur une beaucoup plus vaste échelle », explique le professeur Capron. En outre, mais cette fois-ci au Kenya, quarante-deux babouins ont été immunisés. Ils seront infectés par le parasite début avril.

« Notre stratégie est très claire, indique le professeur Capron, d'abord régler le problème vétérinaire et ensuite passer à l'homme. L'expérience humaine commencera, quant à elle, vraisemblablement en 1988 ».

Bien que fort encourageante, « c'est la première fois que des chercheurs apportent la preuve qu'il est possible de vacciner contre une maladie parasitaire humaine », ces résultats ne doivent cependant pas laisser croire que la mise au point d'un vaccin contre la bilharziose est totalement acquise. L'immunité de cette maladie, ne serait-ce qu'en raison de l'existence de plusieurs types différents de parasites, est très complexe. « Mais au moins maintenant, on sait où on va, se réjouit le professeur Capron, même si nous savons fort bien que, dans le meilleur des cas, notre vaccin ne protégera que 70 à 75 % de personnes. Cela n'est d'ailleurs pas forcément un handicap : au fait de l'absence de réinfection interne du parasite, il se pourrait que cette vaccination suffise à limiter la population parasitaire à un niveau compatible avec une absence de pathologie. On obtiendrait ainsi non pas une véritable éradication, mais une diminution de l'ordre de 50 % du potentiel de transmission. Cela dit, pour dire franchement, il faut de nombreux essais supplémentaires différents dans un même vaccin ».

Voilà en tout cas un bel exemple de coopération franco-francophone. « Notre entente avec Transgène a été parfaite », se plaît à souligner le professeur Capron. En outre, il espère que les fruits de ces vingt dernières années de recherches serviront à la mise au point de vaccins contre d'autres maladies parasitaires. En somme, à tous points, un travail exemplaire.

FRANCK NOUËL.

(1) Daté du 12 mars 1987.

## SCIENCES

M. François Doumenge est nommé  
président de l'ORSTOM

La crise de l'Institut français de recherche en coopération (ORSTOM), qui, depuis cinq ans, n'avait ni président ni directeur général, semble en voie de solution. Le conseil des ministres du samedi 25 mars a en effet désigné M. François Doumenge, spécialiste de géographie tropicale et d'éthologie, comme président du conseil d'administration de l'organisation.

Cette nomination résulte d'un rapprochement entre l'Elysée, Maitron et les deux ministères de tutelle — recherche et coopération, — lesquels n'étaient pas d'accord sur les missions dévolues à l'ORSTOM. Alors que l'ancien ministre de la

recherche, M. Alain Devaquet, affichait une certaine réserve, son collègue chargé de la coopération, M. Michel Amiel, prenait en juillet dernier l'initiative d'organiser un audit de l'établissement. Il désirait en particulier faire juger de « la validité de l'organisation interne de l'ORSTOM » des départements qui, selon lui, facilitait la pollution, l'autogestion et l'indépendance. L'audit ne fut pas effectué, mais M. Amiel fit savoir au président de l'organisation, M. Pierre Lavan, et à son directeur général, M. Alain Rueland, qu'il souhaitait leur démission (le Monde du 15 octobre 1986).

Depuis, l'ORSTOM était sans direction. On a longtemps cru que le nouveau président serait M. Michel Guillou, chargé de mission auprès du ministère de la coopération, partisan du repli de l'ORSTOM sur l'Afrique et de son passage sous la tutelle du ministère de la coopération. Le choix s'est finalement porté sur M. Doumenge, professeur titulaire de la chaire d'éthologie et de conservation des espèces animales au Muséum d'histoire naturelle de Paris. Cette nomination, inégalement certains chercheurs de l'établissement qui rappellent que M. Doumenge avait signé en février 1986 un texte dans lequel le Groupe d'étude pour la rénovation de l'université française demandait le démantèlement des organismes publics de recherche.

Il reste maintenant à désigner le directeur général de l'établissement et, comme le demandait récemment le conseil d'administration de l'ORSTOM au ministre de la recherche, à confirmer que l'ORSTOM est un organisme de recherche à vocation scientifique : les recherches pour le développement en coopération.

E.G.

Nouvel échec  
pour la NASA

Une fusée Atlas-Centaur, qui devait mettre en orbite le satellite militaire de télécommunications F16, a dévié de la trajectoire prévue environ une minute après son lancement du centre spatial Kennedy, jeudi 26 mars, à 22 heures (heure française). Les contrôleurs ont alors envoyé un ordre de destruction du satellite, qui s'est éjecté, devenu ingouvernable, ne s'écrasant sur une zone habitée.

Destiné à relayer des communications entre les navires de la marine américaine et les centres de commandement, le satellite devait être placé en orbite géostationnaire. Construit par la firme TRW, pesant environ 2,1 tonnes au lancement, il emportait 23 répéteurs. Il était le deuxième exemplaire d'une nouvelle série — le premier a été lancé avec succès en décembre 1986 — qui devait progressivement remplacer les quatre F16 existants en service. Son prix est évalué à 83 millions de dollars — auxquels il faut en ajouter 78 pour l'Atlas-Centaur.

La cause de l'accident est encore inconnue. Selon certains témoins, le lanceur aurait pu être frappé par la foudre. Ce scénario échoue d'un Atlas-Centaur (sur 56 lancements) tombe mal pour la NASA. Après la série noire de 1986, les moyens de lancement de l'agence américaine, déjà réduits, vont encore être diminués. — (AFP).

● Progress-28 décollé de la station Mir. — Les communistes soviétiques Yuri Romanenko et Alexandre Lavelline, en orbite à bord de la station Mir, ont achevé le déchargement du cargo Progress-28, qui avait été lancé le 3 mars et avait accosté Mir deux jours plus tard. Progress-28, chargé de matériel usagé, a été déchargé de Mir, jeudi 26 mars. Comme ses prédécesseurs il doit retourner vers la Terre et se décoller au-dessus d'un océan.

● PRÉCISION. — L'adresse de la Fédération française des organisations de secours culturels et linguistiques (FFOSC) parue dans notre édition du jeudi 26 mars était erronée. La FFOSC est située 7, rue Beaumais, 75012 Paris.

## AÉRONAUTIQUE

Ancien chef d'état-major de l'armée de l'air

Le général Capillon prendra  
la présidence de la SNECMA

Le général Bernard Capillon, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air, a été désigné comme administrateur-délégué de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA), par le conseil d'administration de cette entreprise, réuni le jeudi 26 mars à Paris, en remplacement de M. Jean Barataud qui a donné sa démission d'administrateur.

En principe, le général Capillon, qui est aussi administrateur de deux sociétés aéronautiques (TIRT et Intertechnique), devrait être nommé président-directeur général de la SNECMA, sur la proposition du ministre de la défense, M. André Giraud, par le conseil des ministres

du mercredi 1<sup>er</sup> avril. Le conseil d'administration de la SNECMA a, en effet, proposé son nom.

L'actuel président-directeur général de la SNECMA, M. Jacques Bénichou, a, avec l'agrément du conseil, avancé la date de son départ à la retraite. M. Bénichou, qui devait quitter ses responsabilités en mai prochain après cinq années de mandat, a avancé au 31 mars la date de son départ de la présidence pour céder la place au général Capillon. M. Bénichou demeure président du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS), le syndicat patronal de ce secteur, et, à ce titre, il organisera le prochain salon du Bourget en juin.



# Le Monde SANS VISA

**C'**EST là, au bas de la carte, que se joua l'une des aventures les plus étonnantes, et au demeurant non achevées, de l'histoire du Japon : la « tentation » de l'Occident. Le sud de l'archipel vécut le premier les heurs et les malheurs de cette rencontre entre les « barbares du Sud » touchant à ce qu'ils croyaient être l'extrémité du monde et ces Japonais dont François-Xavier disait qu'ils « surpassaient en qualités morales tous les peuples découverts jusqu'alors ». Les stéréotypes ont évolué au fur et à mesure que la curiosité s'est éteinte, mais l'étrangeté fondamentale est demeurée.

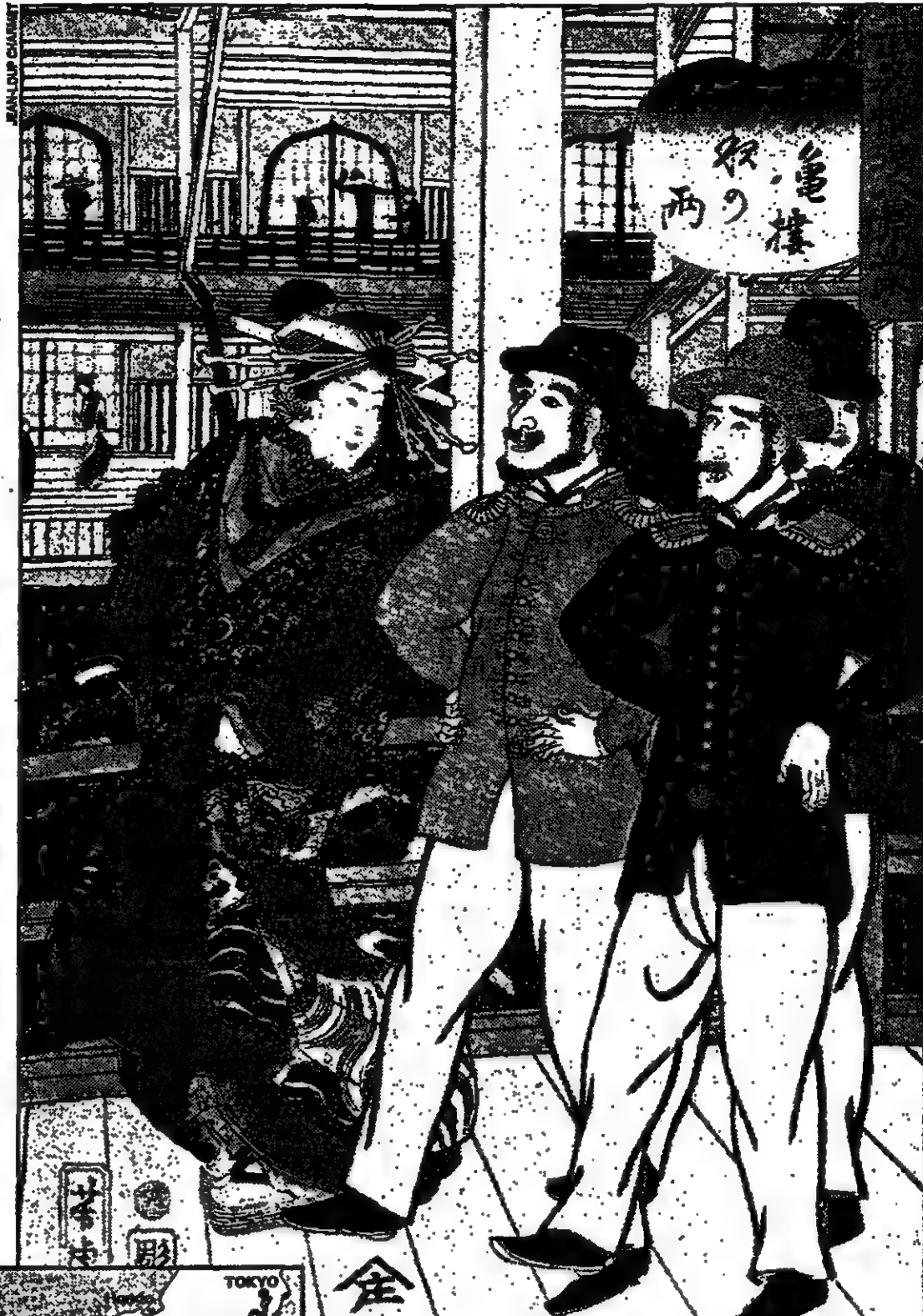
Dans sa partie sud, l'archipel nippon s'étire depuis le Kyushu en un chapelet d'îles qui confinent à Taiwan — la minuscule île de Yonakuni se trouve à une centaine de kilomètres des côtes du Japon nationaliste chinois et à deux mille de Tokyo. Ces îles qui forment un autre archipel, celui

l'appétit des promoteurs. Escarpée et verdoyante, la côte sud de Tanegashima, avec ses criques et ses plages de sable blanc adossées à un arrière-pays vallonné, apparaît telle que les Portugais ont dû l'apercevoir, il y a presque cinq siècles.

Dans une salle du musée de la principale localité de l'île, Nishinomoto, de petites marionnettes animées racontent comment se déroula cette première rencontre entre le Japon et l'Occident. L'interprète chinois du commandant Mendez Pinto traçant des idéogrammes sur le sable se fit comprendre des pêcheurs qui guidèrent les Portugais jusqu'à la demeure du seigneur de Tanegashima, Takihara. Intrigué par ces « barres de fer » que portaient les naufragés, il demanda à quoi elles servaient : un marin épaula et un oiseau tomba. Takihara fut ainsi le premier Japonais à découvrir les armes à feu.

C'était l'époque des guerres féodales et il comprit rapidement l'avantage que détiendraient les

**Au milieu du seizième siècle, Rome, Gutenberg et les armes à feu accostent les îles du sud de l'archipel nippon. Traces, fidélités, souvenirs et drames du Japon dans sa « tentation » de l'Occident.**



Gravure japonaise du début du dix-neuvième siècle.

## Le Japon tenté par l'Occident

des Ryukyu (Okinawa), sont certes japonaises, mais, par leur histoire et leur culture, elles ne le sont qu'à demi : jusqu'à la restauration de Meiji (1868), les Ryukyu constituaient un royaume sous la double tutelle de la Chine, qui en avait profondément influencé la culture, et des seigneurs nippons du Kyushu qui contrôlaient la piraterie dans la région et avaient étendu leur domination sur l'archipel méridional au début du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Les Ryukyu furent certes les premières îles où abordèrent les navigateurs portugais remontant vers le nord, le long des côtes chinoises au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle. Mais ces îles, dont les marins commerçaient avec la Chine et sillonnaient les mers d'Asie, étaient trop « cosmopolites » pour que ce premier contact soit vraiment marquant : la véritable rencontre entre le Japon et l'Occident eut lieu plus au nord.

Ce sont la côte ouest du Kyushu, de Kagoshima à Nagasaki, ainsi que les îles avoisinantes (Tanegashima, Yakushima, Amakusa, Goto, Hirado) qui furent les premiers engouements, comme des premiers heurts. Nagasaki, victime de la seconde bombe atomique, porte les stigmates du dernier affrontement armé. A parcourir ces lieux, c'est une histoire, elle aussi en archipel, qui s'écrit.

Les armes jouèrent au départ un rôle primordial dans l'intérêt que les Japonais portèrent aux Occidentaux. Aujourd'hui, une somnolente réplique en béton d'un galion planté au sommet du cap Sakihara, au sud de l'île de Tanegashima, rappelle que c'est là qu'en 1543 un navire portugais dressé à la côte par la tempête fut contraint de relâcher non loin du lieu qui est devenu aujourd'hui le « Cap-Kennedy » nippon. Une présence de la technologie du futur qui a inopinément préservé, pour des raisons de sécurité, un cadre naturel magnifique de

clans qui pourraient posséder de telles armes. Son forgeron s'essaya à copier les deux arquebuses cédées par les Portugais, mais il lui manquait certaines techniques. La légende veut qu'il les obtint en donnant sa fille à Perez Pinto. Quoi qu'il en soit, il réussit et les fusils jouèrent un grand rôle dans l'unification de l'archipel à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle : Nobunaga Oda, le premier unificateur, prit ainsi par surprise la plus puissante cavalerie de l'époque, celle du clan Takeda (cette fameuse bataille, de Nagashino en 1575 est l'une des grandes scènes du film de Kurosawa, *Kagemusha*). Le musée de Nishinomoto présente une imposante collection d'armes à feu fabriquées par les Japonais au cours de la fermeture de l'archipel aux étrangers (1603-1868) et notamment celles qui servirent aux troupes du shogun pour mater la rébellion paysanne, auxquelles s'étaient joints des chrétiens, lors de la bataille de Shimabara (1637).

Même s'il expose des armes, le musée de Tanegashima — en soi un monument d'architecture kitsch : ne représente-t-il pas lui aussi un galion portugais ? — n'a rien d'un sanctuaire de la tradition maritime. L'île elle-même avec son climat subtropical, ses rizières et ses plantations de canne à sucre, paraît vivre sur le mode de la circonstance fortuite sa rencontre avec l'histoire : les fusils, puis aujourd'hui les fusées. Excepté le centre spatial où règne le temps compté de la course technologique, Tanegashima semble assoupie dans un temps qui transcende l'histoire.

C'est aussi un temps transcendant l'histoire que l'on retrouve à Yakushima, une île toute ronde refermée sur elle-même comme un coquillage. Hérisée d'arêtes rocheuses et, pour une bonne partie, couverte de forêts, Yakushima est l'une des îles les plus sauvages du Japon. Arbres géants



(cryptomeries, arbres primitifs) et plus de mille espèces de mousses, torrens grondants et rochers polis par des pluies abondantes, Yakushima a conservé le pouvoir envoltant qu'elle pouvait avoir au début du siècle lorsque la romancière Fumiko Hayashi (1903-1951) y séjourna plusieurs mois pour écrire les *Nuages flottants* (*Ukigumo*). Un ouvrage dur qui a pour cadre l'Indochine française et Yakushima au lendemain de la guerre. Mais c'est une autre histoire à laquelle peut introduire Yakushima : celle de la fermeture du Japon et de la persécution des chrétiens.

### Prière sur une pierre plate

Au sud de l'île, sur une côte inhospitalière s'il en fut avec ses rochers noirs et ses escarpements à pic, le 9 août 1708, un missionnaire italien, Gian Battista Sidotti, posait le pied sur une terre d'où le christianisme avait été banni au siècle précédent. Que venait faire ce Palermitain au mysticisme ardent, âgé d'à peine trente ans ? Réévangéliser le Japon. Il commença par prier sur une grande pierre plate ; mais, parlant peu japonais, il fut vite repéré par les pêcheurs, arrêtés et envoyés à Nagasaki puis à Edo (ancien nom de Tokyo). Il devait y mourir des suites d'une grave de la faim en 1714, après avoir néanmoins converti secrètement le couple chargé de le surveiller. Sa venue au Japon eut cependant un autre effet. Il avait été en effet longuement interrogé par Hakuseki Arai (1657-1725), savant et conseiller du shogun.

De ces entretiens, Arai fit un premier livre intitulé *Ce que j'ai entendu dire de l'Occident* (*Seiyō kibun*), qui contribua à atténuer les préjugés entretenus sur le christianisme. Il se servit également des propos de Sidotti pour un autre ouvrage, *Mots des étrangers* (*Sairan Igen*). Par ses deux livres, Arai fit œuvre de précurseur, ouvrant la voie à ce que l'on nomme par la suite les *études hollandaises*, c'est-à-dire le savoir occidental, essentiellement scientifique, qui filtra jusqu'à Meiji par la petite enclave où étaient cloîtrés les Hollandais à Nagasaki. Arai contribua surtout, par ces deux ouvrages, à inciter le huitième shogun, Yoshimune, à autoriser les intellectuels nippons à lire des ouvrages étrangers, préparant ainsi son pays à la modernisation.

Mais revenons un peu en arrière dans le temps tout en progressant vers le nord. Quatre heures de bateau séparent Yakushima du port de Kagoshima, au fond de son « fjord », à l'extrémité sud du Kyushu. Kagoshima fut en quelque sorte un point carrefour des tribulations occidentales des Japonais. C'est là qu'en 1549 débarqua François-Xavier ; c'est de là que partirent pour l'Europe, quelques années avant Meiji, une dizaine de brillants sujets dépêchés par les chefs du clan Satsuma (fief dont la capitale est Kagoshima) pour s'initier aux mystères de la civilisation occidentale ; mais c'est aussi dans le golfe de Kagoshima que les Japonais préparèrent l'attaque de Pearl-Harbor (7 décembre 1941)

qui provoqua l'entrée en guerre des Américains ; c'est enfin à proximité de Kagoshima qu'on forma les commandos-suicides des kamikazes.

Kagoshima ne présente guère en soi d'originalité : pour la majorité reconstruite, les villes japonaises semblent d'ailleurs à première vue la réplique des unes des autres. Kagoshima se compare à Naples (avec laquelle elle est jumelée), mais peu de choses rappellent la ville-spectacle de San Gennaro : certainement pas Napoli Dori (rue de Naples) ou la Spaghetteria Vesuvio devant la gare. Faisable ville de province, conservatrice et riche comme en témoignent les immeubles flamboyants neufs des coopératives agricoles, fief d'un gang célèbre, Kozabara, qui n'a rien de la Camorra napolitaine, mais contrôle de manière feutrée bien des activités, Kagoshima ne partage avec Naples qu'une hantise : celle des forces telluriques. Le volcan de l'île de Sakurajima (rattachée à la terre depuis l'éruption de 1914) à trois kilomètres au milieu du golfe domine la ville. De son cratère le plus actif (*minami dake*) s'échappe une épaisse fumée dont les volutes sont parfois plus hautes que la montagne elle-même, planant au-dessus de la ville comme un

champignon atomique. De temps à autre, lorsque le vent rabat la fumée, Kagoshima est plongée dans un brouillard opaque qui immobilise la circulation ; parfois, c'est un roc catapulté du cratère qui s'abat sur une maison.

Kagoshima n'entra dans l'histoire qu'avec l'arrivée de François-Xavier. Les descriptions que les Portugais firent des habitants de Tanegashima avaient incité le prédicateur de Goa à se rendre dans ce pays de l'extrémité du monde. A Kagoshima, une petite église, reconstruite en 1949, est dédiée à François-Xavier.

Après les fusils, le christianisme fut la seconde tentation occidentale des Japonais, mais ils n'y « succombèrent » pas longtemps. Nobunaga Oda, le premier unificateur, l'en servit au départ contre les puissantes sectes bouddhistes, mais rapidement le pouvoir s'aperçut du risque que représentait cette nouvelle foi qui pouvait servir de ferment à une remise en cause de l'ordre établi. Le *bakufu* (littéralement le « gouvernement sous la tente », c'est-à-dire celui du plus puissant seigneur de la guerre) ne se souciait guère des croyances de ses sujets du moment qu'ils restaient soumis.

PHILIPPE PONS.  
(Lire la suite page 14.)

## EXPLORATOR EXPEDITIONS

**POUR QUE L'EVASION DEVienne DECOUVERTE**

Myosora, Bushan, Hamza, Tibet, Ladakh, Mongolie, Yémen, Colorado, Groenland...

Brochure gratuite sur demande :

EXPLORATOR 18, place de la Madeleine 75001 Paris Tél. (1) 42.06.06.24



## VOYAGE

## Le Japon tenté par l'Occident

(Suite de la page 13.)

Les insidieux conseils des Hollandais commerçant avec le Japon, qui mettaient en garde les seigneurs nippons contre les missions, citant l'exemple de l'assassinement du Pèlerin et du Mexique par les Espagnols, emportèrent la conviction des shoguns. Conclusion : « Le christianisme, germe d'un grand désordre, doit être étouffé », précise un édit de 1614, qui faisait suite à celui de Hideyoshi (le second seigneur de la guerre, unificateur de l'archipel) datant de 1587, mais qui n'avait guère été suivi d'effet. Il avait cependant conduit, sept ans plus tard, à la crucifixion de vingt-six martyrs à Nagasaki.

La foi ne s'était pas éteinte pour autant : en 1581, on comptait sans doute 150 000 chrétiens et 200 églises au Japon. En 1592, les jésuites avaient même créé à Kaurara, sur l'île d'Amakusa, un collège disposant d'une imprimerie : les japonais surent ainsi connaître de l'invention de Gutenberg (1). A la fin du siècle, il y avait en 300 000 chrétiens au Japon, et Nagasaki rivalisait avec Manille et Macao pour l'appellation de « Rome de l'Extrême-Orient ».

Une grande croix blanche sur un promontoire s'avancant dans la mer marque l'endroit où s'acheva la première période du christianisme au Japon : Shimabara est un nom qui sonne pour les chrétiens japonais comme celui du mur des Fédérés pour les communistes. Là, sur la côte occidentale de la péninsule de Shimabara, dominée par le magnifique massif volcanique d'Unzen, s'élevait le château de Hara où, en 1637, se replièrent 37 000 paysans insoumis et des chrétiens refusant d'abjurer dirigés par un jeune épiscopo de dix-sept ans, Shiro Masuda.

Le siège dura plusieurs mois, au point que le général commandant les 120 000 hommes des armées shogunales, Shigemasa Itahara, se fit seppuku (harakiri) lorsque, finalement, il vint à bout de la résistance des paysans : quatre-vingt-huit jours pour mater une « révolte de goux », c'en

est beaucoup. Précision : — Vois quotidiens Paris-Dublin toute l'année avec Air Lingus et de fin juin à fin septembre avec Air France, Indigènes nous dans « le Monde sans visa » du 21 mars. Précisons que, le reste de l'année — d'octobre à juin — la compagnie nationale (Tél. : 45-35-61-61) assure également cette même liaison quatre fois par semaine (les mardis, mercredis, vendredis et samedis).

Comme l'ont montré les dernières lettres adressées par les jeunes pilotes à leurs parents, la plupart d'entre eux étaient loin de partir la joie au cœur pour leur première et ultime mission : précipiter leur appareil chargé d'une bombe de 250 kilos sur les navires ennemis. « Être envoyé à Chiran, c'était savoir qu'on allait vers la mort », nous disait, voilà quelques années, un ancien kamikaze dont la défaite changea le destin, et qui est devenu un sculpteur de renom.

était trop pour un guerrier. Tous les survivants furent exécutés, y compris 8 000 femmes et enfants, et la tête de Shiro Masuda fut envoyée à Nagasaki. L'odyssée chrétienne en terre nipponne fut brutalement stoppée, mais la foi n'en fut pas pour autant étouffée.

Quelle ne fut pas en effet la surprise des missionnaires, dont le Père français Petit Jean, qui revinrent au Japon au moment de la réouverture du pays au milieu du dix-neuvième siècle, lorsqu'ils découvrirent que pendant le siècle et demi de fermeture de l'archipel s'était maintenu un culte chrétien caché. Certains de ces « crypto » chrétiens rentrèrent dans le giron de l'Eglise de Rome ; d'autres, fidèles aux croyances de leurs ancêtres, continuèrent à pratiquer un culte aux rites déformés non reconnu par le Vatican.

## Chrétiens cachés

Parcourir les îles d'Amakusa ou l'archipel de Goto avec leurs églises au sol couvert de tatami (nattes) qui donnent aux villages une atmosphère inopinément occidentale, c'est aussi remonter le temps : découvrir un Japon de villages et de petits ports tel qu'on se l'imaginait et qu'il est désormais difficile de trouver ailleurs sur un archipel le plus souvent asservi à la loi de la rentabilité ; mais c'est aussi suivre les traces de ces « chrétiens cachés » qui se disaient bouddhistes mais continuaient en secret à pratiquer leurs rites : priant des statues de Marie travestie en Kannon-sama (déesse de la miséricorde), transformant des Yamauba (personnage légendaire de nourrice des montagnes à l'abondante poitrine) en Saints

Vierge, ou un bouddha inopinément muni d'un sabre en saint Georges.

Ces objets du culte chrétien cachés sont le plus souvent dans des musées comme celui de Hondo (Amakusa) mais beaucoup sont aussi conservés par les paysans et les pêcheurs comme des trésors de famille. C'est le cas de cette vieille marchande de sel du village de Oe : sa relique, une Maria-Kannon, est assurément la seule richesse de sa pauvre maison. Le petit port de Sakitsu (Amakusa) est aussi un haut lieu du christianisme sur l'île. Village de pêcheurs serré autour de son église, Sakitsu fut une sorte de Hondo japonais au début du siècle, lorsque y venaient écrivains et poètes. Son église fut construite en 1927 par le Père français Augustin Halbout, des missions étrangères de Paris.

Il choisit de situer l'autel à l'endroit où les chrétiens devaient abjurer, foulant aux pieds une figure pieuse sculptée dans le bois, dont on voit un spécimen dans le petit musée du village. C'est un autre missionnaire français, le Père Ludovic Garnier, qui construisait, à ses frais, l'église d'Oe. Celle-ci possède des peintures démontées du Père Doret qui, il y a un siècle, représentaient pour les paysans d'Amakusa le sort de l'âme après la mort.

Comme beaucoup de choses au Japon, le christianisme d'Amakusa n'échappe pas au commerce : une croix transformée en totem indique ici une auberge, ailleurs, une cabine téléphonique est ornée du même symbole et il n'y a pas jusqu'à une marque de biscuits qui n'ait choisi la silhouette d'une religieuse comme emblème. Bientôt, un musée consacré au culte des chrétiens

cachés sera ouvert à Oe : « Une attraction touristique supplémentaire », dit le maire.

Le christianisme est un démenti à l'une des attractions de Nagasaki (avec M= Butterfly et la bombe) que la municipalité est loin de négliger. Par une macabre ironie du sort, la seconde bombe atomique lancée par les Américains tomba précisément sur le quartier chrétien de cette ville qui fut le centre du catholicisme nippon. Elle tua des Japonais qui avaient embrassé une foi étrangère et avaient déjà été persécutés pour elle.

Nagasaki, où pendant près de deux siècles les Hollandais — protestants et ayant juré de n'avoir rien à faire avec le prosélytisme, — furent les seuls étrangers à pouvoir résider sur la minuscule île artificielle de Dejima, est le lieu entre tous des heurs et des malheurs de la tentation japonaise de l'Occident. Nagasaki est une histoire à soi seul. Disons simplement cette fois qu'on n'y est pas complètement au Japon : l'étonnant vraitement dans ce restaurant de cuisine française, tenu par un Japonais qui a vécu en Mandchourie et dont le fils a étudié en France, où l'on dîne en écoutant Piaf, mais qui porte pour nom « Harbin », héros de la dynastie mandchoue ? Nagasaki ou la tentation de l'ailleurs.

PHILIPPE PONS.

## Ma demeure est en enfer

CHIRAN est aujourd'hui une petite ville tirée au cordeau, à une trentaine de kilomètres au sud de Kagoshima. Tout au long de la rue principale, d'étroits bassins égayent les trottoirs du jeu de leurs carpes multicolores. Et pourtant Chiran est un nom synonyme de désespoir pour beaucoup de Japonais : c'est en effet de sa base aérienne que partaient les pilotes-suicides connus sous le nom de « kamikaze » (littéralement le « vent des dieux », référence à ce typhon qui aide les Japonais à repousser les tentatives d'invasion mongoles au treizième siècle).

Comme l'ont montré les dernières lettres adressées par les jeunes pilotes à leurs parents, la plupart d'entre eux étaient loin de partir la joie au cœur pour leur première et ultime mission : précipiter leur appareil chargé d'une bombe de 250 kilos sur les navires ennemis. « Être envoyé à Chiran, c'était savoir qu'on allait vers la mort », nous disait, voilà quelques années, un ancien kamikaze dont la défaite changea le destin, et qui est devenu un sculpteur de renom.

Ce qui était autrefois la piste d'où décollaient les pilotes-suicides a été rendu aux riziviers et aux plantations de thé. Mais, depuis 1975, a été ouvert sur place un musée de la paix avec les contributions des familles des kamikazes. A proximité existe un petit sanctuaire dédié à Kannon, la déesse de la miséricorde, qui veille sur l'âme des défunts.

La base d'entraînement de Chiran avait été créée en 1942. Ce n'est qu'en 1945, alors que la guerre avait irrémédiablement tourné à la défaveur du Japon, que Chiran devint le point de départ de ces « jeunes guerriers qui disparaurent au-delà de l'horizon », dit le brochure du musée (les autres bases de kamikazes étaient Kanoya, de l'autre côté du golfe de Kagoshima, et Misawa-Miyakonojo, à Taiwan). Sur les 1026 pilotes-suicides qui périrent dans la meurtrière bataille d'Okinawa (la dernière ligne de défense nipponne), 480 étaient partis de Chiran.

Plus de 200 000 visiteurs défilent chaque année devant les vitrines du musée contenant des

effets personnels des kamikazes, leurs testaments, les dernières photographies prises à la veille du départ : « Même s'ils rataient la cible, aucun d'entre eux ne revenait : ils n'avaient du combustible que pour aller, non pour le retour », explique M. Kawashiro, directeur du musée, qui était officier subalterne des télécommunications à Chiran pendant la guerre.

Au début, on choisissait le deuxième ou le troisième fils d'une famille, mais rapidement, devant l'insuccès de l'effort, l'état-major ne tint plus compte de telles considérations. Lorsque les jeunes pilotes recevaient l'ordre de partir, leur visage changeait. Certains restaient de longues minutes la tête sous leur drap, puis ils se mettaient à rédiger leur testament : « officiel », souvent un poème ; ils écrivaient aussi des lettres destinées à leurs parents qu'ils remettaient secrètement aux jeunes employées de la base. D'un pilote qui ne lui donnait aucun message et à qui elle demandait son adresse, l'une de ces jeunes filles obtint cette réponse : « Ma demeure est en enfer ».

Ph. P.

## Carnet de route

## Le « fjord » de Kagoshima

On peut atteindre Kagoshima par avion depuis Tokyo ou Osaka. De là, il est possible de se rendre sur l'île de Tanegashima également par avion ou par ferry (long heures). Ce dernier moyen de transport permet de voir le paysage offert par le « fjord » de Kagoshima et de passer au pied du volcan en activité de l'île de Sakura. Le petit port de Nishinomoto, « capitale » de Tanegashima, n'a guère d'intérêt touristique sinon par son musée retraçant la première rencontre des Japonais avec des Occidentaux.

## Yakushima, l'île ronde

De Tanegashima, il est aisé de gagner l'île de Yakushima soit par bateau (deux heures), soit au moyen d'un petit avion (une demi-heure). Yakushima est une île minuscule, toute ronde, dont on peut faire le tour en empruntant la route littorale en moins d'une demi-journée. Le centre de l'île avec ses immenses forêts de cryptomeria centenaires offre d'incomparables occasions de marches en montagne dans un paysage particulièrement sauvage.

## Les jardins de Chiran

De retour à Kagoshima, on peut prendre un train ou une voiture pour se rendre à Chiran, à une trentaine de kilomètres au sud. Outre le Musée des kamikazes, Chiran présente l'intérêt d'avoir conservé de très belles maisons anciennes, toujours habitées, dont certaines possèdent des jardins exemplaires de l'esthétique japonaise.

## Un « Honfleur japonais »

De Kagoshima, on peut gagner par le train Minamata, la ville martyre de la pollution par le mercure, et de là prendre un bateau pour se rendre sur l'île d'Amakusa. Là, par autobus ou en voiture, on pourra suivre l'histoire du christianisme au Japon en parcourant des villages comme Sakitsu, sorte de « Honfleur japonais », ou Oe, avant d'arriver à Hondo. Cette région, encore peu fréquentée, du moins hors saison (en été), par les touristes, offre par sa côte découpée et son arrière-pays vallonné des paysages japonais tels qu'on se les imagine. Au nord d'Amakusa, on peut gagner par bateau Shimabara puis, de là, Nagasaki par le train.

## VACANCES-VOYAGES

## HÔTELS

## Côte d'Azur

06180 CAP-D'ANTIBES

MOTEL ROUSSEAU

153, bd Kennedy. A 500 m de la mer. Studios 11 F. 2 pers. 1715 F. 2 pers. 3000 F. 4 pers. t.c. (sept. juil., août, sept.). Tél. 93-61-48-36.

## 06500 MENTON

HOTEL DU PARC \*\*\*  
Tél. : 93-57-44-66. Prix mod. Centre ville. Parking. Grand jardin. Cuisine spéciale. Déjeuner sur demande.

## NICE

LA MALMAISON et VICTORIA

2 bds de \*\*\*-MAPOTEL  
Restaurant à LA MALMAISON  
Grand confort, chambre TV optional.  
Tél. direct. Min bar.  
Quartier résidentiel plein centre ville.  
48 et 53, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE.  
Tél. 93-67-42-56 ou 93-68-39-62.

## 83240 CAVALAIRE

HOTEL-RESTAURANT LA CALANQUE \*\*\*

« Les pieds dans l'eau ». Site exceptionnel. Châtaux avec TV, Piscine, Tennis. Spéc. poissons. 1/2 pers. à partir de 400 F/jour et par personne.  
Tél. 94-44-44-37.

## Montagne

## SAVOIE

Chalet Hôtel de POULE ROUGE \*\*\*

LOGIS DE FRANCE, 1600 m, plein sud. Bâlé à 200 m par 1600 m. Domaine skiable du CORBIER-LA TOUSSAIRE (42 remontées, 140 km de pistes). Remplacement excellent. 10 ch. personnalisées dans chalet confort. X.V.I.L. a. Vaste terrasse. Cuis. trait. Produits de terroir. Ambiance familiale. Les disciples d'Épicure sauront s'y retrouver. Tarif spécial avril et vacances Plages. Possibilité de 185 F à 285 F TTC. 1/2 pers. Plein Sud.  
La Chat, 73530 SAINT-JEAN-D'ARVES. Tél. 79-59-78-09.

05390 MOLINES-EN-QUEYRAS

Plein sud en QUEYRAS.  
Jusqu'à 2 km. Alt. 2000 m.  
HOTEL LE COGNAREL \*\*\*  
Tél. (04) 92-45-41-43.

## 05480 SAINT-VÉRAIN

(Hautes-Alpes, Queyras)  
Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste. Fond. Vaste hte comm. d'Europe, 2040 m.  
LE VILLARD  
Chamb. et duplex + cuisine, dep. 450 F pers./sem. Tél. 92-45-82-48.  
BEAUREGARD  
Pensions 1190/1680 F sem. Demi-pens. 910/1400 F sem. Tél. 92-45-82-42.

## 73450 VALLOIRE

MAISON FAMILIALE  
LES FENESTRELLES.  
Grand confort. Située à 100 m des pistes, 1500 m d'altitude. Chambres avec salle de bains et w.c.  
Renseignements :  
CENTRE LOISIRS PLEIN AIR  
UFCV, 28, rue d'Angleterre  
BP 19, 59085 LILLE CEDEX  
Tél. (04) 20-51-22-94.

## JURA

JOLI JURA VERT - 84-40-30-09

Pension complète avec sem. et compris, 999 F/sem. 1/2 pers. 116 F/jour. Pêche et chasse. Animaux acceptés.  
Hostellerie L'HORLOGE  
BP 78, 90130 PONT-DE-POITE.

## Provence

EN PÉRIOD - 84570 LE LARDIN

HOTEL SAUTET \*\*\*  
Pension 1/2 pers. de 165 F à 225 F. Pêche - Tennis - Golf. Tél. 93-63-27-23.

32 GONDRIEN EN ARMAIGNAC

LE PARDAILLAN, prop. en bord de lac  
HOTEL-RESTAURANT  
25 ch. douche, W.C., pers. compl. 165 F/jour, studios 4 pers. 1000 F la semaine. Camping 50 places. Location caravanes, baignades, tennis, boules, pêche, gastronomie.  
Doc. sur demande, réservation. Tél. : 62-28-12-46.

## Pyrénées

AU PIED DES PYRÉNÉES

FORFAIT 7 jours pens. en 1/2 pers. tarif, des RELAIS ASPES, 64400 OLORON.

Stations thermales

0800 VERNET-LES-BAINS - ROUSSILLON

Thermalisme - Climatisme  
HOTELLERIE COMTE GUINÉP \*\*\*  
Prix spéciaux longs séjours. T. 08-85-51-37.

## Italie

## VENISE

HOTEL LA FENICE  
ET DES ARTISTES  
(près du Théâtre la Fenice)  
5 minutes à pied de la place St-Marc. Ambiance intime, tout confort.  
Prix modérés.  
Réservation : 41-52-32-333 VENISE.  
Tél. : 411150 FENICE 1.  
Directeur : Diana Apollonia.

## Suisse

LAC MAJEUR

LOCARNO

GRAND HOTEL  
Complètement rénové. Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dir. A. COTTI.  
Tél. 19-41/93/33282 - Tél. 846143  
Via Sempione, CH-6600 LOCARNO.

LEYERN

HOTEL SYLVANA \*\*\*  
Pour vos vacances d'été. Situé, excepté à 50 m des pistes de ski. Chambres tout confort. Prix en demi-pens. 62 FS (av. 240 FF) tout compris.  
Pens. NONNELLI. T. 19-41/25/34-11-36.  
CH-1854 LEYERN.

## TOURISME

MORBHAN

Bretagne Sud

Vos vacances en demeure bretonne - la mer à la campagne - Réductions tarifaires importantes hors saison. Pour tous renseignements, réservations, catalogues gratuits :  
LOISIRS-ACCUEIL EN MORBHAN  
BP 408 - 56009 Vannes Cedex.  
Tél. : 97-42-51-60.

## TRANSCANADA

0,21F LE KILOMÈTRE/AIR, SERVICES COMPRIS

TRANSCANADA c'est la vie en grand, la vie en cinémascope. Les forêts ressemblent à des pays tout entiers, les lacs à des mers, les espaces s'étendent à perte de vue. Tout est prêt pour vous recevoir, tout est fait pour vous rendre la vie agréable, à commencer par le voyage lui-même. Transcanada offre à ses passagers le confort et le sérieux d'une compagnie inter-

nationale. La fameuse classe Wardair service "first" au tarif économique. Nappe blanche, porcelaine, apéritif, vin et digestif à volonté. Si l'envie vous prend de voyager en fauteuil club dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera qu'un supplément de 750 F aller-retour. Les quatre vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir

de 2 300 F soit 0,21 F le kilomètre/air services compris. Avec Wardair, découvrez Toronto, Vancouver, Montréal, Québec. Si l'envie vous prend de voyager en fauteuil club dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera qu'un supplément de 750 F aller-retour. Les quatre vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir

de 2 300 F soit 0,21 F le kilomètre/air services compris. Avec Wardair, découvrez Toronto, Vancouver, Montréal, Québec. Si l'envie vous prend de voyager en fauteuil club dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera qu'un supplément de 750 F aller-retour. Les quatre vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir

de 2 300 F soit 0,21 F le kilomètre/air services compris. Avec Wardair, découvrez Toronto, Vancouver, Montréal, Québec. Si l'envie vous prend de voyager en fauteuil club dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera qu'un supplément de 750 F aller-retour. Les quatre vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir

de 2 300 F soit 0,21 F le kilomètre/air services compris. Avec Wardair, découvrez Toronto, Vancouver, Montréal, Québec. Si l'envie vous prend de voyager en fauteuil club dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera qu'un supplément de 750 F aller-retour. Les quatre vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir

de 2 300 F soit 0,21 F le kilomètre/air services compris. Avec Wardair, découvrez Toronto, Vancouver, Montréal, Québec. Si l'envie vous prend de voyager en fauteuil club dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera qu'un supplément de 750 F aller-retour. Les quatre vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir

de 2 300 F soit 0,21 F le kilomètre/air services compris. Avec Wardair, découvrez Toronto, Vancouver, Montréal, Québec. Si l'envie vous prend de voyager en fauteuil club dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera qu'un supplément de 750 F aller-retour. Les quatre vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir

de 2 300 F soit 0,21 F le kilomètre/air services compris. Avec Wardair, découvrez Toronto, Vancouver, Montréal, Québec. Si l'envie vous prend de voyager en fauteuil club dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera qu'un supplément de 750 F aller-retour. Les quatre vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir

de 2 300 F soit 0,21 F le kilomètre/air services compris. Avec Wardair, découvrez Toronto, Vancouver, Montréal, Québec. Si l'envie vous prend de voyager en fauteuil club dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera qu'un supplément de 750 F aller-retour. Les quatre vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir

de 2 300 F soit 0,21 F le kilomètre/air services compris. Avec Wardair, découvrez Toronto, Vancouver, Montréal, Québec. Si l'envie vous prend de voyager en fauteuil club dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera qu'un supplément de 750 F aller-retour. Les quatre vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir

de 2 300 F soit 0,21 F le kilomètre/air services compris. Avec Wardair, découvrez Toronto, Vancouver, Montréal, Québec. Si l'envie vous prend de voyager en fauteuil club dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera qu'un supplément de 750 F aller-retour. Les quatre vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir

de 2 300 F soit 0,21 F le kilomètre/air services compris. Avec Wardair, découvrez Toronto, Vancouver, Montréal, Québec. Si l'envie vous prend de voyager en fauteuil club dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera qu'un supplément de 750 F aller-retour. Les quatre vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir

de 2 300 F soit 0,21 F le kilomètre/air services compris. Avec Wardair, découvrez Toronto, Vancouver, Montréal, Québec. Si l'envie vous prend de voyager en fauteuil club dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera qu'un supplément de 750 F aller-retour. Les quatre vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir

de 2 300 F soit 0,21 F le kilomètre/air services compris. Avec Wardair, découvrez Toronto, Vancouver, Montréal, Québec. Si l'envie vous prend de voyager en fauteuil club dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera qu'un supplément de 750 F aller-retour. Les quatre vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir

de 2 300 F soit 0,21 F le kilomètre/air services compris. Avec Wardair, découvrez Toronto, Vancouver, Montréal, Québec. Si l'envie vous prend de voyager en fauteuil club dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera qu'un supplément de 750 F aller-retour. Les quatre vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir

de 2 300 F soit 0,21 F le kilomètre/air services compris. Avec Wardair, découvrez Toronto, Vancouver, Montréal, Québec. Si l'envie vous prend de voyager en fauteuil club dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera qu'un supplément de 750 F aller-retour. Les quatre vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir

de 2 300 F soit 0,21 F le kilomètre/air services compris. Avec Wardair, découvrez Toronto, Vancouver, Montréal, Québec. Si l'envie vous prend de voyager en fauteuil club dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera qu'un supplément de 750 F aller-retour. Les quatre vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir

de 2 300 F soit 0,21 F le kilomètre/air services compris. Avec Wardair, découvrez Toronto, Vancouver, Montréal, Québec. Si l'envie vous prend de voyager en fauteuil club dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera qu'un supplément de 750 F aller-retour. Les quatre vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir

de 2 300 F soit 0,21 F le kilomètre/air services compris. Avec Wardair, découvrez Toronto, Vancouver, Montréal, Québec. Si l'envie vous prend de voyager en fauteuil club dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera qu'un supplément de 750 F aller-retour. Les quatre vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir

de 2 300 F soit 0,21 F le kilomètre/air services compris. Avec Wardair, découvrez Toronto, Vancouver, Montréal, Québec. Si l'envie vous prend de voyager en fauteuil club dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera qu'un supplément de 750 F aller-retour. Les quatre vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir

de 2 300 F soit 0,21 F le kilomètre/air services compris. Avec Wardair, découvrez Toronto, Vancouver, Montréal, Québec. Si l'envie vous prend de voyager en fauteuil club dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera qu'un supplément de 750 F aller-retour. Les quatre vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir

Wardair  
La chaîne d'une compagnie internationale.

الأمم المتحدة



# ENQUETE

... Le Monde sans visa • Samedi 28 mars 1987 15

## Couleurs devant l'éternel

**V**OILÀ maintenant cinq ans que les chimistes ont annoncé être en mesure de contrôler la formation des grains d'argent et des colorants au sein d'une émulsion photographique. Depuis, profitant de cette innovation, la photo en couleurs n'a cessé de bénéficier d'améliorations. Les plus spectaculaires portent sur l'augmentation de la sensibilité (400 ISO en 1982, 3 200 ISO en 1986), de la finesse des images, de la richesse et de la pureté des couleurs. Une autre, moins apparente, n'en est pas moins importante : la résistance au vieillissement des couches colorées et des supports (films et papiers), qui fait aujourd'hui espérer une nette augmentation de la durée de vie des photos.

Véritable bataille technologique, la recherche de la stabilité dans le temps des images en couleurs occupe depuis longtemps les grands laboratoires. Des études sur la conservation des images (microfilms, photos, films de cinéma, documents historiques à préserver, bandes magnétiques...) ont aussi été conduites par des administrations, des universités et d'autres centres spécialisés.

Les plus importants travaux ont été réalisés aux États-Unis sous l'impulsion du Committee on Preservation of Historical Advisory Board. Parmi les centres de recherche concernés figurent les plus grands, ceux d'Eastman Kodak, d'IBM, des Bell Laboratories, de 3M, de Honeywell, du Massachusetts Institute of Technology et de plusieurs universités. Des règles ont ainsi été élaborées, notamment pour assurer la conservation des œuvres photographiques et cinématographiques dans des conditions climatiques réduisant l'évolution des composés (colorants, gélulines, supports), en évitant au mieux les agressions chimiques et physiques de l'environnement. Les industries photochimiques, pour leur part, ont créé de nouveaux supports, de nouveaux procédés de formation des colorants dans les couches sensibles et des modes de traitement stabilisateurs.

### Cinq cents ans dans le noir

Aujourd'hui, les experts peuvent ainsi affirmer que, dans des conditions rigoureuses d'archivage, les meilleures émulsions photo et cinéma peuvent résister durant des centaines d'années sans modifications apparentes des colorants. Dès 1981, le Dr Charles C. Bard, responsable de la stabilité de l'image au sein de la division des technologies photographiques d'Eastman Kodak, précisait que le nouveau Eastman Color LSFP, qui arrivait alors sur le marché, pouvait résister cinq cents ans sans pertes visibles à l'œil s'il était conservé dans l'obscurité à une vingtaine de

degrés, et que cette durée pouvait être doublée en abaissant la température à +7°C. Dans ce film, c'est le colorant jaune qui est le plus fragile : il lui faut tout de même quatre cents à cinq cents ans à 7°C pour subir une perte de densité de 0,2 (non perceptible à l'œil).

Les basses températures prolongent considérablement la stabilité des composés chimiques, ralentissant les transformations des couches de gélatine. Selon des estimations faites par Kodak, en prenant pour point de départ un archivage dans l'obscurité à 24°C, la stabilité des couleurs est multipliée par 10 si l'on passe à un stockage à 7°C, par 100 à -10°C et par 1 000 à -16°C.

### Bleu corse, rouge scandinave rosse indien : techniques et bonnes façons pour maintenir longtemps dans leurs vrais paysages les photos de voyages

L'archivage à basse température n'est cependant pas très utilisé, car il coûte cher en énergie et pose de délicats problèmes lors de l'utilisation d'un document qu'il faut ramener lentement à température ambiante, opération qui est chargée de risques. La plupart du temps donc, les centres de stockage des images se contentent de températures choisies entre 7°C et 13°C.

Ce qui est vrai pour les photos et les films industriels, scientifiques ou d'intérêt historique l'est aussi pour les photos et les films d'amateur. Mais, dans ce cas, l'archivage contrôlé, ne serait-ce qu'à 13°C, est encore trop onéreux pour être concevable. Les amateurs se contentent de classer leurs images en appartement, en atmosphère ambiante. Les industriels estiment que leurs nouvelles émulsions devraient résister durant une vie humaine, et même au-delà, si un minimum de précautions sont prises.

Le type d'émulsion, tout d'abord, joue un rôle important. Les films de faible sensibilité (100 ISO et moins) sont généralement plus stables que les films ultrasensibles. D'autre part, les films inversibles (diapositives) se conservent mieux que les négatifs.

Parmi les inversibles, les films qui reçoivent leurs colorants au moment du développement (Kodachrome) sont plus stables que ceux dotés de formateurs de colorants dès la fabrication de l'émulsion (Agfachrome, Ektachrome, Fujichrome). Enfin, les épreuves en couleurs sont jugées moins stables que les films. Dans tous les cas, on ne peut espérer une vie durable des photos que si le développement a été assuré correctement, notamment dans la

phase finale de stabilisation et de lavage : il est important, à ce stade, d'éliminer les substances parasites susceptibles de provoquer des réactions chimiques lentes.

Quand les photos en couleurs sont tirées, divers facteurs peuvent contribuer à accélérer leur destruction, notamment l'exposition à la lumière, à l'humidité, à la chaleur. Il existe une certaine incompatibilité entre la recherche d'une longue conservation et la fonction même de l'image qui est regardée : ainsi, lorsqu'on projette une diapositive, on contribue à sa destruction par la lumière et par la chaleur.

Pour les négatifs, les choses sont relativement simples : il suf-

fit de les ranger à l'abri de la poussière et de la lumière, dans l'appartement. La température moyenne de 18°C à 24°C convient. Éviter la proximité immédiate des radiateurs. N'effectuer aucun rangement dans une cave (risque d'humidité) ou dans un grenier sous la toiture (risque de chaleur l'été). Le vieillissement ou la décomposition lente de certaines matières provoque des dégagements de vapeurs nocives pour les émulsions. C'est le cas des pochettes transparentes en PVC (polychlorure de vinyle) trop chargées en plastifiant, des papiers acides, des bandes adhésives, de certaines peintures fraîches, du bois de pin, des meubles trop fraîchement vernis.

Il faut donc stocker les négatifs (et toutes autres photos) en milieu neutre : meubles de bois ancien ou meubles métalliques laqués au four. Il est difficile, pour un amateur, de savoir si les enveloppes et pochettes du commerce sont satisfaisantes. Pour limiter les risques, il vaut mieux laisser les négatifs dans la pochette du laboratoire de traitement, en espérant qu'il soit suffisamment sérieux pour avoir choisi une matière compatible avec la photographie.

L'archivage des diapositives doit se faire dans les mêmes conditions. Les boîtes fournies par les laboratoires ou les magasins de projecteurs conviennent parfaitement, car ils sont en matières plastiques neutres. Ne jamais stocker les diapositives sous lumière de verre. L'expérience montre que l'émulsion se couvre alors de tâches, souvent de moisissures, dues à l'absence de circulation d'air.



Luc Choquer  
photographe  
de l'agence VU.  
Prix Kodak  
soudan  
1985.

Les épreuves en couleurs sont aujourd'hui de bonne conservation. Mais, nous l'avons vu, il faut que le traitement et le lavage final soient corrects (en particulier l'eau ne doit contenir aucune substance nocive). De ce point de vue, les petits équipements de traitement automatique ne sont pas toujours satisfaisants.

Les photos qu'on souhaite conserver un temps maximal doivent être agrandies dans un laboratoire sérieux, par exemple un laboratoire professionnel qui traite les épreuves selon les prescriptions rigoureuses du fabricant (le Monde du 13 décembre 1986). Non seulement la stabilité maximale des images sera assurée, mais celles-ci y gagneront en pureté et en nuances de couleurs. La différence de qualité est alors telle qu'il n'y a plus de commune mesure entre un tirage standard et son agrandissement réalisé avec art.

### Epreuves en boîtes

Pour assurer une longue vie à cet agrandissement, le mieux est de le ranger tel quel à l'abri de la lumière, de l'humidité, de la chaleur et des agents chimiques nocifs, comme les négatifs ou les diapositives. Se méfier des boîtes de carton acide ou trop spongieux, capables à la longue d'absorber les vapeurs acides ou chargées de soufre des régions industrielles. On peut utiliser des boîtes en carton neutre encolé (donc peu perméable), des boîtes de plastique inerte ou des boîtes métalliques vernies au four. Lors des manipulations, éviter de déposer sur les épreuves des traces de doigts, toujours un peu grasses et acides.

Si le classement des épreuves en boîtes est le plus sûr pour la conservation, il ne met pas en valeur les images et ne facilite pas leur consultation. Aussi les amateurs préfèrent-ils la présentation classique en album. Avec la couleur, les précautions spécifiques sont nécessaires. Tout d'abord, nous déconseillons les albums à pages autocollantes. Il existe de sérieux risques pour que l'adhésif provoque des altérations des cou-

ches colorées ou des supports au bout de plusieurs années.

Le meilleur album est constitué de pages de cartoline neutre. Les photos peuvent y être fixées au moyen de coins gommés (éviter les coins adhésifs). Une plus belle présentation est obtenue par collage des photos. Toutefois, cette technique n'est pas sans risques, car la colle aura à la longue une action chimique destructive. Les spécialistes recommandent la pâte de farine ou l'amidon de riz pour les collages neutres. L'application de cette colle n'est pas très facile, surtout avec les supports plastifiés des épreuves actuelles. Depuis une vingtaine d'années, nous utilisons une colle synthétique, en tube ou en bâton, plus commode. Nous ne saurions assurer qu'aucune altération ne se pro-

duira à la longue. Mais, sur une vingtaine d'années, nous n'avons observé aucune action visible. Les tirages couleur eux-mêmes, considérés comme très instables à l'époque, n'ont pas évolué de façon apparente (ce qui laisse d'ailleurs bien augurer des procédés récents).

Les mêmes méthodes de collage peuvent être pratiquées pour les photos destinées à des cimaises. En appartement, le sous-verre est préférable, car il assure une protection contre les poussières et autres salissures. Mais il faut savoir que les photos ainsi exposées perdront leurs couleurs en quelques années, ou même plus rapidement sous l'action du soleil si celui-ci les atteint en traversant une fenêtre.

ROGER BELLOME

## L'Allemagne:



## Vacances vivantes.



L'Allemagne : c'est faire des vacances pas comme les autres. La détente y devient entente selon la devise : participer - communiquer - vivre ensemble.

Plus que jamais, il vous faut connaître l'Allemagne. Voici quelques propositions parmi des centaines :

WEEK-END "VISAGES DE BERLIN" voyage organisé de 4 jours, par avion, en pension complète	5.480 F*
MINI-SÉJOUR AU BORD DU RHIN 3 nuits, chambre et petit déjeuner, en haute saison	327 F*
LOCATION EN HAUTE BAVIÈRE 1 semaine en juillet-août en appartement pour 4 personnes	2.046 F*
DB L'ALLEMAGNE A LA CARTE Carte touristique pour 4, 9 ou 16 jours, en train 2 <sup>e</sup> classe	à partir de 556 F*

\* Cours : 1 DM = 3,40 FF

Je désire recevoir votre documentation sur

☐ Locations ☐ Séjours ☐ Voyages organisés

Nom \_\_\_\_\_

Rue \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

DZT DEUTSCHE ZENTRALE  
FÜR TOURISMUS EV  
Office National Allemand du Tourisme  
4, Place de l'Opéra 75002 Paris - Tél. (1) 47.42.04.38

**SETE - TANGER - SETE**

A bord du «Marrakech» vous êtes déjà au Maroc.

Le «Marrakech» L'étoile du grand large

COMANAV Compagnie Marocaine de Navigation

43, av. des F.A.R. Casablanca Tél. 31.20.50

Pour tous renseignements : votre agent de voyage ou SNCM agent général en France

ÉCRIVEZ : SNCM 12, rue Claude-Médecin, 75002 Paris

TELEPHONEZ : Paris (1) 42.68.67.98 - Marseille : 91.56.33.51

**CORÉE NORD et SUD**

MONDOVOYAGES

205 boulevard Raspail - 75014 Paris

Tél. : 4-320-93-17

ouvert de 10h à 18h, N° 0114

**ISLANDE**

geysers et volcans

avec votre voiture

à bord du

«Norröna»

Smyril Line

agence de voyages

ou agent général

voyages agréés

à Paris, France, Maroc

40, rue de la Harpe, 75005 Paris



# ESCALES

## Quercy médiéval

Entre le Quercy et le Rouergue, creusé par l'Aveyron, ce coin du Sud-Ouest a, depuis longtemps, banni l'agitation. Il se repose de la croisade des albigeois et des guerres de Religion, et ce n'est pas d'hier que Saint-Antonin-Noble-Val, la protestante, et Caylus, la catholique, ont fait la paix. Le randonneur pourra aisément s'en rendre compte, comme le lui propose l'Association des guides et marcheurs du Caroux (Office du tourisme, 34240 Lamatou-les-Bains. Tél. : 87-85-88-49).

Sec au dos, le visiteur découvre les vestiges du Quercy médiéval, sur les pas de la reine Brunehaut, dominiers, du château de Bruniquel, la vallée de l'Aveyron, 100 mètres plus bas, ou explorera la forêt de la Grèze, domaniale depuis Louis XIV. Le soir, il savourera crêpes farcies et pintades au genièvre à la table des agriculteurs de la région.

Groupes de 10 à 15 personnes. Randonnées de sept jours, d'avril à septembre. Cinq à six heures de marche quotidienne. Hébergement en gîtes privés ou chez l'habitant. Prix : 2 000 F par personne.



## Offices de poche

Tous les offices de tourisme et syndicats d'initiative de France dans votre poche. C'est ce qu'offre leur fédération nationale avec un répertoire de petit format rassemblant les adresses, numéros de téléphone et télex des 2 800 OTSI, classés par ville, en ordre alphabétique. Une initiative qui s'inscrit dans le cadre de l'année de l'accueil et qui permet à ces organismes de se rappeler au bon souvenir des touristes français et étrangers invités à les consulter pour obtenir « une information rapide et précise » en matière d'hébergement, de restauration, de loisirs, de sports, de tourisme culturel ou de transports.

Ce répertoire peut être envoyé gratuitement par la FNOSTI (2, rue Linois, 75015 Paris), moyennant une enveloppe timbrée à 3,70 F. A partir d'avril, il sera disponible dans les offices de tourisme.

## Palaces au printemps

Jusqu'au 30 avril, les trois hôtels parisiens et les quatre hôtels londoniens de la chaîne Inter Continental proposent une offre spéciale représentant jusqu'à 50 % de réduction. A Paris, le Meurice, le Grand Hôtel et l'Intercontinental affichent une tarification unique pour une chambre double ou individuelle. Du lundi au jeudi : 1 150 F. Le week-end :

680 F, taxes et service compris. A Londres, le MayFair et l'Intercontinental proposent leurs chambres à 130 livres par nuit, du lundi au jeudi, et à 115 livres le week-end. Quant au Portman et au Britannia, ils s'offrent à 100 livres, du lundi au jeudi, et à 90 livres le week-end. La livre vaut environ 9,70 F. Réservations auprès d'une agence de voyages ou au centre européen de réservation (appel gratuit), au 19-05-90-85-55.

## Vers le Danemark

Souriant, calme et tolérant, le Danemark est trop souvent simplement traversé. Accordez-lui une halte



en profitant, par exemple, de la formule proposée par le syndicat d'initiative d'Arhus, ville de la presqu'île du Jutland. Il s'agit d'échanger votre maison avec celle d'une famille danoise, pendant la période des vacances.

Les avantages sont nombreux : aucun loyer, votre maison maternelle par vos hôtes tandis que vous profitez d'un logement confortable et bien équipé, base d'excursions et lieu de détente. Une formule idéale pour partager la vie des habitants du pays. En fait, les familles candidates sont réparties dans tout le Danemark. On acquitte un droit d'inscription puis des frais d'administration au syndicat d'initiative. Renseignements auprès de l'Office du tourisme du Danemark.

142, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : (1) 45-62-17-02.

## Pour retrouver Corbu

La plus courte chemin vers une réconciliation de l'opinion avec Le Corbusier passe sans doute par la rencontre véritable de ses œuvres. En cette année du centenaire qui verra se multiplier expositions, colloques et publications (la liste a été publiée dans le Monde daté 8-9 mars), une agence de Marseille fait une proposition originale. MRB Voyages et congrès (20 rue Beauvau, 13001 Marseille. Tél. : (16) 91-55-04-40) organise du 23 au 26 mai la visite, en Suisse, de deux expositions et de réalisations peu connues de l'architecte (Genève, Lausanne, les premières villes à La Chaux-de-Fonds, sa ville natale, et la « petite maison » construite pour ses parents à Courmayeur).

Les visites seront conduites par Gérard Monnier, auteur du *Qui suis-je ?* des éditions de la Manufacture. Elles continueront, en France, à la chapelle de Ronchamp, puis, du 26 au 29 mai, en Angleterre : visite à Londres de la grande exposition « Le Corbusier, architecte du siècle », à la Hayward Gallery, et découverte



des édifices récents de trois grands architectes britanniques : siège des Lloyd's de Richard Rogers (le Monde du 7 mars) ; département d'histoire de l'université de Cambridge par James Stirling ; centre Sainsbury des arts visuels de Norman Foster.

Les inscriptions sont reçues jusqu'au 10 avril. Il y a deux formules : période du 25 au 26 mai (Suisse et France), 2 200 francs ; l'ensemble, du 23 au 29 mai, 7 000 francs, comprenant les déplacements en avion à partir de Marseille, l'hébergement en pension complète et une assurance annulation.

## MAISONS DE VACANCES EN ITALIE A LOUER SUR CATALOGUE



Une idée originale pour cette nouvelle formule de vacances ! On peut désormais choisir et louer sa maison de vacances en Italie, sur les îles, les collines de Toscane, en Ombrie, Sicile ou Vénétie... Plus de 1500 villas de caractère, à découvrir à travers les 200 pages du nouveau catalogue « CUENDET ». Du domaine du 16<sup>e</sup> siècle à la sympathique villa du Chianti... en passant par le petit appartement à Florence ou la ferme en plein vignoble...

Il y en a pour tous les goûts, tous les styles et à des prix très attractifs... Comparé avec ce que coûte un simple séjour à l'hôtel, la formule CUENDET est très tentante ! En effet, les prix indiqués par Destination CUENDET sont particulièrement intéressants : Notez à titre d'exemple

qu'une maisonnette pour quatre personnes dans la région de Pise vous coûtera 1600 F en Juin et Septembre, 1977 F en Juillet et en Août, 1411 F le reste du temps, pour une semaine. Un appartement dans un château du 14<sup>e</sup> siècle, près de Florence, conçu pour quatre ou six personnes, coûtera, selon la période et toujours pour une semaine, de 2200 F à 3840 F. Enfin, une villa très confortable pour 6 personnes près du lac Trasimène avec piscine et tennis, est louée de 5000 F à 6500 F la semaine.

Pour recevoir le catalogue, envoyez un chèque bancaire de 40 F à l'ordre de CUENDET à l'adresse suivante : Destination CUENDET - référence : M2-3, rue Esquemoise 59800 LILLE. Tél. 20.57.00.04

## RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

**ITALIE**  
40 km DE ROME  
VILLA à louer  
45 km de la mer, sur colline, 4 ch., 2 s. de bains, cuisine, salon, jardin. Juillet/août : 11 000 F. Tél. (6) 80-64-88, 7h-8h30/24h-23h

**A LOUER**  
LAREDO (Espagne)  
App. 2 chambres, salle de séjour, cuisine, salle de bains, balcon, vue mer, accès direct à la plage. Disponible : JUIN, JUILLET, AOÛT, SEPTEMBRE. Tél. : 39-85-35-32

## AIR HAVAS



NEW YORK  
IZMIR  
TOKYO  
PALERME

à partir de 2100 F  
à partir de 1615 F  
à partir de 7450 F  
à partir de 820 F

\*Vols à dates fixes. En vente à la boutique AIR HAVAS 15, avenue de l'Opéra - 75001 Paris - Tél. 42 96 97 34 et dans les 275 agences HAVAS-VOYAGES. Conditions générales dans le catalogue AIR HAVAS.

Havas Voyages : faites la différence

## SALZBOURG A LA CARTE

Conditions spéciales Printemps/Été 1987  
Forfaits Mozart - Voyage de Noce à Salzbourg - Cure «Fancioul» à Salzbourg - Vacances-Actives - Salzbourg pour les Sportifs - Séjours brèves - Conditions d'accueil dans les hôtels.  
Exposition Régionale «Prince-Archevêque Wolf Dietrich von Raitenau» - Fondateur de la ville baroque de Salzbourg - 16.5. - 26.10.1987.  
Demandez notre dépliant détaillé, «Le Paquet Salzbourg», s. v. p.

Office de Tourisme (Stadtverkehrsbüro)  
7, Averspergstrasse A-5024 Salzbourg  
Tél. : 1943/662/8072-0. Télex : 633486



Hans PITZER - Tél. : 1943 662 78571  
Viktor-Schödl-Mittel und Fremdenverkehr - Télex : 633532

## VOICI UN BON POUR DORMIR AVEC LA GRANDE OURSE.

☐ Je désire recevoir la brochure Terres d'Aventure 87

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Terres d'Aventure 16, rue St-Victor  
75005 Paris - Tél. : 43.29.94.50 LMO 7/5

Marcher à la rencontre de la nature, s'évader vers les dernières terres sauvages, retrouver des peuples oubliés et s'endormir la tête sous les étoiles. A pied, en vil plus fort, 140 aventures passionnantes à découvrir dans la brochure.

## Terres d'aventure

16 FORMULES DE C DANS L'ATLANTIQUE  
ITALIE-GRÈCE  
GRATUIT : Demandez votre date de départ



10 JOURS EN A BOULE

83

16 FORMULES DE C DANS L'ATLANTIQUE  
ITALIE-GRÈCE  
GRATUIT : Demandez votre date de départ

هناك امان الاصل



# DECOUVERTE

## L'Egypte a rattrapé l'oasis de Siwa

**D**EJA « consacré » roi d'Egypte, Alexandre le Grand entendit, en 331 avant Jésus-Christ, un pèlerinage à travers le désert occidental égyptien afin de consulter le prestigieux oracule de Si-Amun dans l'oasis de Siwa. Après cette spectaculaire « visite officielle », le silence des siècles tombe sur Siwa, cachée dans le désert à seulement 150 km de la frontière libyenne. Presque tous d'origine berbère, les vingt mille habitants de l'oasis descendent directement de la tribu des Bani Al Waswah qui fit partie du grand groupe berbérophone des Zénatés (ou Zénétas) répandu dans toute l'Afrique du Nord. Ce peuple a pourtant fini par oublier son prestigieux passé. Le reste de l'Egypte, pour ne pas dire le monde entier, a fait de même.

Les Siwili, habitants de l'oasis, eurent beaucoup à souffrir des raids des Arabes et des Bédouins du désert entre le neuvième et le treizième siècle, à tel point qu'ils finirent disparaître, n'étant plus à cette époque qu'une quarantaine dans le village. C'est à ce moment-là, selon le témoignage laissé par un juge religieux du village dans le *Manuscrit de Siwa*, qu'ils construisirent une citadelle, l'ancienne Shail, habitée jusqu'en 1923. Ce village fortifié et entouré d'un mur d'enceinte n'était qu'un enchevêtrement de maisons et de tourelles, séparées par des ruelles étroites. Cette fortification aux allures de cavernes troglodytes est aujourd'hui en ruine et domine du haut de sa dernière tour l'actuel village. La population a pu ainsi se préserver de toutes les attaques. On se rend

compte que les Siwili, tout en reconnaissant l'autorité des sultans et des califes qui se sont succédés, ont vécu pendant des siècles de manière indépendante et cela jusqu'à l'arrivée, en 1820, des troupes de Mohammed Ali, venues pour « intégrer » cette région au reste de l'Egypte. Leur culture a donc été préservée, mais pour combien de temps ?

Située sur l'ancienne route des caravanes menant vers le Darfour, la Libye, la vallée du Nil et vers la côte méditerranéenne, cette contrée offre au regard un paysage désertique, aux plaines de sable, alternant de façon trou-

blante avec une floraison quasi tropicale de 20 000 palmiers-dattiers, 40 000 oliviers irrigués par une centaine de sources ; il faut ajouter à cela la vision qu'offrent les lacs salés qui bordent l'oasis et lui donnent un côté surprenant et lunaire. Au-delà des zones irriguées, le sol est formé d'un mélange de sable et de sel parfaitement stérile, un avant-goût du désert. La plupart des sources sont en activité depuis les temps les plus reculés, certaines sont même célèbres depuis l'Antiquité comme la fontaine du Soleil, citée par Hérodote.

**A la frontière libyenne, à 300 kilomètres de la côte et à 900 du Caire, l'oasis de Siwa demeure à l'écart du reste de l'Egypte et à l'abri du modernisme qui l'atteint aujourd'hui. A visiter avant qu'elle ne change.**

biants avec une floraison quasi tropicale de 20 000 palmiers-dattiers, 40 000 oliviers irrigués par une centaine de sources ; il faut ajouter à cela la vision qu'offrent les lacs salés qui bordent l'oasis et lui donnent un côté surprenant et lunaire. Au-delà des zones irriguées, le sol est formé d'un mélange de sable et de sel parfaitement stérile, un avant-goût du désert. La plupart des sources sont en activité depuis les temps les plus reculés, certaines sont même célèbres depuis l'Antiquité comme la fontaine du Soleil, citée par Hérodote.

des choses au sein du foyer, élève ses enfants comme elle l'entend et tient les cordons de la bourse. Il ne faut pas oublier non plus que la production des poteries et celle des bijoux ainsi que toute la production de vannerie comme la broderie des textiles et du cuir sont exclusivement du ressort des femmes. Les techniques se transmettent de mère en fille : l'art de



faire le pain ou de préparer les repas constitue la base de l'éducation des filles avant le mariage.

« La vie a changé trop vite, grommelle Ahmed. Avant, les maisons étaient beaucoup plus belles, construites avec des troncs de palmier pour les fondations et du pisé pour les murs. Aujourd'hui, on rapporte de la brique de Matrouh. Les jeunes veulent quitter le village pour trouver de meilleurs emplois et ils se mettent à porter des jeans comme dans les films de la télévision. Ils ne veulent plus se marier à des filles d'ici parce qu'elles ne peuvent pas sortir de l'oasis. »

**Plus jamais de famine**

Ce trop-plein de modernisme qui secoue Siwa depuis quelques années, tant critiqué par les Siwili, n'a pas que des mauvais côtés. On a construit un petit hôpital, agrandi les écoles où l'on peut même assister à des cours d'anglais. La présence des militaires postés dans les camps aux alentours de l'oasis fait que plus jamais il n'y aura de famine comme il y a quatre ans, lorsque les pluies avaient complètement isolé l'oasis, les routes étant

impraticables. Des hélicoptères avaient dû larguer des vivres en attendant les secours.

Le maire de Siwa et directeur de l'unique hôtel, *La Sirène de l'oasis*, terminé il y a six mois à peine, semble ravi de la tournure que prennent les choses surtout en ce qui concerne le tourisme... « L'Etat a deux grandes ambitions pour Siwa, tout d'abord l'agriculture et les travaux d'irrigation. Viennent ensuite le développement de quelques carrières de marbre et l'amélioration de la scolarité des enfants, filles et garçons — il ne faut pas oublier que la plupart des gens ne parlent que le siwili, — tout cela pour que l'oasis devienne réellement une province de l'Egypte, elle a trop souvent été oubliée... » Faut-il le préciser, le maire de Siwa n'est pas du village, il vient de Matrouh, comme le dentiste, les deux médecins et la plupart des enseignants.

Pour l'instant, il semble que les premières ambitions de développement se résument au mot tourisme. Pour des voyageurs en quête d'exotisme. Une autre vision de l'Egypte, une halte sur la route des oasis de Bahariyah et Farafra. Des kilomètres de piste dans le désert. Pourtant, il n'est pas simple d'accéder à ces routes.

Les demandes de permis sont longues, zones militaires obligent, conséquence directe de la proximité de la Libye. Des touristes s'aventurent en car dans la région, pour voir avant qu'il ne soit trop tard les derniers vestiges de l'oasis. Ils passent la journée entre le « bain de Cléopâtre » et le « temple d'Alexandre », prennent deux ou trois photos de ces Egyptiens pas comme les autres (il est interdit de photographier les femmes) et repartent vers d'autres pyramides plus abordables.

Leonardo et Bettina Leopoldo, deux ethnologues américain et suisse, travaillent depuis six ans sur le site de l'oasis. C'est leur dernière année de recherche, qui se termine sur d'amères constatations : « Siwa, pour nous, c'est plus qu'un travail passionnant, c'est aussi toute une série de traditions condamnées à disparaître. Et c'est vraiment dommage que, par la force des choses, toute cette civilisation se résume à deux ou trois catalogues dans un musée. Siwa risque d'évoluer plus vite dans les cinq prochaines années qu'elle n'a évolué en cinq siècles... »

STÉPHANIE PARIGL

### Repères

Un permis est nécessaire à toute personne qui désire séjourner dans l'oasis de Siwa ; il est obtenu en un après-midi mais n'est valable que pour cinq nuits maximum. Aucune voiture particulière ne peut passer sans permis le poste-frontière sur la route de l'oasis. Il faut donc se déplacer en autobus ou en taxi collectif. Il faut compter plus de 900 kilomètres entre Le Caire et Siwa, dont 300 entre Matrouh et l'oasis. Si malgré tout vous préférez prendre votre voiture, il vous en coûtera un permis de plus !

Si vous préférez vous laisser guider, vous pouvez contacter l'agence Autrement l'Egypte. Sa formule « découverte de l'oasis » coûte 1 940 francs la semaine en demi-pension. Elle met à votre disposition un chauffeur et une voiture ou un taxi privé de Matrouh à Siwa. Ce forfait est valable du Caire au Caire avec une nuit à Matrouh. Autrement l'Egypte, 36, rue des Plantes, 75014 Paris, tél. : 45-39-93-30.



### → Salzbourg la romantique

Voyagez agréablement même en classe Touriste : places réservées, fauteuils plus larges, repas chauds, service raffiné. Austrian Airlines c'est vraiment différent ! Au départ d'Orly Sud, 2 vols par semaine (jeudi et dimanche à 11 h 35).

**AUSTRIAN AIRLINES**  
Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

10 JOURS EN MER ET AU SOLEIL  
À BORD DE L'ACHILLE LAURO :

**À PARTIR DE 8300 F\***

EXCEPTIONNEL EN MAI AU DÉPART DE CANNES RENSEIGNEZ-VOUS VITE !

3 FORMULES DE CROISIÈRES EN MÉDITERRANÉE ET DANS L'ATLANTIQUE : ITALIE-ÉGYPTE-ISRAËL-GRÈCE  
ITALIE-GRÈCE-TURQUIE • ITALIE-ESPAGNE-MAROC

GRATUIT : Demandez le catalogue des croisières sur l'Achille Lauro et choisissez votre date de départ : Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_ Tél. (facultatif) \_\_\_\_\_

\*Ce prix comprend la croisière en basse saison en pension complète pour une personne, en cabine double intérieure, douche et W.C. privés. Ce prix comprend également le pré-acheminement en chemin de fer jusqu'au port et vice-versa ainsi que l'assurance annulation.

REMPLISSEZ, DÉCOUPEZ ET RENVOYEZ CE BÓN À VOTRE AGENT DE VOYAGES OU À BUREAU SERVICE CROISIÈRES, 3, BD DES CAPUCINES 75002 PARIS (1) 42.66.34.66

## ASTOR

LE PLUS MODERNE DES PAQUEBOTS DE CROISIÈRE  
ARRIVE EN MÉDITERRANÉE

Un chef-d'œuvre de technologie, une réussite esthétique : ASTOR, dernier-né des navires de croisière, vous invite à inaugurer son entrée en Méditerranée avec ses croisières de printemps.

Sa mise en service en février 1987 répond à une attente : il sera la seule unité neuve sur le marché français du tourisme. 21 000 tonnes, 176 mètres, il peut recevoir 600 passagers dans un confort absolu et une sécurité totale. Sur ASTOR, toutes les cabines ont en commun air conditionné réglable, équipements sanitaires privés (lavabos, douches, WC), télévision couleur et circuit vidéo, téléphone privé, radio stéréo. Elles sont meublées avec goût et décorées avec élégance. Superbe cuisine où seront confrontés les mets les plus fins et les vins les mieux choisis.

Ce palace flottant est, par la finesse, la hardiesse, la pureté de ses lignes, unique. Astor possède, en outre, les plus hauts standards en matière de technique et de sécurité ; il est en avance sur son temps.

En armant le navire à Port-Louis, à l'île Maurice, les affruteurs ont choisi un personnel de langue française, à la gentillesse et à l'amabilité légendaires.

### PROMOTION SPÉCIALE

CROISIÈRE 002	CROISIÈRE 003	CROISIÈRE 004																																																																																																																																																																																																																
Italie-Grèce	Italie-Grèce	Italie-Grèce																																																																																																																																																																																																																
Touriste-Yougoslavie	Touriste-Yougoslavie	Touriste-Yougoslavie																																																																																																																																																																																																																
<table border="1"><thead><tr><th>Port</th><th>Dates</th><th>De</th><th>À</th><th>Prix</th></tr></thead><tbody><tr><td>Venise (Italie)</td><td>11 mai</td><td>11 mai</td><td>18 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Naples (Italie)</td><td>12 mai</td><td>12 mai</td><td>19 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Athènes (Grèce)</td><td>13 mai</td><td>13 mai</td><td>20 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Corinthe (Grèce)</td><td>14 mai</td><td>14 mai</td><td>21 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Mytilène (Grèce)</td><td>15 mai</td><td>15 mai</td><td>22 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Salonique (Grèce)</td><td>16 mai</td><td>16 mai</td><td>23 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Constantinople (Turquie)</td><td>17 mai</td><td>17 mai</td><td>24 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Corinthe (Grèce)</td><td>18 mai</td><td>18 mai</td><td>25 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Mytilène (Grèce)</td><td>19 mai</td><td>19 mai</td><td>26 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Salonique (Grèce)</td><td>20 mai</td><td>20 mai</td><td>27 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Constantinople (Turquie)</td><td>21 mai</td><td>21 mai</td><td>28 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Corinthe (Grèce)</td><td>22 mai</td><td>22 mai</td><td>29 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Mytilène (Grèce)</td><td>23 mai</td><td>23 mai</td><td>30 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Salonique (Grèce)</td><td>24 mai</td><td>24 mai</td><td>31 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Constantinople (Turquie)</td><td>25 mai</td><td>25 mai</td><td>1 juin</td><td>1200</td></tr></tbody></table>	Port	Dates	De	À	Prix	Venise (Italie)	11 mai	11 mai	18 mai	1200	Naples (Italie)	12 mai	12 mai	19 mai	1200	Athènes (Grèce)	13 mai	13 mai	20 mai	1200	Corinthe (Grèce)	14 mai	14 mai	21 mai	1200	Mytilène (Grèce)	15 mai	15 mai	22 mai	1200	Salonique (Grèce)	16 mai	16 mai	23 mai	1200	Constantinople (Turquie)	17 mai	17 mai	24 mai	1200	Corinthe (Grèce)	18 mai	18 mai	25 mai	1200	Mytilène (Grèce)	19 mai	19 mai	26 mai	1200	Salonique (Grèce)	20 mai	20 mai	27 mai	1200	Constantinople (Turquie)	21 mai	21 mai	28 mai	1200	Corinthe (Grèce)	22 mai	22 mai	29 mai	1200	Mytilène (Grèce)	23 mai	23 mai	30 mai	1200	Salonique (Grèce)	24 mai	24 mai	31 mai	1200	Constantinople (Turquie)	25 mai	25 mai	1 juin	1200	<table border="1"><thead><tr><th>Port</th><th>Départ</th><th>Arrivée</th><th>Prix</th></tr></thead><tbody><tr><td>Venise (Italie)</td><td>11 mai</td><td>18 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Naples (Italie)</td><td>12 mai</td><td>19 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Athènes (Grèce)</td><td>13 mai</td><td>20 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Corinthe (Grèce)</td><td>14 mai</td><td>21 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Mytilène (Grèce)</td><td>15 mai</td><td>22 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Salonique (Grèce)</td><td>16 mai</td><td>23 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Constantinople (Turquie)</td><td>17 mai</td><td>24 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Corinthe (Grèce)</td><td>18 mai</td><td>25 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Mytilène (Grèce)</td><td>19 mai</td><td>26 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Salonique (Grèce)</td><td>20 mai</td><td>27 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Constantinople (Turquie)</td><td>21 mai</td><td>28 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Corinthe (Grèce)</td><td>22 mai</td><td>29 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Mytilène (Grèce)</td><td>23 mai</td><td>30 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Salonique (Grèce)</td><td>24 mai</td><td>31 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Constantinople (Turquie)</td><td>25 mai</td><td>1 juin</td><td>1200</td></tr></tbody></table>	Port	Départ	Arrivée	Prix	Venise (Italie)	11 mai	18 mai	1200	Naples (Italie)	12 mai	19 mai	1200	Athènes (Grèce)	13 mai	20 mai	1200	Corinthe (Grèce)	14 mai	21 mai	1200	Mytilène (Grèce)	15 mai	22 mai	1200	Salonique (Grèce)	16 mai	23 mai	1200	Constantinople (Turquie)	17 mai	24 mai	1200	Corinthe (Grèce)	18 mai	25 mai	1200	Mytilène (Grèce)	19 mai	26 mai	1200	Salonique (Grèce)	20 mai	27 mai	1200	Constantinople (Turquie)	21 mai	28 mai	1200	Corinthe (Grèce)	22 mai	29 mai	1200	Mytilène (Grèce)	23 mai	30 mai	1200	Salonique (Grèce)	24 mai	31 mai	1200	Constantinople (Turquie)	25 mai	1 juin	1200	<table border="1"><thead><tr><th>Port</th><th>Départ</th><th>Arrivée</th><th>Prix</th></tr></thead><tbody><tr><td>Venise (Italie)</td><td>11 mai</td><td>18 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Naples (Italie)</td><td>12 mai</td><td>19 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Athènes (Grèce)</td><td>13 mai</td><td>20 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Corinthe (Grèce)</td><td>14 mai</td><td>21 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Mytilène (Grèce)</td><td>15 mai</td><td>22 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Salonique (Grèce)</td><td>16 mai</td><td>23 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Constantinople (Turquie)</td><td>17 mai</td><td>24 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Corinthe (Grèce)</td><td>18 mai</td><td>25 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Mytilène (Grèce)</td><td>19 mai</td><td>26 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Salonique (Grèce)</td><td>20 mai</td><td>27 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Constantinople (Turquie)</td><td>21 mai</td><td>28 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Corinthe (Grèce)</td><td>22 mai</td><td>29 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Mytilène (Grèce)</td><td>23 mai</td><td>30 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Salonique (Grèce)</td><td>24 mai</td><td>31 mai</td><td>1200</td></tr><tr><td>Constantinople (Turquie)</td><td>25 mai</td><td>1 juin</td><td>1200</td></tr></tbody></table>	Port	Départ	Arrivée	Prix	Venise (Italie)	11 mai	18 mai	1200	Naples (Italie)	12 mai	19 mai	1200	Athènes (Grèce)	13 mai	20 mai	1200	Corinthe (Grèce)	14 mai	21 mai	1200	Mytilène (Grèce)	15 mai	22 mai	1200	Salonique (Grèce)	16 mai	23 mai	1200	Constantinople (Turquie)	17 mai	24 mai	1200	Corinthe (Grèce)	18 mai	25 mai	1200	Mytilène (Grèce)	19 mai	26 mai	1200	Salonique (Grèce)	20 mai	27 mai	1200	Constantinople (Turquie)	21 mai	28 mai	1200	Corinthe (Grèce)	22 mai	29 mai	1200	Mytilène (Grèce)	23 mai	30 mai	1200	Salonique (Grèce)	24 mai	31 mai	1200	Constantinople (Turquie)	25 mai	1 juin	1200
Port	Dates	De	À	Prix																																																																																																																																																																																																														
Venise (Italie)	11 mai	11 mai	18 mai	1200																																																																																																																																																																																																														
Naples (Italie)	12 mai	12 mai	19 mai	1200																																																																																																																																																																																																														
Athènes (Grèce)	13 mai	13 mai	20 mai	1200																																																																																																																																																																																																														
Corinthe (Grèce)	14 mai	14 mai	21 mai	1200																																																																																																																																																																																																														
Mytilène (Grèce)	15 mai	15 mai	22 mai	1200																																																																																																																																																																																																														
Salonique (Grèce)	16 mai	16 mai	23 mai	1200																																																																																																																																																																																																														
Constantinople (Turquie)	17 mai	17 mai	24 mai	1200																																																																																																																																																																																																														
Corinthe (Grèce)	18 mai	18 mai	25 mai	1200																																																																																																																																																																																																														
Mytilène (Grèce)	19 mai	19 mai	26 mai	1200																																																																																																																																																																																																														
Salonique (Grèce)	20 mai	20 mai	27 mai	1200																																																																																																																																																																																																														
Constantinople (Turquie)	21 mai	21 mai	28 mai	1200																																																																																																																																																																																																														
Corinthe (Grèce)	22 mai	22 mai	29 mai	1200																																																																																																																																																																																																														
Mytilène (Grèce)	23 mai	23 mai	30 mai	1200																																																																																																																																																																																																														
Salonique (Grèce)	24 mai	24 mai	31 mai	1200																																																																																																																																																																																																														
Constantinople (Turquie)	25 mai	25 mai	1 juin	1200																																																																																																																																																																																																														
Port	Départ	Arrivée	Prix																																																																																																																																																																																																															
Venise (Italie)	11 mai	18 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Naples (Italie)	12 mai	19 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Athènes (Grèce)	13 mai	20 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Corinthe (Grèce)	14 mai	21 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Mytilène (Grèce)	15 mai	22 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Salonique (Grèce)	16 mai	23 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Constantinople (Turquie)	17 mai	24 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Corinthe (Grèce)	18 mai	25 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Mytilène (Grèce)	19 mai	26 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Salonique (Grèce)	20 mai	27 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Constantinople (Turquie)	21 mai	28 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Corinthe (Grèce)	22 mai	29 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Mytilène (Grèce)	23 mai	30 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Salonique (Grèce)	24 mai	31 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Constantinople (Turquie)	25 mai	1 juin	1200																																																																																																																																																																																																															
Port	Départ	Arrivée	Prix																																																																																																																																																																																																															
Venise (Italie)	11 mai	18 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Naples (Italie)	12 mai	19 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Athènes (Grèce)	13 mai	20 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Corinthe (Grèce)	14 mai	21 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Mytilène (Grèce)	15 mai	22 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Salonique (Grèce)	16 mai	23 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Constantinople (Turquie)	17 mai	24 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Corinthe (Grèce)	18 mai	25 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Mytilène (Grèce)	19 mai	26 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Salonique (Grèce)	20 mai	27 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Constantinople (Turquie)	21 mai	28 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Corinthe (Grèce)	22 mai	29 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Mytilène (Grèce)	23 mai	30 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Salonique (Grèce)	24 mai	31 mai	1200																																																																																																																																																																																																															
Constantinople (Turquie)	25 mai	1 juin	1200																																																																																																																																																																																																															

14 jours à partir de 10 710 F - préacheminement inclus depuis les principales villes de France.

### 10 % DE RÉDUCTION SUPPLÉMENTAIRE

pour inscription avant le 28 mars

Profitez de cette offre spéciale, adressez votre coupon à :

Sélection tourisme  
BP 824 - 73008 CHAMBERY CEDEX  
Téléphone : 79-85-00-64 — Téléc : 309708

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_



## JEUX

26

## échecs

N° 1221

## DANS LA BRÈCHE

Tournoi international de Reykjavik, 1987

Blancs : M. TAL

Noirs : V. KORCHNOI

Partie classique, système ouvert.

1. d4 2. Cf3 3. Fc4 4. Fd3 5. e4 6. Fc3 7. Fb3 8. d5 9. c4 10. g3 11. Fxh6 12. cxd4 13. Cd4 14. Fd3 15. d2 16. Td1 17. Fd3 18. h3 19. Ch2 20. Dd1 21. Dd2 22. Dd3 23. Dd4 24. Dd5 25. Dd6 26. Dd7 27. Dd8 28. Dd9 29. Dd10

31. Dd11 32. Dd12 33. Dd13 34. Dd14 35. Dd15 36. Dd16 37. Dd17 38. Dd18 39. Dd19 40. Dd20 41. Dd21 42. Dd22 43. Dd23 44. Dd24 45. Dd25 46. Dd26 47. Dd27 48. Dd28 49. Dd29 50. Dd30

## NOTES

a) 9. g3 et 9. Dd2 sont les variantes principales du « système ouvert ». Le développement du C-D est une des armes dont Karpov se servit en 1978 et en 1981 pour reprendre Korchnoi au

coeur des deux matches de championnat du monde.

b) 10... Fg4; 11. Fg2, Fg7 ou Dd7 est également jouable alors que la suite 10... g5 est vraiment à déconseiller comme le démontre Karpov (initialement partie du match de 1978) contre Korchnoi : 11. Dd2, Fg7; 12. Cd4, Cx6; 13. d4, Cx7; 14. f5, g4; 15. Cx5; 16. Cx6; 17. Dd7; 18. Fd3; 19. Dd2; 20. Dd3; 21. Dd4; 22. Dd5; 23. Dd6; 24. Dd7; 25. Dd8; 26. Dd9; 27. Dd10; 28. Dd11; 29. Dd12; 30. Dd13; 31. Dd14; 32. Dd15; 33. Dd16; 34. Dd17; 35. Dd18; 36. Dd19; 37. Dd20; 38. Dd21; 39. Dd22; 40. Dd23; 41. Dd24; 42. Dd25; 43. Dd26; 44. Dd27; 45. Dd28; 46. Dd29; 47. Dd30

c) Karpov essaya 11. Cg5 mais son adversaire répondit prudemment 11... dxc3. On joue moins souvent aujourd'hui 11. cxd4.

d) Dans la quatrième partie de Mikaelson, 1981, Korchnoi échangea les C par 14... Cx3; et tomba dans de grandes difficultés après 15. Dd3, 0-0; 16. Td1, Dd8; 17. Cx5; 18. Fx6; 19. Dd4; 20. Td4; 21. Dd5; 22. Dd6; 23. Dd7; 24. Dd8; 25. Dd9; 26. Dd10; 27. Dd11; 28. Dd12; 29. Dd13; 30. Dd14; 31. Dd15; 32. Dd16; 33. Dd17; 34. Dd18; 35. Dd19; 36. Dd20; 37. Dd21; 38. Dd22; 39. Dd23; 40. Dd24; 41. Dd25; 42. Dd26; 43. Dd27; 44. Dd28; 45. Dd29; 46. Dd30

e) Si 17... Dd8; 18. Cx6 avec la suite 18... Cx6; 19. Cxd4; 20. Dd7; 21. Dd8; 22. Dd9; 23. Dd10; 24. Dd11; 25. Dd12; 26. Dd13; 27. Dd14; 28. Dd15; 29. Dd16; 30. Dd17; 31. Dd18; 32. Dd19; 33. Dd20; 34. Dd21; 35. Dd22; 36. Dd23; 37. Dd24; 38. Dd25; 39. Dd26; 40. Dd27; 41. Dd28; 42. Dd29; 43. Dd30

f) Dans la partie précitée, la suite fut 19. Td1, g5; 20. Dd2 (menaçant 21. Cx4 comme 21. Ch4), Dd7; 21. Ch2 Tal reprend tout de suite l'idée de Karpov qui ouvre la colonne f tout en faisant passer le C-R en g4.

g) La T-R doit rester sur la colonne f tandis que la D doit passer sur l'aile - R.

h) Essayant d'échanger le plus possible de figures afin de diminuer l'offensive sur l'aile - R.

i) Une excellente idée défensive : la T-D vient protéger le R via e6-g6.

j) Tal a concentré le maximum de forces (D+T+deux C) mais le roque des Noirs est solide.

k) Ser 27... Cx6; la riposte 28. Dd1 est forte mais les Noirs peuvent répondre 28... Cx2 menaçant mat en g2. Après 28... Cx2, le C noir reste en prise sans peine du mat Td8. Si 29... Dd3; 30. Dd2 et si 29... Cx3; 30. Dd3.

l) Si 29... b4; 30. Dd5, Ff8; 31. Td1.

m) Cette triple attaque du pion g5 semble égaliser les chances des Noirs.

n) 32... Td6 était suffisant.

o) Ici encore 33... Td6 suivi de la prise du pion g4 était nécessaire. Cet affaiblissement du rempart du R noir donne à Tal quelques brillantes idées de sacrifice.

p) Menace 36. Cx65 et 36. Txf7+.

q) Forcé. Si 36... Rb5; 39. Td7 mat.

r) Si 39... Rg5; 40. Dd2 mat.

s) Si 40... Rb3; 41. Dd2.

t) La plus précise : si 41. Dd3+, Rb4; 42. Td2; 43. Td2, Dd5.

u) On 42. Td7 avec gain.

v) Si 42... Rg5; 43. Dd3+ etc.

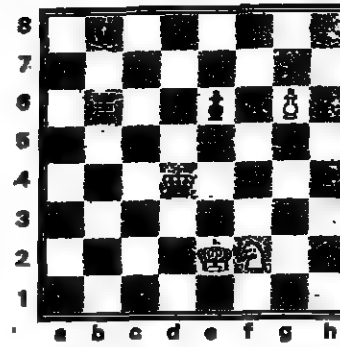
w) Les Noirs pourraient abandonner ici, le gain des Blancs ne posant aucun problème.

Solution de l'étude n° 1220. A. Yousoupov et L. Kriclav, 1960. (Blancs : Rf1, Td4 et f6, Fg4. Noirs : Rf8, Ch4 et f5, Fg4, e2, h3. Nulle.)

1. Rf2, f1+D+1; 2. Rf1, h2; 3. Rf2, Cx6; 4. Txf7+, Rg5 (parant 5. Td5+ et 6. Td6); 5. Td6+, Rb3; 6. Rb2, h1+D; 7. Td5+, Rb2 (si 7... Cx6; 8. Td4+); 8. Td6 (non 8. Td4+; 9. Td4, Rb3); 9. Td5+ mat.

## ÉTUDE N° 1221

G. NADAREICHVILI (1961)



BLANCS (3) : Rf2, Cf2, Fg6.

NOIRS (4) : Rb4, Td6, Fd8, P66.

Les Blancs jouent et font nulle.

CLAUDE LEMONE.

## bridge

N° 1219

## STRATÉGIE POUR SURVIVRE

Un bon piège est souvent la meilleure façon de gagner un contrat infaisable comme le prouve cette donne.

Am. : N. don. Tons vein.

Ouest Nord Est Sud

1. 1093 2. 1093 3. 1093 4. 1093

5. 1093 6. 1093 7. 1093 8. 1093

9. 1093 10. 1093 11. 1093 12. 1093

13. 1093 14. 1093 15. 1093 16. 1093

17. 1093 18. 1093 19. 1093 20. 1093

21. 1093 22. 1093 23. 1093 24. 1093

25. 1093 26. 1093 27. 1093 28. 1093

29. 1093 30. 1093 31. 1093 32. 1093

33. 1093 34. 1093 35. 1093 36. 1093

37. 1093 38. 1093 39. 1093 40. 1093

41. 1093 42. 1093 43. 1093 44. 1093

45. 1093 46. 1093 47. 1093 48. 1093

49. 1093 50. 1093 51. 1093 52. 1093

53. 1093 54. 1093 55. 1093 56. 1093

57. 1093 58. 1093 59. 1093 60. 1093

61. 1093 62. 1093 63. 1093 64. 1093

65. 1093 66. 1093 67. 1093 68. 1093

69. 1093 70. 1093 71. 1093 72. 1093

73. 1093 74. 1093 75. 1093 76. 1093

77. 1093 78. 1093 79. 1093 80. 1093

81. 1093 82. 1093 83. 1093 84. 1093

85. 1093 86. 1093 87. 1093 88. 1093

89. 1093 90. 1093 91. 1093 92. 1093

93. 1093 94. 1093 95. 1093 96. 1093

97. 1093 98. 1093 99. 1093 100. 1093

Am. : N. don. Tons vein.

Ouest Nord Est Sud

1. 1093 2. 1093 3. 1093 4. 1093

5. 1093 6. 1093 7. 1093 8. 1093

9. 1093 10. 1093 11. 1093 12. 1093

13. 1093 14. 1093 15. 1093 16. 1093

17. 1093 18. 1093 19. 1093 20. 1093

21. 1093 22. 1093 23. 1093 24. 1093

25. 1093 26. 1093 27. 1093 28. 1093

29. 1093 30. 1093 31. 1093 32. 1093

33. 1093 34. 1093 35. 1093 36. 1093

37. 1093 38. 1093 39. 1093 40. 1093

41. 1093 42. 1093 43. 1093 44. 1093

45. 1093 46. 1093 47. 1093 48. 1093

49. 1093 50. 1093 51. 1093 52. 1093

53. 1093 54. 1093 55. 1093 56. 1093

57. 1093 58. 1093 59. 1093 60. 1093

61. 1093 62. 1093 63. 1093 64. 1093

65. 1093 66. 1093 67. 1093 68. 1093

69. 1093 70. 1093 71. 1093 72. 1093

73. 1093 74. 1093 75. 1093 76. 1093

77. 1093 78. 1093 79. 1093 80. 1093

81. 1093 82. 1093 83. 1093 84. 1093

85. 1093 86. 1093 87. 1093 88. 1093

89. 1093 90. 1093 91. 1093 92. 1093

93. 1093 94. 1093 95. 1093 96. 1093

97. 1093 98. 1093 99. 1093 100. 1093

ATOUT qui était théoriquement infaisable ?

Réponse :

A moins d'un blocage à Cœur, les adversaires ont au moins cinq levés à prendre (FAs de Carreau et quatre ou cinq Cœurs). Comment les empêcher ? Une ligne de jeu, qui peut parfois réussir, est de réaliser la couleur longue en espérant que sur les cinq Trèfles un adversaire défendra peut-être un Cœur. Une autre solution consiste à jouer tout de suite le 2 de Carreau du mort en espérant que si Est à A 10 xx à Carreau il ne se précipitera pas sur l'As pour contre-attaquer Cœur. La meilleure façon de voler la manche est cependant de jeter simplement la Dame de Pique sur l'As de Pique et de jouer Carreau. Si l'adversaire prend immédiatement avec l'As de

Carreau il aura tendance à continuer Pique en pensant que Sud a cessé 3 SA avec seulement Dame Valet de Pique secs.

Il y a même d'autres possibilités si par exemple Ouest a l'As de Carreau, il peut espérer, à la vue du mort, que Est ait le Roi de Trèfle et que Sud détienne Roi Dame de Pique secs.

En tout cas, dans la donne réelle, Est a pris avec l'As de Carreau et il s'est empressé de rejouer Pique en espérant que Ouest avait à l'origine R 8 7 4 3 2 à Pique.

La deuxième reprise

Il faut faire preuve d'imagination pour utiliser les richesses d'un mort qui n'a plus l'air d'être accessible.

C'est le cas dans cette donne que le champion Pierre Nicolas utilise comme donne préparée pour ses élèves.

ADV7

A85

764

V84

R10985432

N

O

E

S

107653

6

743

ARDV109

ARD

Am. : O. don. E.O. vein.

Ouest Nord Est Sud

1. 1093 2. 1093 3. 1093 4. 1093

5. 1093 6. 1093 7. 1093 8. 1093

9. 1093 10. 1093 11. 1093 12. 1093

13. 1093 14. 1093 15. 1093 16. 1093

17. 1093 18. 1093 19. 1093 20. 1093

21. 1093 22. 1093 23. 1093 24. 1093

25. 1093 26. 1093 27. 1093 28. 1093

29. 1093 30. 1093 31. 1093 32. 1093

33. 1093 34. 1093 35. 1093 36. 1093

37. 1093 38. 1093 39. 1093 40. 1093

41. 1093 42. 1093 43. 1093 44. 1093

45. 1093 46. 1093 47. 1093 48. 1093

49. 1093 50. 1093 51. 1093 52. 1093

53. 1093 54. 1093 55. 1093 56. 1093

57. 1093 58. 1093 59. 1093 60. 1093

61. 1093 62. 1093 63. 1093 64. 1093

65. 1093 66. 1093 67. 1093 68. 1093

69. 1093 70. 1093 71. 1093 72. 1093

73. 1093 74. 1093 75. 1093 76. 1093

77. 1093 78. 1093 79. 1093 80. 1093

81. 1093 82. 1093 83. 1093 84. 1093

85. 1093 86. 1093 87. 1093 88. 1093

89. 1093 90. 1093 91. 1093 92. 1093

93. 1093 94. 1093 95. 1093 96. 1093

97. 1093 98. 1093 99. 1093 100. 1093

Am. : O. don. E.O. vein.

Ouest Nord Est Sud

1. 1093 2. 1093 3. 1093 4. 1093

5. 1093 6. 1093 7. 1093 8. 1093

9. 1093 10. 1093 11. 1093 12. 1093

13. 1093 14. 1093 15. 1093 16. 1093

17. 1093 18. 1093 19. 1093 20. 1093

21. 1093 22. 1093 23. 1093 24. 1093

25. 1093 26. 1093 27. 1093 28. 1093

29. 1093 30. 1093 31. 1093 32. 1093

33. 1093 34. 1093 35. 1093 36. 1093

37. 1093 38. 1093 39. 1093 40. 1093

41. 1093 42. 1093 43. 1093 44. 1093

45. 1093 46. 1093 47. 1093 48. 1093

49. 1093 50. 1093 51. 1093 52. 1093

53. 1093 54. 1093 55. 1093 56. 1093

57. 1093 58. 1093 59. 1093 60. 1093

61. 1093 62. 1093 63. 1093 64. 1093

65. 1093 66. 1093 67. 1093 68. 1093

69. 1093 70. 1093 71. 1093 72. 1093

73. 1093 74. 1093 75. 1093 76. 1093

77. 1093 78. 1093 79. 1093 80. 1093

81. 1093 82. 1093 83. 1093 84. 1093

85. 1093 86. 1093 87. 1093 88. 1093

89. 1093 90. 1093 91. 1093 92. 1093

93. 1093 94. 1093 95. 1093 96. 1093

97. 1093 98. 1093 99. 1093 100. 1093

Le championnat d'Europe

Il aura lieu en Grande-Bretagne, à Brighton, du 1<sup>er</sup> au 15 août 1987, avec la participation d'une vingtaine de pays. Les précédents vainqueurs avaient été les Autrichiens dans la catégorie open et les Français chez les Dames.

PHILIPPE BRUGNON.

## dames

N° 298

## AVEC PANACHE

Championnat de France, 1986 (Dax)

Blancs : D. Isenhardt (Bergesheim)

Noirs : J. Meunier (Périgord)

Ouverture : Naphthi

1. 33-28 2. 33-28 3. 33-28 4. 33-28 5. 33-28 6. 33-28 7. 33-28 8. 33-28 9. 33-28 10. 33-28 11. 33-28 12. 33-28 13. 33-28 14. 33-28 15. 33-28 16. 33-28 17. 33-28 18. 33-28 19. 33-28 20. 33-28 21. 33-28 22. 33-28 23. 33-28 24. 33-28 25. 33-28 26. 33-28 27. 33-28 28. 33-28 29. 33-28 30. 33-28 31. 33-28 32. 33-28 33. 33-28 34. 33-28 35. 33-28 36. 33-28 37. 33-28 38. 33-28 39. 33-28 40. 33-28 41. 33-28 42. 33-28 43. 33-28 44. 33-28 45. 33-28 46. 33-28 47. 33-28 48. 33-28 49. 33-28 50. 33-28 51. 33-28 52. 33-28 53. 33-28 54. 33-28 55. 33-28 56. 33-28 57. 33-28 58. 33-28 59. 33-28 60. 33-28 61. 33-28 62. 33-28 63. 33-28 64. 33-28 65. 33-28 66. 33-28 67. 33-28 68. 33-28 69. 33-28 70. 33-28 71. 33-28 72. 33-28 73. 33-28 74. 33-28 75. 33-28 76. 33-28 77. 33-28 78. 33-28 79. 33-28 80. 33-28 81. 33-28 82. 33-28 83. 33-28 84. 33-28 85. 33-28 86. 33-28 87. 33-28 88. 33-28 89. 33-28 90. 33-28 91. 33-28 92. 33-28 93. 33-28 94. 33-28 95. 33-28 96. 33-28 97. 33-28 98. 33-28 99. 33-28 100. 33-28

## NOTES

a) Le GMI soviétique Tchegolev, champion du monde, restait sans crainte, dans son style agressif, dans la voie de la recherche de brillantes combinaisons. 2. 31-26, comme contre le grand maître Mogiljanski au tournoi de Minsk de septembre 1985 : 2... (20-24) : 3. 26-17 (11-33) : 4. 38-20 (15-24) : 5. 32-28 (6-11) : 6. 43-38 (11-17) : 7. 39-33 (18-23) : 8. 49-43 (23-32) : 9. 37-28, etc.

b) Au championnat de France, 1986 (Dax), le maître Nimbi (Paris) joua 2... (20-25) contre le maître Dubois (Villeneuve), et le tout début fut : 3. 39-33 (21-26) : 4. 44-39 (16-21) : 5. 50-44 (11-16) : 6. 37-32 (26-37) : 7. 42-31 (21-26) : 8. 47-42 (26-37) : 9. 42-31 (19-23) : 10. 28-19 (14-23), etc.

c) On l'attaque frontale 3... (17-22) : 4. 28-17 (11-22) puis poursuite à un rythme d'alternance (alternance des phases actives et des phases d'attente), comme dans la partie Wiersma-Spoelstra, à Tilburg, septembre 1986 : 5. 44-39 (12-18) : 6. 38-32 (7-12) : 7. 42-38 (19-24) : 8. 47-42 (22-27) : 9. 31-22 (18-27) : 10. 32-21 (26-37) : 11. 37-32 (16-21) : 12. 32-28 (21-26) : 13. 50-44 (17-22) : 14. 28-17 (12-21) : 15. 36-31 (26-37) : 16. 41-32 (19-23) : 17. 42-37 (20-25) : 18. 29-20 (25-14) : 19. 35-30, etc.

d) A envisager également avec intérêt 3... (16-21) : 4. 44-39 (11-16) : 5. 37-32 (26-37) : 6. 42-31 (6-11) : 7. 47-42 (26-37) : 8. 42-31 (6-11) : 9. 30-44 (15-24) : 10. 48-42 (20-24) : 11. 29-20 (15-24) : 12. 41-37 (10-15) : 13. 46-41 (16-21), etc. (E. Altshol-Lewina, championnat du monde, Moscou, 1986, Camex).

d) On le silence par 4... (16-21), qui offre des perspectives d'envoloppement de l'aile gauche adverse.

e) Puisant développement de l'aile gauche à l'instant où les Noirs manquent d'assise sur leur aile droite.

f) Contre-attaque de flanc qui valorise la présence d'un pion d'encadrement à 22.

g) 14... (2-7) aussi puisque le coup de démine pour les Blancs serait négatif : 15. 31-27 (22-31) : 16. 28-23 (19-37) : 17. 38-32 (37-28) : 18. 33-22 (1-7) : 19. 2x11 (16-7), prise de la dame, N+1.

h) Les Noirs ont atteint leur premier objectif de neutralisation du flanc gauche adverse. Mais les Blancs vont réagir avec vigueur.

i) Brise l'encadrement tout en se replaçant à la case contraindre 2L.

j) 25. 28-22 s'est qu'il n'est pas.

k) Sur l'attaque 27. 34-30, le collage par 27... (35-40) pour aller à dame provoquerait de très douloureuses conséquences : 28. 30-10 (40-49) : 29. 37-31 (temps de repos) (5-14) : 30. 38-33 (49-27) : 31. 31-22 (les Blancs pressent trois pions, dont la dame), etc., 8+ par supériorité numérique.

l) L'encadrement trois continuations : 30. (12-18) ou 31. 38-22 (27-29) : 32. 34-33, dame, +. De même 30... (12-19) : 31. 28-23 (19-28) : 32. 33-13, raffe quatre pions, +. Enfin 30... (12-18) : 31. 28-23 (17-28) : 32. 33-11, raffe quatre pions, +.

m) Le meilleur.

n) Ex-champion de France, candidat-maître international, le conducteur des Blancs concrétise avec panache, son avantage positionnel par un mouvement de gain de pion.

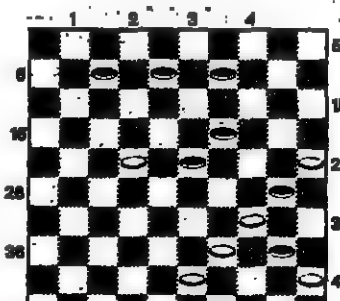
o) L'exploitation d'un temps de repos.

p) Autre point acéré du mouvement à variations.

q) Si 35... (27-18) : 36. 29-24 (20-29) : 37. 34-33, dame et + radical.

r) B+1.

Problème B. DEVAUCHELLE









# Le Monde

## SPORTS

JEUX OLYMPIQUES : les chantiers de Calgary

### La ruée vers l'or blanc

De 13 au 28 février 1988 auront lieu, à Calgary, les XV<sup>e</sup> Jeux olympiques d'hiver. La cité de l'Ouest canadien se prépare à accueillir sportifs et supporters. Pour cette fête, les « cow-boys » entrepreneurs qui animent le comité d'organisation ont construit patinoires et tremplins. Malgré les polémiques, ils espèrent que les JO aideront la deuxième ville de la province d'Alberta à retrouver sa puissance économique, minée depuis quelques mois par la crise pétrolière.

Calgary  
de notre envoyé spécial

A Calgary, le western bouscule la puissance financière héritée d'un riche sous-sol.

Fondée, il y a un siècle, au confluent de deux rivières, la cité du nord-ouest du Canada connaît sa première croissance avec l'arrivée des immigrants venus de tous les coins du globe à la conquête des grasses prairies. Elle conserve la traditionnelle foire agricole devenue au fil des ans le « stampede », le plus grand spectacle en plein air du monde, que les guides n'hésitent pas à vanter et qui attire, au début de juillet, un million de visiteurs passionnés par les rodéos et les courses de charlots.

Un boom important, quelque peu ralenti depuis que la crise du pétrole a mis un terme à une trop grande insouciance.

Face à cette menace de récession qui vient bouleverser les mentalités d'une ville de pionniers, Jerry Joynt, vice-président du comité d'organisation des XV<sup>e</sup> Jeux olympiques d'hiver, assure : « La situation économique actuelle n'est pas très bonne, c'est pourquoi les Jeux sont importants pour Calgary. » Il parle des emplois qui vont se créer, du « coup de projecteur » braqué sur la cité, qui va permettre aux activités de rebondir et de l'attrait des montagnes Rocheuses pour les touristes « amateurs d'or blanc ».

#### Les pionniers en quête de reconnaissance

Les Jeux comme remède à la crise, la solution paraît séduisante. Elle ne sera vérifiée cependant que dans un avenir lointain. Mais ce n'est pas la première motivation qui a poussé la ville de Calgary à entrer en compétition pour obtenir l'organisation des Jeux d'hiver. Vers la fin des années 50, une association pour le développement olympique de Calgary a vu le jour. « Les anciens pionniers voulaient obtenir une reconnaissance internationale de leur cité », explique un jeune ingénieur, en ajoutant que la municipalité de l'époque ne se donnait pas beaucoup de moyens pour cette ambition. Par trois fois, en 1964, 1968 et 1972, les

édiles n'ont pas réussi à faire accepter leur dossier par les instances du Comité international olympique.

Face à ces échecs, de nouveaux hommes sont apparus. Des dirigeants de sociétés, plus ambitieux, plus habitués aux combats entre firmes, ont relevé le drapeau. Des hommes comme Frank King, administrateur de plusieurs entreprises et également entraîneur de hockey lors de ses moments libres, se lancent avec un club dans la bataille. Ils obtiennent rapidement le soutien de la ville, de l'université, de la province, puis, en 1979, de l'Association

des intérêts de ces trois partenaires ont parfois modifié les projets du dossier de candidature.

« L'anneau de vitesse de 400 mètres, le premier au monde à être couvert, représente un investissement de près 40 millions de dollars (1 dollar canadien vaut 4,65 F) financé par le gouvernement du Canada », précise Jerry Joynt. Mais, en contrepartie, le gouvernement a exigé que cette immense patinoire, pouvant accueillir 40 000 spectateurs, soit située à proximité de l'université, afin que, les Jeux passés, l'équipement puisse

athlètes et l'hébergement prévu pour près de cinq mille journalistes, soient terminés avant la fin de l'année 1987. Selon les prévisions, les dépenses totales devraient atteindre 472 millions de dollars dont 122 affectés aux installations. Les recettes totales se chiffrent à 500 millions. Elles proviennent principalement des droits de télédiffusion qui devraient rapporter 328 millions grâce à un contrat passé par la chaîne américaine ABC pour s'assurer l'exclusivité. « Il s'agit du plus important contrat de télévision de tous les Jeux olympiques d'hiver et d'été confondus », précise Jerry Joynt.

En regard, la part attendue des sponsors officiels, qui bénéficient de la possibilité d'exploiter le sigle des Jeux (un flocon avec les C croisés de Canada et Calgary), semble modeste, avec 70 millions. Reste la vente des billets, qui doit rapporter 50 millions, mais qui a déjà provoqué bien des remous.

#### Des billets très recherchés

Plus de 1 600 000 billets devraient être à la disposition du public, dont les deux tiers à 25 dollars ou moins. Selon la règle libérale en vigueur, « premier arrivé, premier servi », les organisateurs ont commencé avec une certaine naïveté la vente en septembre dernier. Premiers écarts lorsque les habitants de la ville se sont aperçus que des agents distributeurs américains avaient rafié l'essentiel des places pour les compétitions reines en ce pays, à savoir le hockey et le patinage artistique. « Les habitants espéraient avoir naturellement accès au stade de hockey pour la finale », explique Hervé Collet, attaché olympique français à Calgary. Pas encore complètement sensibilisés aux Jeux, malgré les 800 000 visiteurs mensuels par le comité d'organisation, la population de la ville s'est sentie flouée par cette exclusion.

Mais la déception a aussi gagné les autres continents lorsque les organisateurs ont reconnu, la semaine dernière, qu'aucun billet n'avait été prévu pour les spectateurs non américains. « Ce n'est pas une compétition locale, c'est une compétition internationale, et nous devons en tenir compte », a reconnu le président Frank King en annonçant la création de 190 000 billets supplémentaires pour « satisfaire la clientèle d'outre-mer ».

A Calgary, les entrepreneurs descendants des pionniers ont peut-être construit les installations trop rapidement. Il est facile d'émettre de nouveaux billets, il est plus difficile d'installer de nouvelles places dans des stades.

SERGE BOLLOCH.

#### LES HEURES DU STADE

##### Basket-ball

Coupe d'Europe des clubs champions. Finale jeudi 2 avril à Lausanne entre Milan et Tel-Aviv.  
Championnat de France. Vingt et unième journée, samedi 28 mars.

##### Cyclisme

Critérium international de la route. Samedi 28 et dimanche 29 mars, à Antibes (TF 1, « Sports dimanche » à 14 h 20 : A 2, « Les Jeux du stade », le 28 à 14 h 50).

##### Football

Championnat de France. Vingt-neuvième journée, samedi 28 mars.  
Coupe de France. Seizième de finale, matches aller, mercredi 1<sup>er</sup> avril.

##### Hockey sur glace

Championnats du monde B. Avec l'équipe de France, jusqu'au dimanche 5 avril à Canazei (Italie).

##### Judo

Championnats de France masculin et féminin. Samedi 28 et dimanche 29 mars, au stade de Coulbertin (Paris-16<sup>e</sup>).

##### Lutte

Championnats de France de lutte libre et gréco-romaine. Samedi 28 mars à Nantes.

##### Motocyclisme

Championnat du monde de vitesse. Grand Prix du Japon, dimanche 29 mars à Suzuka.

##### Tennis

Tournoi de Nancy. Jusqu'au dimanche 29 mars (TF 1, « Sports dimanche » à 14 h 20).

##### Voile

Les gales de la mer. La Coupe de l'America commentée par Marc Pajot, samedi 28 et lundi 30 mars, salle Pleyel (Paris-8<sup>e</sup>).

##### Colloques

Forum sport de l'université Paris-Dauphine. Conférences-débats sur « Le sponsoring sportif comme stratégie de communication » (lundi 30 mars à 16 h 30) et sur « La Coupe de l'America, un formidable enjeu économique et technologique » (mardi 31 mars à 16 h 30).

BOXE : une enquête médicale

### Les lésions dangereuses

Cinq mois après avoir échoué par KO à la neuvième reprise contre le Jamaïcain Mike McCallum pour le titre mondial des poids super-welters (version WBA), le boxeur français Saïd-Freddy Skouna se voit offrir une deuxième chance. Ce vendredi 27 mars à Cannes, il affronte l'Américain Buster Drayton pour le titre décerné par l'International Boxing Federation (IBF). En cas de défaite, Skouna, âgé de vingt-huit ans, a annoncé qu'il mettrait un terme à sa carrière.

« Noble art » ou « boucherie » ? La mort, le 3 mars, du boxeur Jean-Claude Vincet a relancé le débat sur les dangers de la boxe. Avec tous les mêmes arguments, certains allant jusqu'à envisager la suppression pure et simple de ce sport, d'autres répondant que, dans ce cas, l'athlétisme, la course automobile, le rugby et le football doivent être eux aussi interdits.

Ces derniers font en effet valoir que, selon des statistiques publiées par le Centre de documentation et d'information sur l'assurance, la boxe n'est pas, et de loin, le sport le plus dangereux : un décès pour 63 048 boxeurs contre, par exemple, un décès pour 590 alpinistes ou pour 93 adeptes de deltaplane.

En outre, si l'on s'en tient au nombre d'accidents, c'est le jeu à XIII qui arrive largement en tête avec un accident pour huit pratiquants. Depuis quarante ans, Jean-Claude Vincet est le quatrième boxeur professionnel français victime de son sport, les précédents étant Honoré Patrel (1950), Ray Grani (1960) et Antoine Grammatico (1972).

Mais ces statistiques ne suffisent pas pour convaincre les détracteurs de la boxe. Leur principal argument : les séquelles graves dont souffrent nombre de boxeurs.

Ainsi, disent-ils, les traumatismes répétés provoquent des lésions cérébrales qui altèrent progressivement les fonctions intellectuelles et motrices du sportif. À l'appui de leurs thèses, essentiellement des études américaines qui prouvent, en effet, dans un nombre non négligeable de cas, des lésions encéphaliques indiscutablement en rapport avec la pratique de la boxe.

Aujourd'hui, une nouvelle pièce est à verser à cet épineux dossier. Il s'agit de la première partie d'une étude faite par un médecin français, le docteur Georges Pérez (1), sur un groupe de cinquante-deux boxeurs. Ce travail se proposait tout d'abord de préciser le risque neurologique tant en fréquence qu'en gravité.

Les boxeurs ont été répartis en deux groupes, les « encasés »,

« à la technique fruste, n'évitant pas les coups », et les « stylistes ». Au total, donc, cinquante-deux boxeurs, dont douze encore en activité (quatre amateurs et huit professionnels), d'un âge s'échelonnant entre dix-sept et soixante-neuf ans.

Parmi les douze « encasés », affectionnés, les divers examens ont décelé un syndrome parkinsonien dans 33,3 % des cas, un syndrome cérébelleux (atteinte du cervelet avec troubles de l'équilibre) dans 16,7 % des cas et des troubles de la mémoire récente dans 41,6 %. Il est bien évident que ces chiffres n'ont qu'une valeur indicative, un échantillon de douze boxeurs ne pouvant être considéré comme représentatif.

#### Troubles oculaires et de la mémoire

De la même façon, chez les quarante stylistes, un seul présentait une atrophie corticale moyenne (atteinte cérébrale) ; dans 10 % des cas, un trouble oculaire très particulier (un myasthénisme horizontal-torotroïque) a été retrouvé ; enfin, neuf boxeurs (22,5 %) souffraient de troubles de la mémoire récente. Mais aucune détérioration intellectuelle n'a été retrouvée dans le groupe des stylistes.

De cette étude préliminaire, le docteur Pérez tire un certain nombre d'enseignements pratiques. Il individualise en particulier des facteurs de risques cérébraux du boxeur : les sujets encasés ; les carrières trop longues (plus de dix ans) ; les « come-back » ; l'âge avancé (plus de trente-cinq ans) ; les disparités, tant d'ordre technique que physique, entre deux boxeurs ; les boxeurs sonnés pendant un match et finissant le combat sans être mis KO ; des combats trop durs les uns à la suite des autres ; des repos insuffisants entre des combats dans le fait d'être insuffisamment préparé physiquement et techniquement ; le nombre élevé de combats dans le jeune âge ; la dureté des entraînements ; le nombre élevé de défaites.

« Il ne semble pas exister, indique en outre le docteur Pérez, de corrélation entre le nombre de KO et la survenue de lésions cérébrales ». Optimiste, le docteur Pérez indique que les quatre boxeurs aujourd'hui parkinsoniens « ont basé à l'époque où les contrôles médicaux n'existaient pas, où les règles d'arbitrage étaient par trop laxistes, où l'entraînement technique était médiocre et peu humain ».

FRANCK NOUËL.

(1) Association médecine-boxe, 30, rue Darnemoit, 75018 Paris.

Ecosse, 1 semaine dans un chalet : 1460 F

**REPUBLICQUE TOURS**

Prix par personne base 4 personnes : Bateau vers HULL + voiture personnelle + 7 nuits en chalet. 28 mars au 10 avril - 25 avril au 15 mai - 12 septembre au 31 octobre 87.

1, av. de la République 75011 Paris. Tél. : 43.55.39.30. Télex : 210.956.

LE CHEMIN LE PLUS COURT POUR APPRENDRE LE RUSSE, L'ANGLAIS, L'ALLEMAND, LE CHINOIS, LE JAPONAIS

EXPOLANQUES LIGNE N°12 PORTE DE VERSAILLES

5<sup>e</sup> SALON DES LANGUES, DES CULTURES ET DE LA COMMUNICATION INTERNATIONALE

**EXPOLANQUES**

DU 27 AU 31 MARS 1987 - PORTE DE VERSAILLES

EXPOSITIONS

de 36

La Maison

110, boulevard

Alberto Altman A

Bonelli Bruns Alghetti

Bones Brown Buten

Caschi Curren D

Edou Corraute C

Malley Haring K

Laver Le Coc L

Colonna

هكذا امت الأمل



EXPOSITIONS

L'histoire de l'indigo à Marseille  
La route du bleu

L'histoire de l'indigo et du pastel en une exposition savante et belle, pour les curieux et tous ceux qui aiment la couleur bleue.

Le 21 mars, premier jour du printemps, il pleuvait à Marseille comme dans beaucoup d'autres villes de France et de Navarre. Cela tombait tout à fait à l'heure d'une exposition vouée à l'indigo sous le soleil aurait été mieux venu, ne serait-ce que pour mesurer la distance qui sépare le bleu du ciel de l'étrange bleu dans lequel Joachim Patenier a baigné son dessin du *Paysage avec saint Christophe*, un bleu d'avant la nuit et le gris qui annule les frontières entre terre, eau, rochers et personnages, comme la notion de proche et de lointain. Un bain d'irréalité résultant de traits de plume, d'encre brune, d'un lavas d'indigo et de rebuts de blanc sur papier déjà teinté en bleu.

Ce qu'il y a de bleu, de formidable, dans l'exposition de Marseille — où figurent, parmi d'autres familles bleues, bleues ou lavées, le dessin de Patenier —, que les artistes de Venise et du Nord ont aimé tout particulièrement au seizième siècle, c'est qu'elle offre toujours du solide à se mettre sous la dent. Il en faut en regard des dérivés de lectures que le bleu favorise plus que toute autre couleur. Ce solide, c'est le produit d'un énorme travail de recherches pluridisciplinaires menées pendant plusieurs années sous la conduite de Françoise Viatis, afin de retracer l'histoire et les modes d'utilisation des colorants extraits de plantes indigènes. Une histoire où sont impliqués, au fil des siècles, des botanistes, chimistes, voyageurs, savants, navigateurs, marchands, artistes et artisans d'Orient et d'Occident, et dans laquelle le port de Marseille joue un rôle de premier plan.

L'indigo, qui y figure dès le douzième siècle parmi les marchandises taxées, y viendra du Levant, sera redécouvert à travers le bassin méditerranéen et alimentera notamment les teintureries de la cour d'Avignon — il fallait bien que la papauté s'habille en ces temps où le bleu était dans l'air du temps. Il arrivera aussi, mais plus tard, des Antilles, massivement, au point d'occuper au milieu du dix-huitième siècle la troisième place en valeur dans l'importation

des produits coloniaux à Marseille, après le café et le sucre, et avant le coton. Ce qui mettra fin au commerce concurrent du pastel, cet autre colorant extrait de plantes cultivées en Europe dont on obtenait les mêmes résultats qu'avec l'indigo venu des terres lointaines, mais à condition de disposer d'une main-d'œuvre aussi abondante pour sa longue et difficile préparation : l'aventure de l'indigo, cette belle couleur qui lave de tous les péchés, est liée au commerce des esclaves.

Ce qu'est la plante d'origine — *Indigofera tinctoria* (la plus connue) — des herbiers le montrent. Des planches dessinées dans les grands livres de botanique, les installations des indigoteries, le processus de fermentation, les recettes observées dans tel ou tel point du globe pour avoir le plus beau bleu, et des tissus que l'on pourrait garantir grand teint, tout cela a été dûment noté dans maints ouvrages savants au temps des encyclopédistes. Ces livres rares et précieux sont dans l'exposition, ouverts à des pages

splendides, tandis que plus loin d'autres livres montrent les échantillons de tissus teints à l'indigo, où l'on peut voir toutes les nuances du presque noir au presque blanc, du violet intense au bleu délavé. Une fête.

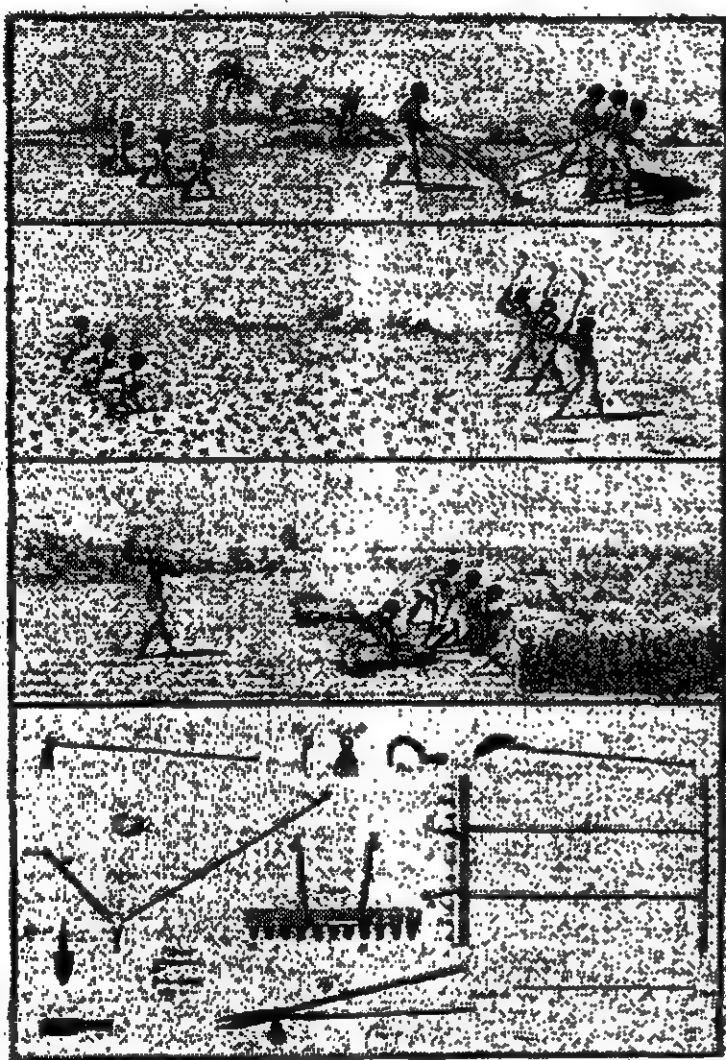
Vêtements et papiers

Car le domaine privilégié de l'indigo, ce n'est pas la peinture mais la teinture, ce n'est pas le tableau, mais le vêtement. Les peintres lui ont préféré le lapis-lazuli, dont ils tiraient plus d'intensité, et Philippe de Champaigne n'a pas manqué d'en mettre dans le glacis qui recouvre la couche d'indigo dans le manteau de sa *Vierge de douleur* pour obtenir un bleu à se pâmer. La route de l'indigo mène donc au tissu, et au vêtement. Il y a dans les salles de la Vieille Charité : vêtements de riches et de pauvres — ceux des riches seront d'un bleu plus intense parce que mieux teints, ceux des pauvres viendront au gris des vêtements venus de l'Inde, d'Indonésie, de Chine, du Japon, du Turkestan, d'Afrique occidentale et d'Amérique latine ; pour finir sur les jupes et Jupons d'indiennes sombres de flanelles blanches rappelant une spécialité de la région : la toile de coton peinte, dont le développement pourrait avoir pour origine la connaissance en matière de coloris indélébiles des maîtres dominotiers établis à Marseille au XVI<sup>e</sup> siècle. Les maîtres dominotiers étaient les fabricants de ces papiers peints dont on recouvrait les intérieurs des coffres, et des armoires.

À propos de papiers il faudrait encore mentionner ceux marbrés, employés dans la reliure des livres, et bien entendu le catalogue de l'exposition, complètement indispensable du voyage, où tout est dit et, tend à poser plus largement le problème du bleu et, sa signification dans le costume et la mentalité. D'où il ressort qu'il faudrait bien maintenant que l'on se penche sur le bleu, ses usages et sa symbolique en peinture. Vraiment, on en voudrait encore.

GENEVIÈVE BREHETTE.

\* Centre de la Vieille Charité. Jusqu'au 31 mai.



Culture et encyclote de l'indigo  
M. de Beauvais-Rozan, taille-douce (1779)

Gillet et Brudzynski

Abstrait ou pas

Un ancien, un nouveau et l'art de tirer le portrait des hautes pâtes.

Dans les années 50, Roger Gillet faisait figure d'abstrait au goût du jour. Dans des gammes sombres, il exécutait des compositions géométriques et gestuelles qui montraient que leur auteur n'était indifférent ni aux matérialités de

Dubuffet ni aux recherches de Soulages. Il semblait voué alors à la défense de l'informel, sous la conduite du colonel Paulhan et des capitaines Tapié et Estienne. Surtout, Gillet a déserté. Mieux : il s'en est allé peindre tout seul, sans plus se ranger d'aucun côté. Vers

1963, les toiles s'intitulent *Personnage*, *Nu* ou *Le Chapeau rose*. Sans abandonner sa manière — bistres et bruns empâtés, — l'ex-abstrait commencent une œuvre nouvelle, sous les signes instancés de Goya, Daubigny et Ensor.

Caricatures, violents, possédés par le démon du ridicule, sa peinture n'a plus voulu, depuis sa conversion, d'autres sujets que ceux de la rue et de la ville, corps secoués par le mouvement, visages étirés par le cri, anatomies de baigneuses liquéfiées littéralement au soleil. Rien de bien distrayant là-dessus : l'humanité, selon Gillet, est un ramassis de crânes et de monstres. Mais l'art de l'ellipse et de l'allusion figurative est le plus souvent si précis, d'une efficacité si cruelle dans ces portraits qu'ils « tiennent » parfaitement.

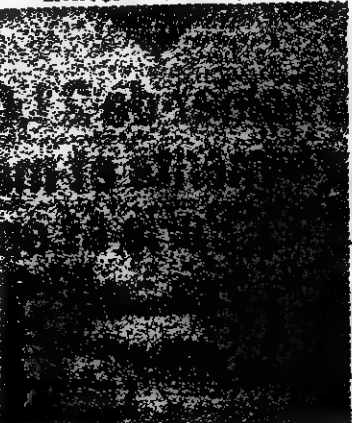
On en recommanderait volontiers l'étude à Tadeusz Brudzynski, jeune peintre polonais, lui aussi fortement marqué par Dubuffet, lui aussi sorti de l'abstraction — ici monochrome — et convalescent comme Gillet que rien n'est plus intéressant que l'homme. En ricanant, en recouvrant sa toile, Brudzynski dégage des profils ou des ombres. Mais il lui manque encore, semble-t-il, le moyen de leur donner une épaisseur suffisante. Ici, pour l'heure, la représentation parvient à peine à se dégager des habitudes abstraites. Peut-être saura-t-elle atteindre cette densité expressive qui fait toute la qualité d'un Gillet ou d'un Saura.

Ph. D.

\* R.E. Gillet, 11, rue Berryer, jusqu'au 11 avril et L. Brudzynski, 54, rue de Montparnasse, jusqu'au 5 avril.

MAUGERI

LITHOGRAPHIES - PEINTURES



du 26 mars au 4 mai 1987

La Maison de la Lithographie

119, boulevard de Courcelles - PARIS 17<sup>e</sup>

33.1.42.77.24.36 - Métro : Flandre, Courcelles

Ouvert du lundi au samedi inclus de 11h à 19h sans interruption

Alberola Alfano Anzinger Baechler Barcelo Beuys Alighiero e Boetti Boltanski Bowes Brown Buren Cobo Condo Cragg Cucchi Cutrone Di Bello Dimitrijevic Fabro Garouste Gilbert & George Gilardi Halley Haring Kiefer Kounellis Kunc Lavier Le Gac Leiro Linke Llimós Long

GRAND PALAIS  
28 MARS - 11 MAI

Collection Fondazione Amelio Centre National des Arts Plastiques Maison des

GRAND GALA  
POUR LES FALASHAS

sous le haut patronage de  
JACK LANG  
organisé par l'ACIAD, au  
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT  
à Paris, le JEUDI 9 AVRIL 1987  
à 20 h 30, en vivo

YVRY GITLIS  
MICHEL BOUJENAH  
ADAMA  
(Musique et Danses)  
et le pianiste  
MICHAEL LEVINAS

INVITATION DE SOUTIEN

à l'ACIAD

Je serai présent au gala  
et assisterai moi-même à 500 F

ACIAD

Association de coopération internationale  
au développement

38, rue de la Harpe, 75013 PARIS

TEL. : (1) 45-75-55-57

Istanbul, lumières sur la ville, aux Beaux-Arts

Le ménage infernal



Mosquée  
du sultan  
Ahmet  
(début  
XVII<sup>e</sup> s.)

Un labyrinthe à travers des photos. Les charmes du tourisme et les vertus de l'architecture.

La photographie, le tourisme et l'architecture, lorsqu'on cherche à les associer, forment un ménage voué à l'insatisfaction. Plus le trio paraît équilibré, clair et heureux de vivre, et plus chacune des parties s'en trouve secrètement marrie, comme jalouse du couple que forment les deux autres. Chacune en effet doit abandonner une part d'elle-même pour préserver l'harmonie du ménage. L'architecture doit reconstruire l'authenticité de la démonstration, à la mesure de l'espace, à la rigueur archéologique. Le tourisme doit abandonner des foules, le pittoresque des marchés, ou, puisque nous sommes en Turquie, les couchers de soleil sur le Bosphore. Quant à la photographie, son sort est le moins enviable car elle doit être belle et se taire, séduire mais non intéresser, pour ne pas risquer d'ennuyer.

La belle exposition de l'école des Beaux-Arts, s'intitule *Istanbul lumières sur la ville* (1). Ce pluralisme est un petit mensonge : nous n'avons compté qu'une seule lumière, assez constante, balayée à sa guise par la couleur, le détail et le relief des pierres. Elle est sous-titrée *Itinéraire à travers l'architecture turque*, ce qui est un autre mensonge. Il n'y a guère d'itinéraire, mais une sorte de labyrinthe qui nous fait sans cesse entrer et sortir des palais et mosquées sans qu'on sache jamais où l'on est, si l'on y est déjà venu ou non.

Ce caractère de confusion, probablement dû, pour partie, à la rigidité des cinéastes qui occupent la chapelle de l'école, n'empêche heureusement pas les photographes d'être aussi belles qu'il se peut, partagées entre les charmes du tourisme et les vertus de l'architecture. Les commentaires des visiteurs, laissés sur

un livre forcément d'or pour Istanbul, sont d'ailleurs éloquentes. Chacun y retrouve l'ambiance de la ville, y retrouve les souvenirs de son dernier voyage.

Même si l'ambiance y est, quelques panneaux explicatifs auraient été bienvenus, qui nous expliquent, par exemple, qui était l'architecte Sinan, contemporain de notre Palladio européen, et probablement aussi génial que lui. On qui nous explique comment fleurit sur le tard cet étrange baroque qui fait le lien entre l'Asie islamique et l'Europe chrétienne. Qui nous explique enfin quel sort fatal a été réservé aux maisons de bois d'Istanbul, au point qu'il n'en reste plus, le long du Bosphore, que des témoignages héroïques, genre monuments historiques pour intelligents.

Pour parfaire sa documentation le choix est douloureux. On bien l'on choisit le magnifique ouvrage du docteur Ahmet Ertug, *Gateway* et l'on retrouve les photos de l'exposition pour la somme de 835 F (2). Ou l'on dépense 15 F pour acheter un supplément du *Bulletin d'informations architecturales*, consacré à « La maison turque ». Sans doute ce numéro manque de mosquées, de palais, de splendeurs... mais on saura tout, en quelques pages, sur l'habitat ottoman, et l'on découvrira le BIA, l'une des sources d'information les plus précieuses et les plus moquées dans le domaine de l'architecture (3).

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) Ecole des beaux-arts, Chapelle des Petits Augustins, 14, rue Bonaparte, 75006 Paris. Tous les jours sauf mardi, de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 mai.

(2) En anglais, 224 p., 150 ill. couleur, 40 NB.

(3) Supplément au numéro 94, avril 1985. Publié par l'Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon, 75006 Paris.

Le bonheur

— Et puis « elle » arrive : de son juste éclat. Un art acmé ouvert, corps tendu à l'extrême, visage offert en figure de proue sous le chaume sage des mèches blondes. Face à la houle de bonheur qui l'accueille la chanteuse fait front. Grinement. La voix se déploie : promenade guidée dans le jardin à la française de la chanson où se côtoient la flamboyante rose et l'humble violette. Aragon, Ferrat, Brel au rendez-vous. Textes coulés dans un chatoyant métal où chaque mot, chaque note brille

de son juste éclat. Un art acmé ouvert, corps tendu à l'extrême, visage offert en figure de proue sous le chaume sage des mèches blondes. Face à la houle de bonheur qui l'accueille la chanteuse fait front. Grinement. La voix se déploie : promenade guidée dans le jardin à la française de la chanson où se côtoient la flamboyante rose et l'humble violette. Aragon, Ferrat, Brel au rendez-vous. Textes coulés dans un chatoyant métal où chaque mot, chaque note brille

Vous l'aurez compris : le bonheur est à l'Olympia. Courez vite, courez vite Dimanche, il sera passé.

Jean MACABIES.

Extrait du *Figaro* du 20 mars 1987



ISABELLE AUBRET  
GRAND PRIX DU DISQUE 87  
ACADÉMIE CHARLES CROS  
"Vague à l'homme"

Naples  
Tremblement de terre

Longobardi Mappiethorpe McDermott & McCough McLean Merlino Merz Muehl Müller Oberhuber Ontani Opie Paladino Paolini Penck C. Pisani V. Pisani Pistoletto Rauschenberg Richter Salle Sarmiento Schifano Schnabel Schuyff Srimm Taaffe Taffore Twombly Van Elk Vedova Warhol Woodrow

Cultures du Monde Istituto Italiano di Cultura avec le concours de Banco di Napoli







## Communication

Un entretien avec M. Hervé Bourges, président de TF 1

### « L'audiovisuel n'est pas un jouet »

(Suite de la première page.)

« La première chaîne, la doyenne, est redevenue la Une et nul n'a voulu baisser les bras, se démobilitiser, après un pareil sursaut, vital, collectif, sous prétexte que l'Etat cédait son actif.

« Donc, pas d'états d'âme, qui n'infirmeraient personne. Mais la volonté d'affirmer notre dynamisme. Quant au processus... C'est celui de la loi : décision gouvernementale, vote du Parlement, mise en place de la CNCL. Le calendrier est respecté. Nous avons ouvert nos dossiers aux audits financiers et bancaires. J'ai été entendu par la commission de la privatisation, reçu par le ministre d'Etat, M. Balladur; j'ai rencontré les candidats repreneurs et entretenu des rapports constants avec M. Léotard. Un inspecteur général des finances a été désigné pour suivre, avec la direction de TF 1, les étapes conduisant à la privatisation. Nul ne pourra nier que le personnel et les responsables de la chaîne ont loyalement joué le jeu.

« Je n'ai pas de conseil à donner aux repreneurs »

« Des responsables du Parti socialiste ont évoqué la possibilité de redonner des missions de service public à TF 1 s'ils reviennent au pouvoir. Que pensez-vous de ce projet ?

« Encore un projet de réforme de la télévision ! Quand donc finira-t-on de considérer l'audiovisuel comme un gadget ? L'audiovisuel n'est pas un jouet. Aujourd'hui, TF 1 a le vent en poupe. Demain, dans la redécouverte incertaine du paysage audiovisuel, il faudra maintenir les positions acquises, mais aussi inventer de nouveaux équilibres. Il y aura des naufrages. Quelle déraison que de vouloir modifier encore et toujours les règles du jeu, d'envisager pour après-demain des sempiternels bouleversements. Voyez de quel œil amusé l'étranger nous observe !

« La France fera preuve de maturité le jour où l'on permettra à la communication d'être son train et aux professionnels de l'audiovisuel de définir les règles de son ordre.

« Lorsque vous avez pris la tête de TF 1, en juillet 1983, la chaîne était « à la dérive ». Vous n'avez eu de cesse de vouloir redresser son audience et son image et tout le monde reconnaît que vous y êtes parvenus. Croyez-vous que la télévision restera cette chaîne « populaire de qualité » pour laquelle vous avez œuvré ?

« Ah ! La Une, en 1983, à l'époque où la Haute Autorité m'a demandé d'en prendre la responsabilité... Il paraît que je fais une épopée du renflouement du Titanic de la télévision française. Sans insister, rappelons les faits. TF 1 avait perdu son public, par un jeu complexe d'innovations mal maîtrisées et de formules usées par la routine s'adressant sans véritable cohérence. On ne créait plus sur TF 1, on croyait changer. Sans tenir suffisamment compte de l'attachement des téléspectateurs.

« Le redressement de TF 1, ce fut d'abord la prise de conscience que la télévision n'existe que par les yeux de ceux qui la regardent. Et la télévision populaire de qualité qui a constitué notre objectif signifiait donc : répondre aux désirs du

public, ne pas le tromper sur la marchandise, être fidèle aux rendez-vous. Offrir une chaîne complète à un ensemble de téléspectateurs, plutôt qu'une télévision électorale, qui fragmente l'audience en clientèles. Je n'ai pas de conseil à donner aux repreneurs. Mais il faut savoir qu'il y a moins de distance que naguère entre la télévision publique et la télévision privée, et que l'âge d'or est révolu.

« Les programmes constituent un marché international. Regardez en Grande-Bretagne : la véritable différence entre public et privé réside dans l'insertion de la publicité. En réalité, il n'y a que deux sortes de télévision, la bonne et la mauvaise. Gare aux perdants !

« Le projet de reprise de l'entreprise par les salariés (RES) n'était-il pas une chance pour TF 1 d'assurer sa continuité ?

« La formule était-elle adaptée à une entreprise de la dimension de TF 1 et au prix fixé ? Je n'en suis pas sûr, mais j'ai suivi cette initiative avec intérêt et sympathie, car elle manifestait l'attachement, l'engagement personnel de nombreux cadres et d'une grande partie de ceux qui font la Une.

« Certains, au sein même de TF 1, ne désavouent-ils pas le fait que vous n'avez pas engagé, avant l'heure, dans une politique de « pré-privatisation » de la chaîne ?

« C'est une proche amie, rétrograde. Voyez ce qui se passe en temps et lieu : on allège le cahier des charges d'Antenne 2. On lui accorde une large ouverture publicitaire. A TF 1, nous avons employé les seuls moyens utilisables dans un marché concurrentiel de la communication, c'est-à-dire améliorer le produit et son image. Ceux qui rêvent d'autres choix sont les nostalgiques de la monochromie ou les partisans de télévisions alternatives.

« Pas de marché national pour les télévisions thématiques »

« Il ne faut pas se raconter d'histoires : l'opéra à 20 h 30 ne réunira jamais plus que 5 % des téléspectateurs pas plus que les célèbres Fêtes d'Eschyle dans la superbe réalisation de Jean Prat. Quant à TF 6, elle n'a pas été seulement victime du handicap technique. Elle n'a pas réussi sa percée d'audience dans la mesure où elle n'était regardée que quatre minutes par jour en moyenne. Alors que les jeunes, les 15-25 ans, consacrent plus d'une heure par jour à TF 1 ; et la moitié d'entre eux regardent la 5 entre 17 heures et 19 heures. Sans doute n'existe-t-il pas encore de marché national pour les télévisions thématiques. Il faut au moins rechercher la dimension européenne. Demain le câble peut répondre à cette demande spécifique.

« On fait de la télévision pour les téléspectateurs. Et ce sont eux qui décident. Je ne vois pas où se situe le service public s'il doit se traduire par un non-service. Les gens sont libres de tourner le bouton. S'ils le tournent, c'est que nous avons échoué. Certes, le goût commun n'est pas nécessairement le mien. Mais il évolue, à son rythme. Tardif et constant font l'humanité. Les magazines culturels touchent plus difficilement le grand public. C'est une réalité qui implique un choix de programmes. Du moins, préférera-t-on toujours de bons auteurs, Maupassant, Simenon, bientôt Giono, à des exercices de mise en scène.

« Si je constate ces limites, je m'interdis d'en faire une politique obsessionnelle. Nous avons choisi de produire un « Série noire » réalisé par Godard. Et la disparition d'Orson Welles a entraîné notre ambition projet de monter le Roi Lear. Sans doute avons-nous surpris les magazines documentaires lorsque TF 1 allait mal. Mais nous avons profité du nouvel élan de la chaîne pour en créer de nouveaux : avec Igor Barrère, « Médecine à la Une », avec Michèle Cotta, « De bonne source » ; avec Joël de Rosnay, « Les sciences et la vie ». C'est TF 1 qui a créé l'événement Orsay en télévision, en présentant en avant-première les « Impressions d'Orsay » de Pierre Dumayet. C'est TF 1 qui a été les dix ans de Beauport. C'est TF 1 qui a créé et diffusé les premiers clips culturels pour le dixième anniversaire de la mort de Malraux.

« Non, décidément, je trouve mal fondées ces accusations de « pré-privatisation ». J'y vois une manifestation de ce « mal français » qui conduit les beaux esprits, les éternels donneurs de leçons et ceux qui n'aiment pas la télévision à dénigrer tout ce qui marche, bouge, va de l'avant.

« Certains murmurent aussi que TF 1 n'aurait plus de stocks et grillerait ses meilleures cartes-marchés.

« Encore une rumeur à laquelle il faut tordre le cou ! Il est vrai que nous avons mis en place une politique de stocks roulements plutôt que de grincer plein. Nous avons fait le ménage soigneusement, et rationalisé notre production. Lorsqu'on relance le direct, on diminue le volume d'émissions enregistrées, cela va de soi. Pour le reste, je crois que le niveau quantitatif de nos programmes est très satisfaisant : soixante-dix heures de fiction en stock et cent quatre-vingt-quatre heures en cours, au 31 décembre 1986.

« Ce ne sont que des chiffres. Mais ils signifient que TF 1 disposait, dès le 1<sup>er</sup> janvier, d'une heure et demie de fiction française inédite à diffuser chaque semaine en 1987, sans préjudice de l'achèvement des autres œuvres.

« Outre le volume, je signale la qualité de cette production. Nous avons lancé de grandes séries comme « La balade blanche », de Jacques Lanzmann, « L'île », de Robert Merle, « François Villon »,

« Bonne espérance », une saga romantique de treize heures dans la tradition d'Antoine en emporte le vent. Et une grande réalisation en six épisodes de quatre-vingt-dix minutes : « Médecins des hommes », tournée pour TF 1 dans le monde entier. Nous poursuivons notre politique de collections : après Maupassant hier, Simenon aujourd'hui, ce sera demain « L'ami Giono ». Et toujours « Série noire ». En documentaire, nous avons des chantiers considérables comme le « De Gaulle », de Jean Lacouture en six heures, ou « Les défis de l'océan », « Orsay » et « Le monde arabe » qui, après la série historique « Africa » de Basile Davidson, complèteront les huit heures de « Paciflo » prévues pour l'été prochain. Allons, il ne faut pas raconter n'importe quoi.

« Nous avons considérablement assaini notre stock de films, constitué notamment d'un volume trop élevé de films étrangers, achetés dans les années 80. Mais que nos téléspectateurs se rassurent, TF 1 avait quatre-vingt-six films en stock, fin 1986, dont vingt longs métrages

inédits à la télévision : en 1987, nos achats de droits portent sur cent quatre-vingt films diffusables et payables sur le budget de l'année. La situation est bonne. Elle aurait pu être meilleure si TF 1 avait été en mesure d'investir dans des droits de longue durée, comme l'ont fait certaines sociétés de droit privé : la CLT ou UGC par exemple. Mais les contraintes de l'annualité budgétaire s'opposent à des investissements dans le domaine des programmes qui auraient porté sur cinq ans, parfois dix. Je pense que ce sera une priorité des racheteurs de la chaîne, que cette question semble préoccuper.

« Ces points éclaircis, je suis fier que TF 1 démontre, aujourd'hui, qu'elle peut vivre sans redonne, sans coupure publicitaire des programmes ni des films, tout en respectant son cahier des charges de chaîne de service public, et néanmoins dégager d'appréciables bénéfices. J'ai donc quelques raisons de croire en TF 1, devenue depuis le début de l'année chaîne publique commerciale, et d'appeler ses futurs propriétaires au respect d'une entreprise et d'un personnel qui ont fait

leurs preuves, et de téléspectateurs qui n'ont jamais été aussi nombreux à lui faire confiance.

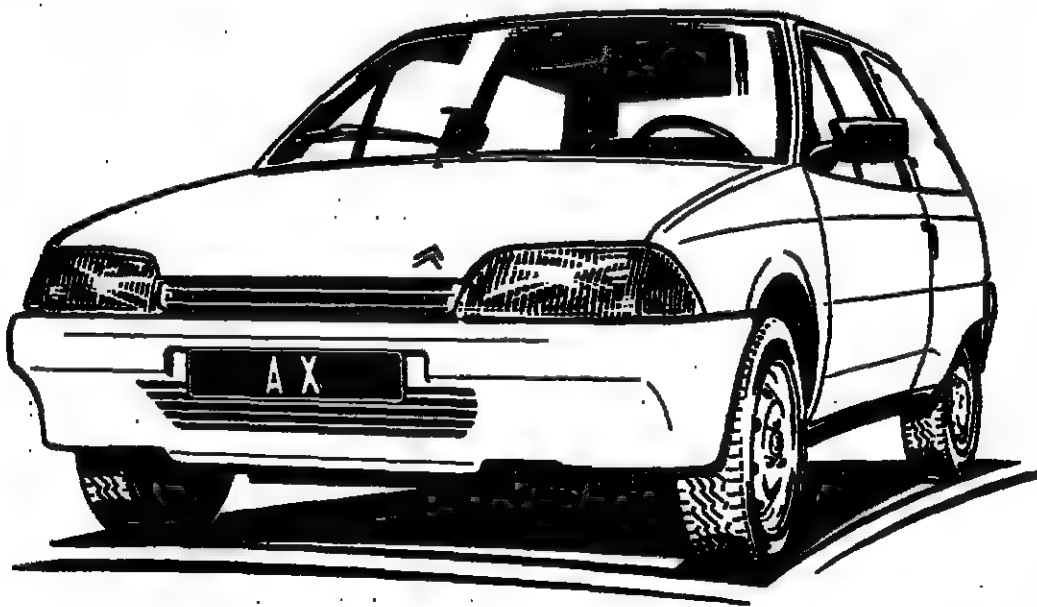
« Comme tous les responsables des médias audiovisuels, vous avez sans doute eu à affronter, avant et après le 16 mars, des pressions du pouvoir politique. Comment y avez-vous réagi ?

« A ma manière. C'est-à-dire en assumant mes responsabilités. Je sais d'expérience que la télévision fascine le pouvoir, et que les responsables politiques s'imaginent avoir intérêt à s'y montrer souvent et à leur convenance. L'indépendance, règle essentielle, est constamment menacée. Mais, depuis mon arrivée à TF 1, je peux affirmer que personne n'a été nommé ni exclu à la suite de pressions extérieures. Et je n'ai pas autant de mérite qu'on pourrait le penser : jamais n'a régné une aussi grande liberté dans la communication que ces dernières années. Et, désormais, les journalistes acceptent difficilement un retour en arrière, quand cette liberté est menacée.

Propos recueillis par ANITA RIND.

# 24 heures en AX

du 27 mars au 13 avril



**Essai libre gratuit 24 heures.** Une voiture, cela s'essaie. Pour l'essayer, la comparer objectivement, partez où vous voulez en France, 24 heures au volant d'une AX. Vous avez plus de 21 ans, votre permis depuis plus d'un an, contactez le réseau Citroën. En échange de cet essai gratuit, 24 heures maximum, vous donnerez simplement votre opinion, en remplissant un questionnaire et vous ne paierez que le carburant.

CITROËN présente TOTAL

**Rendez-vous chez Citroën ou téléphonez gratuitement au 05.05.24.24.**

Je souhaite faire un essai AX. Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Ville : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_  
Tél. : \_\_\_\_\_ Véhicule possédé : \_\_\_\_\_

Retourner ce bon à Citroën "24 heures en AX" 62 boulevard Victor-Hugo - 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex.

« Un nouvel hebdomadaire en Alsace. Un nouvel hebdomadaire régional, *Réalités alsaciennes hebdo*, est né le vendredi 20 mars à Strasbourg. *Réalités alsaciennes* est édité par la Société d'édition Rhin-Alsace, reprenant d'une partie des activités de presse du quotidien bas-rhinois *le Nouvel Alsacien*, qui a cessé de paraître en juillet 1986. Les principaux associés en sont les *Dernières Nouvelles d'Alsace* et la Banque fédérative du Crédit mutuel. L'hebdomadaire, vendu 10 F, a été tiré à 30 000 exemplaires sur 48 pages. *Réalités alsaciennes hebdo*, 6, rue Kléber, 67000 Strasbourg. Tél. : 68-75-68-80.

« Jean Boissonnat quitte Europe 1. — M. Jean Boissonnat, directeur général du groupe l'Expansion, va quitter Europe 1 la semaine prochaine, abandonnant ainsi la chronique qu'il assurait chaque matin sur la station depuis 1974. C'est en raison des nouvelles charges qui lui incombent depuis l'acquisition par M. Jean-Louis Servan-Schreiber d'un certain nombre de nouveaux titres (le *Tribune de l'économie*, l'*AGEFI* et la *Vie française*) que M. Boissonnat a décidé de ne plus assurer son billet économique. Placé, par M. Servan-Schreiber à la direction de ces trois rédactions supplémentaires, il doit se consacrer à leur réorganisation.



















## AGRICULTURE

Le congrès de la FNSEA

## M. Guillaume a reçu un accueil mitigé

Le quarante et unième congrès de la FNSEA, qui s'est achevé à Versailles le 26 mars, s'est déroulé en trois actes et un prologue. Dans l'introduction, le chœur demandait sans obtenir de réponse : « Quel est le sens et l'avenir du syndicalisme paysan ? ». A l'acte I, jeudi matin, on retrouvait une intrigue plus classique, avec une litane revendicative qui amenait cependant l'auditeur à se poser une étrange question : « Y a-t-il encore un ministre de l'Agriculture en France ? ». En effet, il semblait, à suivre la pièce, que toutes les forces du mal, celles du destin aussi, étaient assemblées à Bruxelles, chez les fonctionnaires européens, et les partenaires égoïstes qui ne comprennent rien à la vocation agricole de la France.

A l'acte II, l'un des personnages principaux, le président de la FNSEA, éclaircit, j'en ai le début d'après-midi, le jugement des observateurs : de sa longue adresse, on pouvait retenir qu'il y avait bien un ministre de l'Agriculture en France puisque M. François Guillaume, ministre depuis un an, y avait réalisé « des avancées significatives » (sur la fiscalité, la sécheresse, et surtout le rétablissement de la concertation et de la conférence annuelle). Toutefois, quelques « coups et fausses

notes » autorisent M. Lacombe à n'accorder à M. Guillaume qu'une mention passable pour son action interne. Au plan externe, « à Bruxelles où les choses vont mal », le ministre n'a pas droit à la moyenne. Certes, M. Lacombe reconnaît que M. Guillaume a fait son mieux, mais ses camarades, moins attentifs, l'ont dissipé : impossible de produire seul un bon devoir de groupe.

## « Ni dirigisme, ni libéralisme »

Puis le président de la FNSEA a insisté sur ce qui lui tenait à cœur : « Ni dirigisme ni libéralisme », telle est la doctrine de la FNSEA ; il faut organiser avec les paysans la maîtrise d'une économie rurale ; conserver le contrôle des structures foncières que d'aucuns libéraux jetteraient volontiers aux orties ; aménager le territoire, produire de l'éthanol avec du blé et des betteraves, donner aux agriculteurs un statut professionnel - vieux serpent de mer - réduire le pouvoir des grandes centrales d'achat.

Comme dans une représentation précédente, le ministre avait annoncé son intention de faire droit à ces diverses demandes dans le cadre d'une loi de modernisation de l'agriculture, le président de la FNSEA, qui connaît ses classiques, a recommandé au ministre de se hâter lentement, histoire de prendre le temps d'acquiescer les moyens financiers nécessaires à ladite modernisation.

A l'acte III, l'après-midi s'avançait. Le ministre était seul en scène pour un long monologue d'où il ressortait que, en fait, de Paris à Bruxelles et rétroproquement, il était en réalité partout à la fois. L'héritage socialiste, la sécheresse, les crises conjoncturelles, du porc surtout, l'abaissement des coûts de production, le tout avec le soutien constant du premier ministre, ont demandé une pression de tous les instants. Une annonce, une seule : la promesse d'un futur et nouveau programme de reconstruction laitière, auquel seront consacrés, dans les deux ans à venir, 2,4 milliards de francs.

Puis voilà M. Guillaume lancé sur la politique agricole commune. Un discours long comme les trente ans de l'Europe. Les congressistes ont l'œil sur la montre. Le train de Brest ou de Montauban n'attend pas. Finalement, le ministre gagne par KO technique. La pièce est finie. Applaudissements polis, quelques petits sifflets.

On a assisté en fait à un drame familial et paysan. Le père tout-puissant a passé la main. Le fils qui vient de reprendre l'exploitation exprime d'autant plus sa volonté d'indépendance que celle-ci n'est

pas très assurée. C'est le sens de l'immense ovation faite par le congrès à son président Raymond Lacombe qui n'est pourtant pas homme à solliciter les vivats.

Par cette manifestation, les cadres intermédiaires du syndicalisme paysan signifient que « la FNSEA, c'est la FNSEA », et que « François Guillaume, c'est François Guillaume ». D'où aussi les signes d'agacement de cette foule lorsque le « père » rappelle qu'il a jadis tenu la barre, et qu'il en rajoute dans le style « Je suis des vôtres ». La FNSEA le sait bien, mais elle ne souhaite plus se l'entendre dire et veut pouvoir exister en s'opposant.

JACQUES GRALL

## SOCIAL

« Table ronde » sur la formation professionnelle

## Une opération de ravalement

A la recherche d'un souffle social, le gouvernement a choisi le thème de la formation professionnelle, définie comme « un terrain privilégié pour la concertation ». M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a réuni, ce vendredi 27 mars, l'ensemble des partenaires sociaux pour une « table ronde » consacrée à ce sujet.

Qualifiée d'« obligation nationale » par M. Séguin dans la lettre qu'il a adressée aux organisations syndicales et patronales pour les convier à faire un bilan, puis à étudier ensemble « les améliorations et les développements à apporter à l'effort national », la formation pro-

fessionnelle peut-elle tenir le rôle moteur qui lui est aujourd'hui assigné ? Si tout le monde s'accorde sur les principes, le dossier, extraordinairement touffu, n'offre pas tellement de possibilités. Les chances d'une réforme en profondeur sont limitées, la politique contractuelle imposant en outre, et le respect d'équilibres savants, et une lente maturation.

Prudent, le ministre des affaires sociales ne se fait d'ailleurs pas d'illusions, ainsi qu'en témoignent les quelques indications fournies dans sa lettre. Ne pouvant prendre le risque de s'immiscer dans un domaine où la concertation est devenue la règle - la décentralisation y ayant même ajouté les régions, M. Séguin est amené à s'en remettre à la bonne volonté des partenaires sociaux. Tout au plus peut-il préconiser quelques pistes de réflexion ; l'intervention de l'Etat, par la voie législative ou réglementaire, ayant pour seul but de « favoriser les négociations et d'accompagner les initiatives prises ».

Des mesures pourraient permettre d'« accroître et diversifier les possibilités de financement de la formation par les entreprises », en leur assurant « plus de souplesse ». Par exemple, des accords conventionnels pourraient retenir, « au niveau des branches, de nouveaux objectifs quantitatifs et qualitatifs », au-delà de l'obligation légale de 1,1 % de la masse salariale. Le « caractère d'investissement de la formation » pourrait être mieux pris en compte, sous la forme de provisions, mais strictement pas d'amortissements qui seraient soulagés les bilans. On pourrait améliorer son rôle dans la prévention du chômage.

Des demi-mesures. Pour les salariés eux-mêmes, il s'agit d'« ouvrir de nouvelles possibilités de financement », différentes de celles du congé individuel de formation avec, pourquoi pas, « la création de fonds salariaux adaptés », la mise en place « d'un fonds de garantie des prêts destinés à financer des stages », ou encore le bénéfice d'avantages fiscaux. Il pourrait être envisagé d'« accroître et de diversifier l'offre de formation » et, enfin, de « trouver les instruments de cohérence » pour une meilleure collaboration entre l'Etat, les régions et les professions.

Evacuées pour la plupart lors des concertations récentes avec M. Chirac, ces différentes solutions intéressent diversément les partenaires sociaux. Il n'y a pas unanimité sur ce qu'il convient de faire et à défaut d'une grande réforme dont l'impact sur l'opinion publique demeurerait des plus limités, la « table ronde » s'achèvera très logiquement vers une opération de ravalement.

En laissant de côté la simplification des procédures, et la modernisation de la formation professionnelle, née en période de croissance, peu adaptée à la crise, il est peu probable que l'on aille au-delà de quelques innovations telles que l'épargne formation, la mutualisation des sommes collectées ou la création de fonds de garantie. Au mieux, renforcera-t-on les relations contractuelles, autour de conventions de développement. En tout état de cause, d'autres réunions seront encore nécessaires pour qu'un projet se dégage.

En fait, les conditions ne sont pas réunies pour que tous acceptent d'aborder les vraies questions. A la fois moyen d'adaptation dans les

entreprises et mesure de lutte contre le chômage, la formation professionnelle connaît aujourd'hui un problème d'identité que l'abondance des discours en sa faveur n'a pas réglé. Un point, en particulier, résume toutes les difficultés : celui de la rémunération des stagiaires. C'est sensible pour les employeurs, qui supportent parfois mal d'être privés d'une partie de leur personnel, surtout s'il s'agit de petites entreprises. C'est évident pour l'Etat et les régions qui, pour les demandeurs d'emploi, financent les frais de fonctionnement des dispositifs de formation et répartissent les stagiaires. Or, la rémunération en vient à supplanter le coût de la formation proprement dite.

Lancinant, le sujet présente tous les traits d'un tabou et personne n'est en mesure de l'aborder franchement. La situation s'en ressent. Les régions soutiennent davantage telle formation par rapport à telle autre et, sur l'ensemble du territoire, on constate des disparités, dues aux objectifs retenus localement. L'Etat accepte de plus en plus difficilement de payer davantage un stagiaire qu'un chômeur, le plus souvent indemnisé par l'assurance-chômage.

D'où l'apparition de demi-mesures qui ne font qu'aggraver le contentieux. L'UNEDIC maintient les allocations de chômage pour les demandeurs d'emploi qui suivent des stages de moins de trois cents heures (et qui figurent toujours dans les statistiques de l'ANPE). Des régions ne subventionnent plus un tel type de formation.

Certains ont un comportement élitiste ou, comme M. Michel Delbarre, dans le Nord-Pas-de-Calais, ont décidé de consacrer leurs moyens financiers aux seules dépenses de formation. La rémunération doit être prise en charge « ailleurs », soit par l'UNEDIC pour les stages de moins de trois cents heures, soit par convention avec le Fonds national de l'emploi, l'ANPE ou la délégation à l'emploi. M. Jean-Marie Lutzinger, un spécialiste du sujet, il n'y aura plus de formation entre les stages de trois cents heures, payés par l'assurance-chômage, et les stages de longue durée, financés par l'Etat.

Paradoxe, ce système est entravé par une série de blocages. Il finit, pour en finir, que l'Etat, les régions et les partenaires sociaux abandonnent la défense de leurs intérêts propres. Une des solutions, par exemple, amènerait l'UNEDIC à maintenir l'indemnisation du chômage pendant sa formation, ce sans restriction. L'Etat et les régions pourraient alors se consacrer au paiement des heures de stage, augmentées d'autant. L'effort de formation s'en trouverait démultiplié. Mais, soucieux de leur autonomie, les partenaires sociaux, gestionnaires des cotisations versées pour l'assurance-chômage, ne veulent pas que l'UNEDIC soit associée à une politique de l'emploi. L'appel à la solidarité, que leur adresse discrètement M. Séguin, leur paraît chargé de trop de sous-entendus. M. André Bergeron, secrétaire général de l'UNEDIC, se refuse notamment à entendre ce discours.

Cette discussion, essentielle, n'a pas été lancée au cours de la « table ronde ». De ce fait, il y a peu à attendre d'une cérémonie qui se voulait la première grand-messe sociale du gouvernement de M. Jacques Chirac.

ALAIN LEBEAUX

## M. de Charette annonce des mesures pour les bas salaires dans la fonction publique

M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique, a annoncé, le 26 mars, devant le conseil supérieur de la fonction publique, que le gouvernement allait appliquer les mesures en faveur des catégories C et D prévues dans le projet d'accord présenté lors de l'échec des négociations salariales du 2 février. Ces dispositions pour les catégories du bas de l'échelle seront soumises au prochain conseil supérieur fin avril ou début mai et devraient toucher 337 000 fonctionnaires en 1987.

Pour les agents des groupes III, IV, V et VI de la catégorie C, la possibilité de « chevronnement » (technique permettant aux agents ayant l'ancienneté requise d'être classés dans le groupe immédiatement supérieur) sera élargie, ce qui touchera 137 000 agents. Des majorations de deux à trois points d'indice seront accordées aux groupes III et IV de la catégorie C (95 000 fonctionnaires). Enfin, un à deux points de majoration d'indice seront accordés à 105 000 agents de la catégorie D.

Le projet d'accord prévoyait une enveloppe de 300 millions de francs pour ces mesures « bas salaires » qui pourraient entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> avril pour le « chevronnement » et le 1<sup>er</sup> juillet pour les majorations de points indiciaires.

Ainsi M. de Charette, qui a fait l'objet récemment d'une mise en garde commune de six fédérations de fonctionnaires (FEN, CFDT, FO, FGA, CFSC, CGC), applique progressivement les principales dispositions du projet d'accord voté de 1987. Le 17 février, il avait déjà annoncé que les traitements seraient majorés de 1,7 % en niveau (comme prévu), à raison de 0,6 % au 1<sup>er</sup> mars, 0,5 % au 1<sup>er</sup> août et 0,6 % au 1<sup>er</sup> novembre. Il n'a pas encore pris de décision sur les points 5 et 6 du projet d'accord, qui prévoyaient la mise en place d'un groupe de travail pour la catégorie B (avec un crédit indicatif de 100 millions de francs) et l'accélération du programme de mensualisation des pensions.

ÉCHANGES INTERNATIONAUX  
Le commerce mondial ne progressera que de 2,5 % en 1987

Dans un paysage profondément transformé par la chute du dollar (-17 % par rapport à son niveau moyen de 1985), le commerce international reste le moins médiocre et l'un en croît les premières évaluations du GATT (1). Sa progression en valeur, de 10 % en 1986, lui permet de passer pour la première fois la barre des 2 000 milliards de dollars, pour représenter 2 110 milliards. Mais ce bond est presque totalement dû aux phénomènes monétaires qui ont marqué la vie économique de 1986 et, en volume, la progression des échanges mondiaux se limite à 3,5 %, comme en 1985. Les rythmes annuels de 8,5 % enregistrés dans les années 60, ou les 5 % de la décennie suivante, paraissent bel et bien révolus. Pour 1987, les experts du GATT prévoient une très maigre amélioration de 2,5 % en volume, avant de souligner que, depuis le début des années 70, chaque reprise conjoncturelle paraît moins vigoureuse et plus courte que la précédente.

Contrairement à l'attente de certains, les grands déséquilibres entre les États-Unis, lourdement déficitaires, et la RFA ou le Japon, largement excédentaires, loin de s'amoindrir l'an dernier, se sont encore creusés. La « combe en J », chère à certains économistes, n'explique que partiellement ce phénomène. La valeur des exportations américaines a bien sûr commencé à se dégrader avec la monnaie faible que les importations libérées en dollars se renchérisaient. Allemands et Japonais ont connu le phénomène inverse avec l'appréciation de leur devise. Mais plus que ce mouvement purement monétaire, les auteurs du rapport voient dans l'incapacité des trois grands du commerce international à mettre en place des politiques économiques d'accompagnement - rédu-

tion des déficits budgétaires, américain notamment - la raison majeure des différences entre leurs comptes extérieurs.

Deux autres grandes tendances retiennent l'attention du GATT. Si la chute des cours du pétrole a stimulé la consommation et la constitution de stocks, aboutissant à une hausse en volume de 9 % des échanges de pétrole, le commerce des produits manufacturés a connu ses plus mauvais résultats depuis trente ans. Traditionnellement, ces produits constituent l'élément le plus dynamique du commerce mondial. En 1986, ils n'ont progressé que de 3 % contre 5,5 % l'année précédente. Repli des exportations japonaises ou européennes avant que les ventes américaines ne reprennent un nouveau souffle, révision à la baisse de la croissance des pays industriels, difficultés persistantes des surendettement de nations du tiers-monde, probable persistance d'un fort déficit américain, les échanges continueront de tourner au ralenti. Et si les Américains ne parviennent pas à endiguer les tendances protectionnistes du Congrès, le commerce extérieur n'y gagnerait pas grand-chose, selon les experts du GATT, alors que le déclenchement d'une guerre internationale entraînerait une « contraction massive des marchés mondiaux ».

F. Cr.

(1) Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

## A Brest

## La réparation navale redémarre

BREST de notre correspondant

Après trois mois de quasi-interruption due à l'épave de bilan des ARNO (Ateliers réunis Nord et de l'Ouest) la réparation navale brestoise se remet au travail progressivement. La SOBRENA (Société brestoise navale), créée par le groupe Meunier avec l'appui de divers partenaires et l'aide de l'Etat (sous la forme d'une prime de restructuration), a embauché trente-sept personnes issues des ARNO et neuf autres venant de la SBPCN (Société brestoise de carénage et de peinture navale), mise en liquidation dans la foulée de la cessation d'activité des ARNO.

Les salariés de la nouvelle société ont préparé l'arrivée, le samedi 28 mars, du premier bateau, le car ferry *Armorique*, de la Brittany Ferries, et d'un autre bâtiment, deux jours plus tard, de la même compagnie, le *Cornouaille*.

Pour pouvoir assurer le travail, la SOBRENA devra alors porter son effectif à cent cinquante personnes, comme elle s'y était d'ailleurs engagée au moment des négociations sur la reprise. Localement, la crise, qui affecte le chantier de Brest, n'a pas laissé les industriels locaux indifférents : ils ont constitué une société financière afin d'apporter 1,5 million de francs dans le capital de la SOBRENA (6,8 millions de francs).

G. S.

## Vers une préretraite laitière

Le ministre de l'Agriculture a annoncé au congrès de la FNSEA que, à sa demande, le premier ministre avait décidé de lancer un « nouveau et important programme de restructuration » dans le secteur laitier.

Il s'agit de proposer aux producteurs de plus de cinquante vaches une aide à la production constante ou dégressive proportionnelle aux litrages qui ne seraient plus produits, jusqu'à un plafond de 150 000 litres. Cela correspondrait à une somme de 12 000 francs à 34 000 francs par an, pendant sept ans, et serait versé à la fois à M. Guillaume, « des niveaux comparables à ceux qui ont été décidés pour d'autres secteurs de l'économie industrielle française en crise ». Ce programme devrait permettre de dégager un volume de 1 150 000 tonnes de lait, dont 800 000 tonnes seraient réaffectées aux producteurs prioritaires, notamment les jeunes. M. Guillaume a annoncé que 2,4 milliards de francs seront consacrés à cet effet.

Selon M. Lacombe, cette somme comprend certainement les 600 millions déjà annoncés lors de la dernière conférence annuelle et une partie des 400 millions déjà affectés à une telle restructuration et qui n'ont pas été complètement dépensés.



Monsieur Yves FARGETTE  
Président Directeur Général  
DE FRANCE CABLES ET RADIO

C'est ainsi qu'il fallait, jusqu'à présent dix verbes pour définir tous les services qu'apporte la messagerie électronique. « MISSIVER » c'est : voir, lire, rédiger, expédier, transmettre, classer, rechercher, répondre, présenter et modifier.

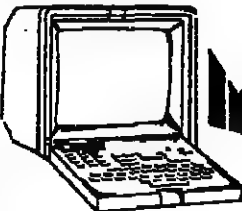
Merci à vous, M. Yves FARGETTE d'avoir contribué à créer ce nouveau verbe.

Bientôt, de nombreux Français pourront dire comme vous « JE MISSIVE ».

Un simple petit Terminal et MISSIVE vous permet de correspondre confidentiellement 24 h sur 24, où que vous soyez dans le monde.

Renseignements  
et documentation à :  
F.C.R. 124, Rue Réaumur  
75002 Paris

NUMERO VERT 05-22-72-90.



la maîtrise de  
la communication.

« Plus jamais dérangé  
en réunion ».

MOI,  
« JE  
MISSIVE ! »

Les hommes d'action font vivre la langue française : elle évolue avec eux et grâce à eux.

C'est ainsi qu'il fallait, jusqu'à présent dix verbes pour définir tous les services qu'apporte la messagerie électronique. « MISSIVER » c'est : voir, lire, rédiger, expédier, transmettre, classer, rechercher, répondre, présenter et modifier.

Merci à vous, M. Yves FARGETTE d'avoir contribué à créer ce nouveau verbe.

Bientôt, de nombreux Français pourront dire comme vous « JE MISSIVE ».

Un simple petit Terminal et MISSIVE vous permet de correspondre confidentiellement 24 h sur 24, où que vous soyez dans le monde.

السلامة العامة



## Affaires

### Le rachat d'Honeywell par Bull

#### Elle s'appelle... Honeywell Bull Inc

Le rachat d'Honeywell Information Systems (HIS) par le groupe français Bull, allié au japonais Nippon Electric Company (NEC), a été signé le vendredi 27 mars. Bull, qui a confirmé son redressement en 1986, prend ainsi pied sur le plus gros marché informatique du monde, les États-Unis, et occupe la sixième place dans le classement mondial des constructeurs, avec 4,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires.

Comme prévu dans le protocole d'intention de décembre dernier (*Le Monde* du 3 décembre 1986), Bull

rachète 42,5 % d'une nouvelle société - dénommée Honeywell Bull Inc - regroupant les actifs de HIS, à l'exception de la distribution et de la maintenance dans les administrations fédérales (soit environ 1,9 milliard de dollars en 1986). NEC en est actionnaire à 15 %, et Honeywell (maison mère d'HIS) en conserve 42,5 % dans un premier temps. Dans un second, le groupe américain devrait céder au français 22,5 % supplémentaires, et Bull deviendrait ainsi propriétaire à hauteur de 65 % de la nouvelle Honeywell Bull qui serait présidée par le patron de Bull, M. Jacques Stern.

Grâce à un subtil montage financier, Bull n'aura à payer que 130 millions de dollars (environ 800 millions de francs) en 1987 et une soixantaine de millions de dollars dans deux ans - soit plus de 1 milliard de francs au total, ce qui est conforme, affirme-t-on dans le groupe français, au plan de financement de l'entreprise pour 1987-1990.

L'alliance entre le français, l'américain et le japonais est un nouvel exemple des concentrations, auxquelles on assiste dans l'informatique afin de faire face au ralentissement dans le secteur. Un autre mariage spectaculaire s'est déjà déroulé il y a

moins d'un an : celui de Burroughs avec Sperry, donnant naissance au troisième groupe mondial, Unisys, avec un chiffre d'affaires de 7,4 milliards de dollars en 1986.

L'opération comporte un certain risque pour la compagnie Bull puisqu'elle rachète un groupe presque aussi gros qu'elle. Mais les trois partenaires se connaissent déjà bien, puisque Honeywell avait été actionnaire du groupe français entre 1976 et 1982. Des cousins nombreux - industriels et commerciaux - avaient été maintenus, NEC étant également un partenaire technologique capital pour les deux.

Dès lors, il était étonnant que Honeywell se tourne vers le groupe français lorsqu'il a décidé de se séparer de son informatique, moins rentable que ses autres activités. Bull a saisi cette occasion qui lui offre de voir tomber un de ses alliés dans des mains qui n'auraient pas été obligatoirement amies.

F. V.

### En 1987

#### Les investissements de la RATP sont amputés de 150 millions de francs

M. Paul Reverdy, président du conseil d'administration de la RATP, a-t-il présenté sa démission comme le bruit en a couru avec insistance ? Pour nourrir cette rumeur, il y a l'attitude des « berraux » du ministère de l'économie et des finances qui ont taillé impitoyablement dans le budget d'investissement 1987 de la Régie, pourtant voté, et qui refusent de l'autoriser à augmenter de 1,8 % le prix de son billet au 1<sup>er</sup> janvier 1987.

Il y a aussi l'attitude de certains hommes du pouvoir conseillant ouvertement de jouer la carte des entreprises privées : Matra pour l'exploitation de la desserte Orly- Antony en projet et les bus de l'APTR à la place du futur tramway de Seine-Saint-Denis.

Cette attitude politico-administrative semble d'inspiration un peu revancharde. Certains hommes politiques ou fonctionnaires

n'ont jamais accepté l'autonomie de la RATP sous la présidence de M. Claude Quin, communiste et trop dépensier à leur goût. Il fallait faire rendre gorge à la Régie de ses emplois créés quand toutes les entreprises publiques contractaient leurs effectifs et de son augmentation de capital de 1,8 milliard de francs alors que les finances demandaient à ses seurs de rembourser des crédits FDES (Fonds de développement économique et social) avantageux.

M. Reverdy a-t-il mis sa démission dans la balance pour s'opposer à ces attitudes vindicatives ? Il le dément formellement tout en reconnaissant avoir connu des problèmes.

De ces problèmes, il en est de permanents qui concernent l'équilibre général du budget de la Régie. D'un montant de 15,2 milliards de francs, celui-ci a été voté le 28 novembre 1986. Il méritait le qualificatif de rigoureux, car deux sources de recettes ont été sensiblement réduites par rapport à 1985 : le versement transport des entreprises a diminué de 83 millions de francs, et l'indemnité compensatrice versée par l'État de 33 millions de francs. Son équilibre supposait le passage du ticket de métro de 2,75 F à 2,80 F (+1,8 %) et une augmentation de 5 % à 6 % du prix de la carte orange à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1987. Le refus du gouvernement d'autoriser ces hausses avant le 1<sup>er</sup> mai - selon toute vraisemblance - provoquera un manque à gagner supplémentaire de 60 millions de francs, et l'usager continuera à payer en moyenne 34 % du coût de son transport.

Comme un malheur ne vient jamais seul, le FDES vient d'imposer à la RATP une réduction de 150 millions de francs de son programme d'investissements en 1987, ramené à 2 650 millions. Au titre des extensions du réseau, les opérations en cours ne seront pas touchées : la ligne SNCF d'Orly-la- Ville arrivera bien en septembre au Châtelet ; l'interconnexion entre la ligne A du RER et la ligne SNCF de Pontaise sera achevée début 1988 à Nanterre ; la gare Saint-Michel des lignes B et C du RER sera inaugurée en février 1988 ; l'automatisa-

tion de la ligne A du RER ne peut être retardée ; les prolongements des lignes 1 vers la Défense et 7 vers La Courneuve ne souffriront pas des restrictions.

En revanche, le FDES a ramené de 83 millions à 15 millions les crédits destinés au tramway de Bobigny en prenant le soin de préciser que la non-utilisation de ces fonds pour le tramway pourrait conduire à les affecter à des liaisons de bus en site propre : le Trans-Val-de-Marne que M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur UDF et maire de Saint-Cloud, réclame à cor et à cri et la liaison Châtillon-Clamart.

#### Des bus de quinze ans d'âge

L'entretien des matériels et des infrastructures sera peu touché (-1,5 %), mais l'acquisition de matériel neuf sera affectée puisque la RATP habitera cent quatre-vingt-dix autobus au lieu des deux cent trente prévus et huit éléments de voitures M184 pour les RER au lieu de onze. Cette évolution a obligé M. Reverdy à demander à son conseil d'administration de décaler, le 27 mars, du principe d'un allongement de la durée d'usage des autobus qui sera portée, en sept années, de douze à quinze ans. « Cela aura peut-être des conséquences sur le plan de charge de Renault Véhicules Industriels, notre fournisseur, conclut le président de la RATP, mais pas sur le service public ».

Le régime spartiate auquel la Régie est astreinte traduit la volonté du gouvernement de la contraindre à des gains importants de productivité. Aux yeux de ses cadres, il prouve que les dirigeants de la RATP ne la défendent que mollement, tant il est vrai que M. Reverdy et son directeur général, M. Michel Rousselot, répugnent aux déclarations publiques et aux parties de bras de fer avec leurs partenaires gouvernementaux et administratifs. Il y avait longtemps que la RATP n'avait tant ressemblé à une administration un peu déboussolée.

ALAIN FAUJAS.

### BP lance une OPA sur Standard Oil

British Petroleum, quatrième compagnie pétrolière mondiale et premier groupe industriel britannique, a lancé jeudi 26 mars une offre publique d'achat de 7,4 milliards de dollars (45 milliards de francs) sur les 45 % du capital de sa filiale américaine Standard Oil Co. qu'elle ne détiend pas encore. Cette offre est la plus importante jamais lancée par une société britannique et le quatrième par son montant depuis 1981 dans le secteur pétrolier. Elle sera financée pour un tiers par ressources propres et pour le reste par emprunt. Le prix proposé aux actionnaires (70 dollars par action) correspond au cours actuel du titre à la Bourse.

La direction du groupe BP a expliqué qu'elle souhaitait se débarrasser des actionnaires minoritaires de Standard Oil afin d'avoir les mains libres pour poursuivre son développement outre-Atlantique.

La plupart des observateurs s'attendent que cette opération se termine par l'acquisition de BP outre-Atlantique. Certains s'interrogent aussi sur l'ampleur des découvertes réalisées récemment par Standard Oil, associé à Chevron dans l'Arctique. BP, qui sera totalement privatisée d'ici l'an prochain, deviendra, grâce à cette absorption, la troisième compagnie pétrolière mondiale, après Exxon et Shell.

### Bouygues répond à la COB

A la suite des observations de la COB à propos d'irrégularités lors de sa tentative de prise de contrôle de Spie-Batignolles (*Le Monde* du 27 mars), la direction du groupe Bouygues a publié le communiqué suivant :

« Bouygues a pris connaissance des conclusions de l'enquête de la COB relative aux modalités d'acquisition de Spie-Batignolles ».

« Cette acquisition, par le groupe Bouygues, dans la période du 6 mars 1985 au 19 novembre 1986, a constitué une opération complexe tendant à la recherche d'une coopération industrielle entre deux entreprises complémentaires. C'est au cours de cette période qu'est intervenue la législation nouvelle résultant de la loi du 12 juillet 1985. Bouygues prend acte des observations formulées par la COB et il en tiendra le plus grand compte ».

La Commission des opérations de Bourse avait indiqué, le jeudi 26 mars, que ce dossier sera transmis à la justice dans les jours prochains.

### La Banque Stern et Dumeil-Leblé prennent des participations dans le groupe Rivand

La Banque Stern et l'établissement financier Dumeil-Leblé viennent d'annoncer leur entrée dans le capital de plusieurs sociétés du groupe Rivand et du groupe Socfin qui lui est lié. Cette opération est extrêmement complexe dans la mesure où le groupe Rivand, très peu connu et très diversifié (Plastiques, Pathé-Cinéma, Interchemie...), regroupe des sociétés pour la plupart de droit étranger (Belgique, Luxembourg, Vaucluse), sauf la Compagnie du Cambodge. La capitalisation boursière serait estimée à 1,3-1,4 milliard de francs. Les deux partenaires veulent participer au développement d'un groupe dont le potentiel est à leurs yeux important. Ils annoncent détenir des participations « supérieures à 33,33 % » dans les sociétés Socfin et Plantations des terres rouges et « supérieures à 10 % » dans Socfin, Socfinasia, Senah Rubber et la Compagnie du Cambodge, ce qui signifie en fait qu'elles sont de l'ordre de 20 %.

Institué depuis octobre dernier par la Banque Stern, dont le président est M. Jean Peyrelevade, ancien patron de Suez, cette opération représente une mise de fonds de 300 à 400 millions de francs. Les moyens limités de la Banque Stern et sa vocation première de banque d'affaires plus que d'investisseur, l'ont poussés à aller chercher Dumeil-Leblé comme partenaire. Les différentes participations rachetées seront ultérieurement apportées à une holding commune qui sera détenue à 89 % par Dumeil et à 11 % par Stern.

C. R.

« Installation d'une commission d'étude de la taxe professionnelle. — MM. Edouard Bellet et Alain Juppé ont installé, le mercredi 26 mars, une commission d'étude de la taxe professionnelle. Cette commission est présidée par M. René Bellayer, sénateur (Union centriste), président du conseil général de la Mayenne. La commission comprend douze membres.

CAMPAGNE DE PREVENTION MST-SIDA

# SMutuelles en Action

MST SIDA

MSE

USEM

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



GTM ENTREPOSE

#### LA COOPÉRATION DUMEIL LEBLÉ-GTM-ENTREPOSE AU NIGERIA

Le processus dynamique de coopération entamé entre Dumeil et GTM-Entrepose l'autisme dernier porte maintenant ses premiers fruits. Les événements récents ont permis de concrétiser un important contrat de construction au Nigeria visant à la réalisation d'un pont civil de l'usine de traitement du minerai et du barrage d'Itakpe, d'un montant global de l'ordre de 730 millions de francs. Le minerai d'Itakpe doit alimenter l'aciérie d'Ajaokuta située à 60 kilomètres de la mine.

D'autres perspectives intéressantes de coopération pourraient voir le jour rapidement dans les domaines du stockage d'hydrocarbures à Ekwerre, de l'adduction d'eau à Itakpe, de la collecte du gaz naturel sur le champ pétrolier de Warri.



#### Dividende de l'exercice 1986

Lors de sa réunion du 17 mars 1987, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société Française d'Investissement en France et à l'Étranger a approuvé les comptes de l'exercice 1986 et décidé la mise en distribution d'un dividende de 78,30 F par action.

net à payer	avoir fiscal	brut
78,30	2,31	20,61

(appel de la valeur nominale au 31.12.1986: 578,54 F)

Mise en paiement le 23 mars 1987

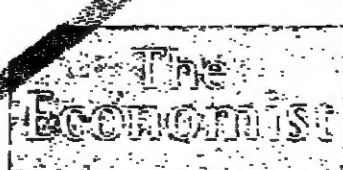
aux guichets des établissements placeurs

Caisse des dépôts - Charge Parri / Garne S.A.

Réinvestissez sans frais en actions nouvelles jusqu'au 30 juin 1987

Société d'Investissement à Capital Variable

# Challenges le nouveau wisdom.



Your independent weekly view of World Affairs, Finance, Science.

Traduction du texte ci-dessus :

Un défi au conformisme.

CHACUNE SEMAINE, VOTRE APERÇU INDÉPENDANT SUR LES AFFAIRES DU MONDE, DE LA FINANCE, DE LA SCIENCE



## Economie

## REPÈRES

## Salaire horaire

## Gain de pouvoir d'achat de 1,2 % en 1986

Selon les résultats de l'enquête trimestrielle du ministère des affaires sociales sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 1<sup>er</sup> janvier 1987, le taux de salaire horaire net a progressé de 0,8 % au quatrième trimestre de 1986, et non de 0,5 % comme le montraient les indications provisoires (le Monde du 14 février). Le salaire horaire net avait augmenté de 0,7 % au troisième trimestre et de 1 % au quatrième trimestre de 1985. Sur un an, la hausse est de 3,3 % par rapport à un glissement des prix de 2,1 %, soit un gain de pouvoir d'achat de 1,2 %. Pour un quatrième trimestre, la hausse est la plus faible depuis 1954 (excepté le blocage des salaires en 1982). Le SMIC a progressé, en un an, de 3,4 %.

Quant à l'indice des effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles, il a légèrement augmenté de 0,1 % au quatrième trimestre, soit une hausse de 0,3 % sur un an.

## Prix

## Les cigarettes en hausse

Le prix des cigarettes va augmenter à partir du lundi 30 mars, la hausse étant de 5, 10 ou 15 centimes par paquet pour les marques les plus vendues, indique un arrêté du ministère de

l'économie publié jeudi 26 mars au Journal officiel.

Le paquet de Gauloises brunes filtre passera de 5,30 F à 5,35 F, celui des Gauloises brunes (filtre ou sans filtre) de 6 F à 6,10 F. Les Gauloises blondes coûteront 6,70 F au lieu de 6,60 F, le prix des Gauloises blondes restera inchangé à 7,90 F. Pour les cigarettes importées, la hausse est plus élevée et atteint généralement 15 centimes. Le paquet de Marlboro vaudra 8,75 F et celui de Camel (filtre) 8,40 F. Les tarifs des cigares augmenteront également.

## Affichage obligatoire pour certains produits et services

M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat à la consommation et à la concurrence, a annoncé, le mercredi 26 mars, devant le Conseil national de la consommation (CNC) des mesures rendant obligatoire l'affichage extérieur de certains prix. M. Arthuis a cité la coiffure (hommes et femmes), la réparation automobile, les instituts de beauté, les terrains de camping, la blanchisserie, le nettoyage à sec, les cafés-restaurants. Ces mesures seront applicables dans quelques jours, sauf pour les cafés-restaurants, auxquels des délais de quelques semaines seront accordés.

## Commerce extérieur

## Nouvel et fort excédent en RFA

Après le creux de janvier, très relatif avec un excédent de 7,8 milliards de deutschemarks (25 milliards de francs), le commerce extérieur ouest-allemand a enregistré un confortable excédent positif de 10,4 milliards de deutschemarks en février. Les exportations ont augmenté de plus de 13 % sur le mois précédent, alors que les importations progressaient de 5,5 %. Cette amélioration ne saurait masquer les difficultés croissantes des exportateurs ouest-allemands, gênés par la forte appréciation du deutschemark. Sur deux mois, les exportations enregistrant une baisse de 7,4 % par rapport aux deux premiers mois de 1986. Mais les importations accusent une chute encore plus forte de 14 %.

## Paiements courants

## Redressement surprise en Grande-Bretagne

La Grande-Bretagne a enregistré un excédent de sa balance des comptes courants de 378 millions de livres

(3,84 milliards de francs) en février, le solde positif le plus important depuis janvier 1986, annonce le ministère du commerce. Un mois auparavant, l'excédent n'était que de 73 millions de livres.

La balance des « invisibles » (fruits, assurances, tourisme...) est évaluée, comme le mois précédent, à 600 millions de livres. Mais l'effet de surprise est venu des exportations qui, hors pétrole, ont progressé de 13 % en volume, alors que les importations augmentaient de 5 %. Au total, le commerce extérieur a vu ainsi son déficit ramené à 224 millions de livres, contre 527 millions en janvier.

## Semi-conducteurs

## Vers des sanctions

## américaines contre le Japon

Le gouvernement américain a recommandé au président Reagan, le jeudi 26 mars, de prendre des sanctions commerciales contre l'industrie japonaise des semi-conducteurs. Cette mesure pourrait être connue au début de la semaine prochaine mais ne s'appliquerait que dans deux semaines, laissant ainsi au Japon un délai supplémentaire pour se conformer à l'accord conclu entre les deux pays en juillet dernier sur ce secteur.

Les sanctions américaines portent sur des exportations japonaises très importantes : il s'agit, en effet, de droits de douane supplémentaires sur des produits grand public, comme les récepteurs de télévision ou les magnétoscopes. Quelques heures avant cette prise de position, le département d'Etat avait accusé le Japon de continuer à faire du dumping sur le marché international des semi-conducteurs.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

All of these securities having been sold, this announcement appears as a matter of record only.

## NEW ISSUE

RHÔNE-POULENC S.A.  
(A French Company)

3,000,000 American Depositary Shares

Representing

1,500,000 Preferred Investment Certificates

Merrill Lynch Capital Markets

Drexel Burnham Lambert

Sogen Securities Corporation

Bear, Stearns & Co. Inc.	The First Boston Corporation	Alex. Brown & Sons	Dillon, Read & Co. Inc.
Donaldson, Lufkin & Jenrette	Goldman, Sachs & Co.	Hambrecht & Quist	E. F. Hutton & Company Inc.
Kidder, Peabody & Co.	Lazard Frères & Co.	Montgomery Securities	Morgan Stanley & Co.
PaineWebber Incorporated	Prudential-Bache Capital Funding	Robertson, Colman & Stephens	
L. F. Rothschild, Unterberg, Towbin, Inc.	Salomon Brothers Inc.	Shearson Lehman Brothers Inc.	
Smith Barney, Harris Upham & Co.	Wertheim Schroder & Co.	Dean Witter Reynolds Inc.	
Arnhold and S. Bleichroeder, Inc.	Cazenove Inc.	Cowen & Co.	Eberstadt Fleming Inc.
Fahnestock & Co. Inc.	Cyrus J. Lawrence	Mabon, Nugent & Co.	
Neuberger & Berman	Oppenheimer & Co., Inc.	Anantha Raman & Company, Inc.	

## Marchés financiers

## PARIS, 27 mars ↓

## Un repli sans conséquence : - 0,49 %

Après une semaine de hausse folle, la Bourse de Paris a choisi de souffler pour la dernière séance hebdomadaire. A l'approche de la clôture, l'indicateur de tendance cédait 0,49 %, dans un marché restant assé.

Astour de la corbeille, les professionnels n'attendaient que peu d'importance à ce repli, au demeurant modeste. La Bourse a multiplié ces derniers temps les occasions de montrer sa bonne santé. Une séance de consolidation ne peut a priori que lui être profitable pour le proche avenir. Parmi les valeurs les mieux orientées, on notait une nouvelle fois le secteur du bâtiment.

Saif équipement, Coteau, Union Crédit du Bâtiment, et Ciments Français comptaient parmi les meilleures hausses. Roussel-Uclaf, l'emprunt 4,5 % 1973, Total et Lafarge étaient aussi bien orientés.

Parmi les titres en léger déclin, on trouvait Avions Dassault, Midl, Guyenne Gascogne, Alcatel et Alstom. Dumez cédait aussi un peu de terrain, suivi par Jean Lefebvre.

De l'avis des professionnels, le marché a en main tous les atouts pour poursuivre son mouvement descendant. Les liquidités sont là, abondantes par les particuliers français comme par les étrangers. Les étrangers japonais mais aussi italiens, sont très actifs à Paris. Les résultats des sociétés, pour 1986, en leurs prévisions pour 1987, laissent rêveur. Si on y ajoute les pronostics de l'INSEE, annonçant la fin de la dégradation de l'activité industrielle, on trouve un cocktail haussier que le plus sceptique des boursiers est obligé d'apprécier.

Du côté des obligations, la tendance était mal assurée. Au Mont, le convert à échéance décembre 1987 cédait 0,28 % à 107,80.

Lingot : 80 960 (+ 550).

Napoleon : 510 (- 1).

## NEW-YORK, 26 mars ↑

## Nouveau record

Après une séance de petite pause mercredi, Wall Street est reparti de l'avant jeudi, pulvérisant son précédent record d'altitude pour terminer sur un nouveau sommet. En clôture, l'indice Dow Jones terminait à 2372,58, gagnant 9,09 points. Le volume des transactions portait sur 195,5 millions d'actions. On notait 799 valeurs en hausse, 746 en repli et 429 inchangées.

Astour du Big Board, les professionnels constataient un courant de demandes spéculatives sur des indices boursiers couvrant sur des contrats à primes, inspirés par des programmes d'ordinateurs.

Les achats des institutions financières, à l'approche de la publication de leurs résultats financiers trimestriels, ont aussi soutenu la tendance. Les fonds mutuels, qui ont jusqu'au 15 avril pour investir les capitaux provenant des comptes individuels de retraite et bénéficier de l'ancien régime fiscal, plus favorable, sont entrés en scène. L'OPA de 7,4 milliards de dollars faite par British Petroleum sur les 95 % du capital non encore détenu de sa filiale américaine Standard Oil, a fait bondir le cours de 6 dollars, à 71 1/8. Standard Oil comptait parmi les valeurs les plus trébuchées (7 millions de titres), derrière Consolidated Royal (18,2 millions).

VALEURS	Cours de 26 mars	Cours de 27 mars
Alcatel	46 1/2	44 1/4
ALL.	24 7/8	24 7/8
Avions	32 7/8	32 1/2
Châtillonnais	117 1/4	117 1/4
De Paris de Navarre	117 1/4	117 1/4
Esso	87 1/4	87 1/4
Ford	33 3/4	34 1/4
General Electric	110 1/8	110 3/8
General Motors	79 1/8	79 1/8
Guichard	54 3/4	54 7/8
IBM	165 7/8	164 7/8
Midl	48 1/4	48 1/4
Pfizer	74 1/4	74 5/8
Repsol	40 1/4	40 1/4
Sanofi	27 3/8	27 3/8
Shell	27 3/8	27 3/8
U.S. Steel	29 1/8	29 1/8
Westinghouse	84 3/4	85 3/4
Yarn Corp.	78 1/4	77 3/8

## CHANGES

## Dollar : 6,08 F ↓

Le fait marquant à la veille du week-end a été la chute du dollar vis-à-vis du yen, à 148 yens contre 149,40 yens jeudi, malgré l'intervention de la Banque du Japon (1,2 milliard de dollars) et des autres banques centrales de France et d'Allemagne. A Paris le dollar cotait en baisse à 6,0840 F. Le cours du deutschemark à Paris est resté stable à 3,3270 F.

FRANCFORT	26 mars	27 mars
Dollar (en DM)	1,838	1,828
TOKYO	26 mars	27 mars
Dollar (en yen)	149,40	148,25

MARCHE MONÉTAIRE	26 mars	27 mars
Paris (27 mars)	73/4	73/4
New-York (26 mars)	61/4	61/4

## INDICES BOURSIERS

PARIS	25 mars	26 mars
(INSEE, base 100 à 31 déc. 1985)		
Valeurs françaises	113,3	113,7
Valeurs étrangères	111,3	111,7
C* des agents de change		
(base 100 à 31 déc. 1981)		
Indice général	489,2	488,4

NEW-YORK	25 mars	26 mars
(indice Dow Jones)		
Industrielles	2363,49	2372,59
(indice Financial Times)		
Industrielles	1623	1614,9
Mines d'or	432,48	428,28
Fonds d'Etat	91,56	91,22

LONDRES	25 mars	26 mars
(indice Financial Times)		
Industrielles	1623	1614,9
Mines d'or	432,48	428,28
Fonds d'Etat	91,56	91,22

TOKYO	26 mars	27 mars
Nikkei	21 558	21 862,94
Indice général	1 869,51	1 862,24

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 26 mars				
Nombre de contrats : 21 756				
COURS	ÉCHÉANCES			
	Juin 87	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88
Dernier	107,85	107,95	107,98	107,88
Précédent	107,85	107,98	107,65	107,55

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

PRIVATISATION DE LA BANQUE DU BTP : LA REQUÊTE DU C.R. REJETÉE. — Le Tribunal de grande instance de Paris a rejeté, le 26 mars, la demande du comité d'entreprise de la banque de Bâtiment et des travaux publics (BTP), qui estimait devoir être consulté sur le prix de cession et sur le choix des représentants. Le tribunal a estimé que le litige « relevait de la compétence du juge des fonds ».

CIP RHÔNE-POULENC : L'OFFRE QUARANTE-DEUX FOIS SURSOUSCRITE EN FRANCE. — La récente émission de 2,5 milliards de francs de certificats d'investissement privilégiés Rhône-Poulenc a suscité, en France, une demande quarante-deux fois supérieure au volume offert (et cinq fois supérieure aux Etats-Unis).

LUCHAIRE ACCEPTE LES CONDITIONS DE L'OPÉ DÉPÊDA. — L'OPÉ d'Épéda sur Luchaire vise à obtenir 51 % des actions et 51 % des bons de Luchaire, a indiqué, le 26 mars, la société Épéda.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.
SE-U	6,0710	6,0740	6,0710	6,0740	6,0710	6,0740
SE-U	4,6432	4,6491	4,6432	4,6491	4,6432	4,6491
Yen (100)	148,25	149,40	148,25	149,40	148,25	149,40
DM	3,3257	3,3291	3,3257	3,3291	3,3257	3,3291
Fluor	2,9464	2,9493	2,9464	2,9493	2,9464	2,9493
FL (100)	16,0638	16,0794	16,0638	16,0794	16,0638	16,0794
F.S.	3,9835	3,9882	3,9835	3,9882	3,9835	3,9882
L (1 000)	4,6618	4,6665	4,6618	4,6665	4,6618	4,6665
L (100)	5,7318	5,7427	5,7318	5,7427	5,7318	5,7427

## TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U	6 1/4		6 3/8		6 1/2		6 3/4		6 1/2		6 1/2	
	1/2	3/4	1/2	3/4	1/2	3/4	1/2	3/4	1/2	3/4	1/2	3/4
DM	3 1/2	3 3/4	3 1/2	3 3/4	3 1/2	3 3/4	3 1/2	3 3/4	3 1/2	3 3/4	3 1/2	3 3/4
Fluor	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 1/2
FL (100)	0 1/2	1 1/4	0 1/2	1 1/4	0 1/2	1 1/4	0 1/2	1 1/4	0 1/2	1 1/4	0 1/2	1 1/4
F.S.	0 1/2	1 1/4	0 1/2	1 1/4	0 1/2	1 1/4	0 1/2	1 1/4	0 1/2	1 1/4	0 1/2	1 1/4
L (1 000)	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4
L (100)	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4
F. franc	7 3/4	8	7 3/4	8	7 3/4	8	7 3/4	8	7 3/4	8	7 3/4	8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinee par une grande banque de la place.

هناك اعلان



## Marchés financiers

[illegible]



## M<sup>e</sup> Jean-Paul Mazurier placé en garde à vue

Mocassins homme, dessus cuir, doublés  
peau, semelles cuir : 289 P. Pourquoi ces  
soirs stupides ? Parce que l'entreprise  
A&L a des relations privilégiées avec des  
fabriques de chaussures.

Proches, 1 ; rue Georges-Clément, 107  
(10) Troyes ; 1, rue Marmion-Régisier (2)  
Chartres ; 87, rue Gambetta (3) Colli ; 26,  
rue d'Austerlitz (3) Compiègne ; au ban-  
dage, 34, rue Royale (8) Versailles ; 2, rue  
P.-M.-Curie (3) Clermont ; 119, av. de la

Résistance (3) La Reinery ; 124, av. P.-  
Sémard (3) La Varenne ; 205, av. Pierre-  
Brocqueton (4) Le Perraux, Et à Paris : 6,  
rue Héro (2) 34 ; 24, rue de la Vierge (4)  
Paris ; 32, rue Baz (7) 33, Chaussée-d'Antin  
(7) 94 ; rue Saint-Jacques (7) 42, rue  
Claude-Terrance (16) 9 ; 2, rue de Tocque-  
ville (17) T. 42-23-35-23.